

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
ASSURANCES SUR LA VIE
EN DROIT FISCAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} Juin 1899, à 8 heures et demie

PAR

F. TAUPENOT

RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT AUX BOUCHOUX (JURA)

Président : M. WEISS

Suffragants : { MM. DUCROCQ
BERTHÉLEMY

PARIS

P. DELMAR, 23 *bis*, RUE DES ÉCOLES

1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
ASSURANCES SUR LA VIE
EN DROIT FISCAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} Juin 1899, à 8 heures et demie

PAR

F. TAUPENOT

RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT AUX BOUCHOUX (JURA)

Président : M. WEISS

Suffragants : { MM. DUCROCQ
BERTHÉLEMY



PARIS

P. DELMAR, 23 bis, RUE DES ÉCOLES

1899

PLAN

Notre but est d'exposer les règles de perception de l'impôt de l'enregistrement et du timbre en matière d'assurances sur la vie.

A cet effet, nous diviserons cette étude en deux parties :

Une première partie, droit civil, sera consacrée à l'étude civile de la nature du contrat, des formes qu'il revêt, des droits qu'il confère à l'assuré, au bénéficiaire, en un mot à l'exposé des connaissances indispensables pour aborder utilement la question fiscale. Nous nous efforcerons d'indiquer l'opinion dominante sur chaque sujet, en faisant une importante part aux décisions de la jurisprudence toujours d'un si grand poids dans la perception de l'impôt

Dans une deuxième partie, droit fiscal, nous essayerons d'appliquer les solutions de la doctrine et de la jurisprudence à l'assiette de l'impôt, soucieux de conformer les règles de perception à la nature du contrat, telle qu'elle est déterminée à ce jour.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés de notre tâche, entreprise non sans quelque témérité, dans notre retraite des Bouchoux, sans bibliothèque, presque sans ouvrages, avec les seules inspirations de la solitude, plus proche des neiges éternelles que des milieux littéraires et scientifiques où le jugement se forme, où l'esprit s'aiguise et s'habitue à la discussion, puise souvent les idées qui feront son originalité. Si nous restons au-dessous du but, nous osons compter sur l'indulgente bienveillance de ceux qui seront appelés à juger notre thèse.

DU CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE

PREMIÈRE PARTIE DROIT CIVIL

CHAPITRE PREMIER

Définition — Éléments du Contrat — Diverses combinaisons de l'assurance

Le contrat d'assurance sur la vie a été ainsi défini :
« Une convention aux termes de laquelle une personne s'oblige envers une autre, moyennant une prestation unique ou périodique, à verser au contractant lui-même ou à un tiers désigné dans le contrat ou encore incertain, une somme d'argent déterminée formant un capital ou une rente, soit à une époque convenue, si telle personne est encore vivante à ce moment, soit au décès de telle personne désignée. » (*Rép. gén. alphab. du Droit français.* — ASSURANCES SUR LA VIE, n° 1).

L'assurance comporte trois éléments : le risque, l'indemnité, l'association.

« Comme condition essentielle de l'assurance, il faut, dit Pothier, qu'il y ait des risques auxquels une chose soit ou doive être exposée, desquels l'assureur se charge par ce contrat. »

Le contrat n'est valable qu'à la condition de couvrir un risque; il cesserait d'être un contrat à titre onéreux pour devenir un contrat à titre gratuit, si l'assureur n'était exposé à aucun danger. Ici, le risque c'est la mort de la personne sur laquelle repose l'assurance. Un événement certain ne peut constituer un risque; celui-ci consiste en un événement fortuit, susceptible de se produire ou de ne pas se produire. C'est pour cela qu'on a contesté le caractère de risque à la mort, celle-ci étant un événement fatal. Mais si la mort est certaine, l'époque où elle arrivera est incertaine; cette mort se produisant à un moment donné, pourra être un événement dommageable; c'est en cela qu'il y a risque. « Le risque consiste, dit M. Dumaine (*Contrat d'assurance sur la Vie en droit civil et en droit fiscal*. — « Edition 1892, p. 67), en ce que l'individu sur la tête duquel l'assurance repose, celui dont l'existence est mise en risque, peut venir à mourir avant ceux auxquels sa vie est utile. La mort d'une personne avant celle d'une autre voilà un événement fortuit bien caractérisé, et cet événement fortuit sera dommageable si le survivant éprouve un préjudice de la mort *du premier*. »

L'assureur ne répond pas de tous les risques, mais seulement de ceux qui résultent d'événements fortuits, de risques normaux, de ceux qu'on a pu prévoir lors de la conclusion du contrat. Un risque, auquel l'assuré se serait exposé volontairement, délie l'assureur de son obligation. Tels le suicide, le risque de mer, le duel. C'est sur ce principe qu'est basée l'obligation de l'assuré de ne pas aggraver les risques, sous peine de nullité. De même, l'assuré doit mettre l'assureur à même de contracter en connaissance de

cause ; car il a déterminé son engagement et le montant de la prime d'après les circonstances révélées. C'est ainsi que l'assuré est obligé de fournir tous éléments d'appréciation au moment du contrat, sur son âge, son état de santé, de répondre sincèrement au questionnaire de la proposition d'assurance, d'indiquer s'il n'a pas contracté avec une autre Compagnie, si des propositions dans ce but n'ont pas été repoussées. Toute fraude, tout dol de sa part, amènerait la nullité du contrat. Dans toutes les polices on lit à ce sujet : « La déclaration soit du contractant, soit du tiers assuré servent de base au présent contrat. Toute réticence, toute fausse déclaration qui diminueraient l'opinion du risque ou qui en changeraient le sujet, annulent l'assurance, et dans ce cas, les primes versées demeurent acquises à la Compagnie. »

L'indemnité qu'on a défini : « l'obligation de l'assureur devenue exigible par suite de la réalisation du sinistre prévu », est aussi un élément essentiel du contrat. Si l'assureur n'avait pris l'engagement de verser une indemnité pour réparer les conséquences du risque, la convention serait un contrat de bienfaisance.

Ici il y a indemnité, en ce sens que le contrat a pour but de dédommager de la perte causée par la mort prématurée, par la disparition du capital que représente la vie de l'assuré. « Une vie humaine, pour toutes les personnes qui en tirent un profit matériel est un véritable capital. La famille, à laquelle ce capital vivant procure ses moyens d'existence est menacée chaque jour de voir disparaître la principale et quelquefois l'unique source de ses revenus, elle court un risque considérable. C'est à ce risque que l'assurance

sur la vie a pour but de faire face ». (DUMAINE, *op. cit.*, p. 65).

« Le dernier élément essentiel du contrat est, dit M. Lefort, l'association ; c'est elle qui, à l'aide des cotisations de chacun, forme les capitaux assurés et permet de diminuer le dommage résultant de l'accident auquel pare l'assurance. L'assurance est basée sur la vraisemblance qu'un événement fortuit se produira ou ne se produira pas dans des conditions déterminées. Par la science des nombres, par le calcul des probabilités, il est possible de mesurer le degré de plus ou grande certitude que présente la réalisation d'un événement. Toutefois un résultat utile ne peut vraiment se produire que si les risques sont groupés de telle façon qu'il y ait compensation entre les événements qui arrivent et ceux qui n'arrivent point. » (*Contrat d'assurance sur la Vie*, t. I, p. 160).

M. Lefort adopte l'opinion de M. Couteau et cependant malgré l'autorité de ces deux auteurs, il ne semble pas qu'en théorie l'association soit un élément essentiel du contrat d'assurance. Assurément c'est par l'association que l'assurance sur la vie peut donner tous ses résultats, mais cela ne permet pas de conclure que la convention perdrait son caractère de contrat d'assurance s'il n'y avait qu'un assuré et que l'assureur fût un particulier.

En retour des obligations de l'assureur, l'assuré s'oblige à payer une prime. La prime est la contre-partie du risque, le prix du risque. Dans les Compagnies à prime fixe, elle est fixée à forfait jusqu'à la fin du contrat, constante si elle doit être toujours uniforme, variable si elle doit croître ou décroître. Enfin elle peut être versée annuel-

lement, c'est la prime temporaire, ou payée en une seule fois, c'est la prime unique. Destinée à former le fonds avec lequel la Compagnie servira les indemnités, il faut qu'elle soit calculée de manière à atteindre le chiffre probable de ces indemnités.

A l'aide des tables de mortalité, on arrive à connaître le nombre des décès pour un groupe donné d'assurés et par suite à déterminer la prime à réclamer à chacun d'eux. Tel est le principe pour une assurance annuelle. Mais, le plus souvent, l'assurance est contractée soit pour la vie entière, soit pour un certain nombre d'années. Le principe du calcul reste le même. Cependant comme ce procédé présenterait des inconvénients en ce sens que, les chances de décès augmentant avec l'âge des assurés, ils devraient pour faire face aux indemnités payer des sommes de plus en plus fortes, élévation correspondant le plus souvent à une diminution de revenus, ce qui éloignerait beaucoup de personnes de l'assurance, les Compagnies ont imaginé de rendre la prime uniforme pour toute la durée du contrat ; il est aisé de comprendre que trop forte pour les premières années, elle sera insuffisante pour les dernières années. L'écart est compensé au moyen de la réserve qu'on a définie « la portion des primes annuelles destinée à parfaire la somme que la différence des âges amènerait dans le taux de la prime. » De ce que l'assuré a pris l'engagement de payer la prime, il n'en résulte pas qu'il soit lié jusqu'à l'extinction du contrat. Le paiement des primes est facultatif, si ce n'est pour la première qui est la condition de la formation du contrat. Toutes les polices contiennent une clause ainsi conçue :

« La police n'a d'existence qu'après le paiement de la prime de la première année. Le paiement des primes (autres que la 1^{re} annuité) étant toujours facultatif, la police ne continue à avoir d'effet que si la prime a été acquittée à l'échéance, ou, au plus tard, avant l'expiration des délais fixés au paragraphe suivant, qui sont laissés à l'assuré pour manifester sa volonté d'acquitter ou non la dite prime. »

Ainsi l'assuré est libre de refuser le paiement de la prime ; la Compagnie n'a pas d'action contre lui à ce sujet. Le paiement de la prime, étant préalable, devant être fait au début de l'année, si l'assuré la verse, il continuera à être assuré pour l'année à laquelle s'appliquera la prime ; sinon, le contrat sera résilié. Ce caractère de la prime est la conséquence de la règle que l'assurance sur la vie est essentiellement temporaire ; l'assuré est toujours libre de renoncer au contrat. L'assurance n'est en réalité qu'une succession d'assurances temporaires d'un an. Ces caractères s'imposaient pour ainsi dire : vouloir lier le contractant pour toute la durée du contrat eut été bien des fois l'en éloigner. Il faut considérer en effet que l'assurance répond souvent à des situations spéciales, à des besoins susceptibles de se modifier ; il faut aussi compter avec la crainte légitime de l'assuré d'être poursuivi par la suite, pour le paiement des primes, si par des circonstances imprévues, il se trouvait dans l'impossibilité de les acquitter.

L'assureur au contraire est lié pour toute la durée du contrat, il ne pourra nullement y renoncer, si l'assuré consent chaque année à payer la prime.

Combinaisons diverses d'assurances

Deux classes principales :

1^o Les assurances en cas de décès par lesquelles l'assureur s'engage à verser une indemnité, capital ou rente, après un décès, aux personnes désignées par le souscripteur du contrat;

2^o Les assurances en cas de vie dans lesquelles l'assureur ne sera tenu de verser ce capital ou de servir cette rente que si l'assuré vit à une époque déterminée.

Chacune de ces classes comprend des combinaisons que les parties peuvent modifier à l'infini :

1^{re} CLASSE. — Assurance en cas de décès

Elle est ou temporaire ou pour la vie entière :

a) Par l'assurance temporaire, l'assureur s'engage, moyennant le versement de primes pendant un certain temps, de payer un capital au décès de l'assuré, si ce décès se produit pendant ce temps.

b) L'assurance pour la vie entière donnant droit à un capital payable au décès de l'assuré, à quelque époque qu'il arrive.

(c) L'assurance de survie dans laquelle le bénéficiaire aura droit à un capital ou à une rente, s'il survit à l'assuré.

(d) L'assurance sur deux têtes, dont le montant est payable au premier décès, au survivant des deux assurés.

(e) L'assurance mixte, qui à raison des garanties qu'elle offre, est appelée à un grand développement. Par cette combinaison, si l'assuré meurt, le bénéficiaire touche le capital et le paiement de la prime cesse avec son décès; si l'assuré survit à une date fixée, il reçoit le capital assuré.

Deux sortes :

L'assurance à terme fixe, qui n'oblige la Compagnie à verser le capital qu'à l'époque fixée, encore que l'assuré décède avant cette époque.

L'assurance mixte proprement dite par laquelle la Compagnie s'engage à payer le capital à l'assuré lui-même, s'il vit à une époque convenue, ou aux bénéficiaires, immédiatement après son décès s'il décède avant cette époque.

2^e CLASSE. — *Assurance en cas de vie*

a) Assurance à capital différé par laquelle la Compagnie s'engage à payer un capital à l'assuré s'il vit à une époque déterminée.

Cette combinaison ne présente pas les caractères d'un véritable contrat d'assurance. Le capital versé par la Compagnie constituera pour l'assuré un enrichissement, mais ne peut être considéré comme la réparation d'un sinistre.

b). *Rente viagère immédiate ou différée.* — Au moyen de la première combinaison et moyennant le versement d'une somme, la Compagnie sert immédiatement à l'assuré une rente viagère. Ici encore on ne peut voir dans la convention un contrat d'assurance. Le risque, élément essentiel de l'assurance, fait défaut. Il existe une autre différence caractéristique entre les deux opérations assurance et rente viagère. Par le contrat de rente viagère, le rentier acquiert immédiatement une valeur certaine, en échange des primes.

Par le contrat d'assurance, au contraire, l'assuré n'acquiert qu'une créance éventuelle, incertaine, qui n'exis-

tera réellement qu'à la mort du stipulant et si cette mort se produit dans les conditions précisées au contrat.

Les parties pourraient convenir que la rente immédiate ne sera servie que pendant un certain temps, ce serait la rente temporaire.

Si la rente viagère est différée, la Compagnie ne commencera à en servir les arrérages qu'à une époque fixée. Elle peut être constituée soit en retour d'une prime unique, soit de primes annuelles et en nombre égal à celui des années pendant lesquelles la rente est différée. Au premier cas, la rente existe définitivement lors de la souscription du contrat; dans le second cas, « la rente se partage
« en autant de fractions égales qu'il y a de primes annuelles à payer et chacune de ces constitutions de rentes
« partielles correspond au versement de chacune de ces
« primes annuelles. Alors si pendant le cours du délai
« convenu les primes ne sont pas acquittées, les annuités
« versées, quel qu'en soit le nombre, auront assuré un
« nombre égal de fractions de rente qui seront exigibles à
« la date stipulée, au même titre et dans les mêmes conditions que devrait l'être la rente totale. »

Enfin, rien n'empêche de convenir que la rente, au lieu d'être payée à l'assuré, sera servie à son décès à une autre personne si elle lui survit; c'est la rente de survie.

CHAPITRE II

Nature juridique du contrat d'assurance

Nous avons admis plus haut que l'assurance sur la vie présentait les caractères d'un contrat d'assurance ; il reste à en déterminer les autres caractères.

L'assurance sur la vie est un contrat innommé, c'est-à-dire régi par les principes généraux et par l'article 1134 du Code civil : « Les conventions légalement formées tiennent « lieu de loi à ceux qui les ont faites », — consensuel, donc parfait par la seule convention des parties ; l'acte, *instrumentum*, sert *ad probationem non ad valitatem* ; — synallagmatique, car il y a obligations réciproques : l'assureur prend un engagement formel et l'assuré exécute immédiatement le sien en payant la prime ; — commutatif, car chacun des contractants fournit une chose considérée comme l'équivalent de celle fournie par l'autre ; — à titre onéreux, puisqu'il assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

Contractée au profit d'un tiers, l'assurance peut être à titre gratuit, mais entre l'assureur et l'assuré, le contrat est à titre onéreux. — C'est un contrat de bonne foi, obli-

geant non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature (art. 1135, C. civ.).

Enfin, c'est un contrat conditionnel, sous condition suspensive. Le capital n'est dû que si l'événement se produit dans des conditions déterminées, notamment dans la période de temps couvert par la prime. Nous avons vu aussi que l'assurance est un contrat temporaire, une succession d'assurances facultatives d'un an. Enfin, en admettant que l'indemnité avait pour but de dédommager de la perte causée par la mort prématurée, par la disparition du capital que représente la vie de l'assuré, nous nous sommes rangé à l'avis de ceux qui voient dans l'assurance un contrat d'indemnité. Il est évident qu'en signant le contrat, l'assuré a moins en vue de faire un acte de spéculation, que de parer aux conséquences quelquefois désastreuses de sa mort.

Nous essayerons de démontrer plus loin que tout en étant un contrat d'indemnité, le contrat d'assurance sur la vie n'en contient pas moins une libéralité au profit du tiers bénéficiaire.

Reconnaître ce caractère au contrat d'assurance, c'est repousser l'opinion qui voit dans l'assurance un placement et qui prétend que le capital versé par la Compagnie provient de l'accumulation et de la capitalisation des primes versées par l'assuré. Il suffit pour détruire l'idée de placement de constater que l'assuré perd la propriété de la prime, et pour démontrer la fausseté de l'affirmation que l'indemnité est formée des primes, de voir ce que touche l'assuré mort au bout d'une année.

« Un homme de 30 ans verse une prime de 349 francs pour assurer un capital de 10,000 francs ; il meurt avant 31 ans, les 10,000 francs sont dus et payés. Dira-t-on que le bénéfice de l'assurance 10,000 francs a été formé par la capitalisation de la prime 349 francs? »

Il faut donc reconnaître que c'est avec les cotisations versées dans l'année par les personnes réunies en mutualité que la Compagnie fait face à ses obligations.

CHAPITRE III

De la Police

Le contrat d'assurance sur la vie, nous l'avons vu, est un contrat consensuel, c'est-à-dire parfait par le seul consentement des parties. Il est inutile de dresser un écrit pour la perfection de la convention dont la validité est indépendante de toute formalité. L'acte, *instrumentum*, dans les contrats consensuels ne sert qu'à la preuve du contrat.

Cependant, en pratique, les Compagnies ont l'habitude de constater par écrit leurs conventions : l'acte porte le nom de police. Certaines Compagnies même ont inséré dans leurs polices une clause d'après laquelle les parties ne sont engagées qu'après la signature du contrat. Cette clause est valable en vertu du principe de la liberté des conventions.

Aucune forme n'est prescrite pour la rédaction de la police ; elle peut donc être constatée par acte sous seing privé ou par acte authentique. Mais toujours la police, œuvre des Compagnies, est faite dans la forme d'un acte sous signatures privées. On évite ainsi les frais d'acte notarié et le versement des droits d'enregistrement qu'avec

l'acte notarié il faudrait payer dans les délais de l'article 20 de la loi du 22 frimaire an VII, c'est-à-dire dans les dix jours ou dans les 15 jours de l'acte.

Faite sous signatures privées, la police doit être conforme aux prescriptions de l'article 1325, rédigée en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, chaque exemplaire mentionnant le nombre de ces originaux.

L'acte devra être daté et signé des parties, indiquer leurs noms, prénoms, qualités, contenir des explications relatives aux conditions du contrat : montant de l'indemnité, montant et mode de paiement de la prime, risques couverts par l'assurance, etc... Même lorsque la police désigne un bénéficiaire, stipulation qui a les caractères d'une libéralité, le contrat est valable dans la forme d'acte sous seings privés. Il est admis, en effet, que les libéralités faites à un tiers comme condition d'un contrat à titre onéreux que l'on fait par soi-même, ne requièrent pas, au point de vue de la forme, d'autres conditions de validité que celles du contrat dont elles sont un accessoire.

CHAPITRE IV

Capacité de l'assuré, du bénéficiaire

Qu'il s'agisse de l'assuré ou du bénéficiaire, leur capacité est déterminée d'après les règles du droit commun. A ce sujet les décisions doivent suivre l'opinion adoptée sur la nature du contrat, surtout en cas d'attribution du bénéfice à un tiers. On exigera chez le souscripteur du contrat ou chez le bénéficiaire la capacité ordinaire ou celle nécessaire soit pour faire, soit pour accepter une donation selon que l'on verra ou non une libéralité dans la stipulation pour autrui ; la capacité du souscripteur pourra varier aussi suivant qu'il versera des primes prélevées sur ses revenus, le plus souvent primes annuelles, ou des primes prises sur le capital, prime unique ; dans un cas il y aura disposition de revenus exigeant une capacité moins étendue que dans l'autre, disposition d'un capital mobilier (*Prodigue, Mineur émancipé*). Ces règles générales posées, nous ne nous arrêterons qu'à la capacité de la femme mariée. La femme mariée ne peut souscrire une assurance sans le consentement de son mari (art. 217 C. civ.) même si elle est marchande publique, car l'autorisation dont elle

est investie pour son commerce ne concerne que les opérations relatives à ce commerce. Toutefois, par un arrêt du 12 février 1877, la Cour de Cassation a jugé que la femme, qui a reçu de son mari une procuration générale lui permettant d'administrer, peut souscrire valablement une assurance pour le compte de la communauté, mais ne peut disposer du bénéfice de cette assurance au profit d'un tiers, fût-ce même de son mari, sans l'autorisation de ce dernier.

La femme séparée de biens, soit par contrat, soit par jugement, n'a pas besoin de l'autorisation de son mari : capable de disposer de son mobilier et de l'aliéner, de placer ses fonds et par conséquent de faire au comptant toute espèce d'acquisitions soit de meubles et d'immeubles soit de rentes viagères (AUBRY et RAU, t. V, p. 404. — LAURENT, t. XX-I, n° 298) on ne saurait lui contester le droit de conclure un contrat d'assurance qui est un acte de bonne administration; cependant le concours du mari lui serait nécessaire quand l'assurance intervient au profit d'un tiers, parce qu'alors le contrat a le caractère d'une libéralité.

Maintenant que la loi du 6 février 1893 a rendu à la femme séparée de corps le plein exercice de sa capacité civile, sans qu'elle ait besoin de recourir à l'autorisation de son mari ou de justice, celle-ci a pleine capacité pour signer un contrat d'assurance.

Bien entendu l'adhésion du mari, lorsqu'elle est nécessaire pourrait être suppléée par l'autorisation de justice.

Au sujet de la capacité du bénéficiaire, il est à remarquer qu'elle doit être appréciée au jour de la conclusion du contrat, puisque son droit existe dès ce jour.

CHAPITRE V

Attribution du bénéfice — Nature de la convention par rapport au bénéficiaire — Stipulation pour autrui

En contractant, le souscripteur peut soit se réserver le bénéfice de l'assurance, soit l'attribuer à un tiers; il peut postérieurement au contrat, disposer du bénéfice au profit d'un tiers. En quelle qualité le bénéficiaire recueillera-t-il l'indemnité; sera-ce à titre héréditaire, sera-ce en vertu d'un droit propre né du contrat?

Si l'assuré a contracté directement pour lui, tous les droits nés du contrat font partie de son patrimoine; il acquiert un droit de créance qui se trouvera dans sa succession, et qu'à sa mort ses héritiers partageront comme ses autres biens.

Toutefois ils n'auront aucun droit propre, ils devront accepter la succession, ils ne pourront prétendre au capital qu'à titre héréditaire, *jure hereditario*. Les créanciers qui ont pour gage tout le patrimoine de leur débiteur, auront la faculté de se payer avec l'indemnité versée par la Compagnie.

Il en serait de même si le bénéficiaire ne pouvait ou ne voulait recueillir l'indemnité, qui tomberait alors dans le patrimoine de l'assuré.

Pour déterminer le droit en vertu duquel le bénéficiaire peut prétendre à l'indemnité, il faut distinguer, d'après la jurisprudence approuvée par de nombreux auteurs, selon que les bénéficiaires sont déterminés ou indéterminés. Il est juste de noter qu'en tous cas l'intention du stipulant doit prédominer. Il appartiendra au juge de rechercher quelle a été la volonté de l'assuré et d'y conformer sa décision. La Cour de Cassation lui reconnaît à cet égard un pouvoir souverain. (Cass., 2 juillet 1884, 8 février 1888).

§ 1^{er}. — *Bénéficiaire déterminé*

Le bénéficiaire déterminé est celui qui est indiqué d'une façon précise, telle qu'on ne saurait se méprendre sur sa personnalité ; par exemple : mon frère Emile. Dans ce cas, la personne gratifiée acquiert immédiatement, en vertu du contrat, un droit propre et exclusif, droit résultant de la stipulation intervenue en sa faveur (art. 1121, C. civ.). Par un arrêt du 2 juillet 1884, la Cour de Cassation en a ainsi décidé :

« Attendu, en droit, dit l'arrêt, que le contrat d'assurance sur la vie par lequel il est purement et simplement stipulé que, moyennant le paiement de primes annuelles, une somme déterminée sera, à la mort du stipulant, versée à une personne spécialement désignée, a pour effet, au cas où le contrat a été maintenu par le paiement régulier des primes d'une part, d'obliger, à la mort du stipulant, le promettant à verser le capital assuré entre les

main du tiers désigné, et d'autre part, de créer à ce même instant, au profit du tiers bénéficiaire, un droit de créance contre le promettant. »

Ainsi le bénéficiaire puise dans le contrat un droit qui lui permet de toucher seul le capital assuré, indépendamment de toute autre qualité.

La circonstance que le bénéficiaire est en même temps l'héritier du stipulant ne change en rien sa situation : vis-à-vis du capital assuré, il n'est qu'un tiers ; son titre pour recueillir le montant de l'assurance n'est pas sa qualité d'héritier, mais bien sa qualité de bénéficiaire ; sa vocation est propre et remonte exclusivement à l'acte qui a créé l'assurance. Renonce-t-il à la succession de l'assuré, son droit à l'indemnité ne s'évanouit pas, attendu que ce droit s'est fixé sur sa tête par l'effet de la convention et n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré.

« Attendu que ce droit est personnel, porte encore l'arrêt du 2 juillet 1884, ne repose que sur sa tête et ainsi ne constitue pas une valeur successorale ;

« Qu'en effet le capital assuré n'existe pas dans les biens du stipulant, durant sa vie, puisque ce capital ne se forme et ne commence d'exister que par le fait même de la mort du stipulant. » (Cass., 29 juin 1896.)

« Le droit du bénéficiaire sort du contrat ; il naît de l'accord des volontés du promettant et du stipulant ; pendant toute sa durée il conservera la marque et subira l'influence de cette origine ; il ne se détachera jamais complètement du contrat dont il est né, ce contrat n'en est pas seulement la source, il en est aussi la mesure. » (LAMBERT, *Du contrat en faveur des tiers*, p. 115).

Cette interprétation du contrat répond aux vues du stipulant qui a voulu, pour réparer le préjudice causé par son décès, attribuer au bénéficiaire la propriété de l'indemnité, la soustraire aux prétentions de ses héritiers ou à l'action de ses créanciers, enrichir non pas sa succession, mais le bénéficiaire.

La Cour a été en effet amenée à décider que le capital n'étant pas un élément de la fortune de l'assuré ne pouvait être considéré comme le gage des créanciers. (Cass., 6 février 1888). (COUTEAU, *Traité d'assurances sur la vie*, p. 397. — GUILLOUARD, *Traité du contrat de mariage*. — POULINIER, *Etude sur les assurances sur la vie*. — MORNARD, *Du contrat d'assurance sur la vie, sa nature et ses effets en cas de décès*, etc.)

§ 2. — Bénéficiaire indéterminé

L'assurance est considérée comme souscrite au profit d'un tiers indéterminé quand la police, au lieu d'indiquer d'une façon suffisamment précise la personne qui recueillera le capital assuré désigne les bénéficiaires par une expression vague, générale, excluant toute idée d'individualité.

Par exemple : Les ayants-droit, les héritiers.

Dans ce cas, le capital fait partie du patrimoine du stipulant, forme une valeur successorale recueillie par les héritiers *jure hereditario*, en vertu de leur seule vocation héréditaire, et n'échappe pas à l'action des créanciers. La jurisprudence qui reconnut d'abord un droit propre au bénéficiaire même indéterminé, se rangea à la solution contraire sous l'influence d'un arrêt de la Cour de Cassa-

tion rendu en matière fiscale, le 7 février 1872, et disposant que le droit de mutation par décès était dû pour une assurance contractée par une personne au profit de ses ayants-droit. « Elle s'appuie sur ce que la stipulation pour « autrui dans les termes de l'article 1121 du Code civil, c'est-« à-dire, la stipulation capable de créer un droit propre « et exclusif pour la personne qui en est l'objet, ne peut « intervenir que s'il s'agit d'une individualité certaine, « déterminée, existante. » Et aussi sur ce fait que si l'assuré, qui avait la faculté d'attribuer le bénéfice d'une manière exclusive en désignant les personnes gratifiées, ne l'a pas fait, c'est qu'il a voulu contracter dans les termes de l'article 1122 du Code civil, d'après lequel on est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants-cause.

La difficulté est de savoir quand les bénéficiaires seront indéterminés ; la jurisprudence paraît attribuer ce caractère aux héritiers ou ayants-droit, aux petits-enfants, aux parents, aux héritiers, aux ayants-droit, aux neveux et nièces, aux cousins, aux enfants nés ou à naître, aux enfants. A l'exception de la dernière formule, l'intention de l'assuré de stipuler pour son patrimoine ne paraît pas douteuse ; un droit ne peut se fixer sur la tête d'un individu qu'autant que son existence est certaine. Malgré une décision contraire du Tribunal de la Seine du 4 novembre 1889 jugeant que, en cas d'attribution aux enfants nés et à naître, il fallait distinguer entre les enfants nés au moment du contrat et ceux à naître, pour reconnaître un droit propre aux premiers, nous pensons qu'en pareil cas les bénéficiaires sont indéterminés. Attribuer un droit propre aux enfants à naître est impossible, puis-

qu'ils n'existent pas au jour du contrat; on ne saurait décider autrement pour les enfants nés, sans aller contre la volonté du stipulant. Il est manifeste qu'en désignant dans le contrat ses enfants nés et à naître, celui-ci a voulu leur créer une situation égale, leur conférer des droits égaux au capital assuré. Donner un droit propre aux enfants nés, c'est dépouiller à leur profit les enfants à naître. Pour consacrer une pareille inégalité, il faudrait au moins une manifestation de volonté formelle du souscripteur de la police; et nous croyons que son intention est tout à fait opposée.

En présence d'une stipulation au profit des enfants, nous ne nous refuserions pas à voir en eux des bénéficiaires désignés dans les termes de l'article 1121, c'est-à-dire des bénéficiaires déterminés, car le stipulant semble bien avoir voulu leur attribuer un capital à l'abri des revendications des créanciers (Nancy, 25 février 1882).

Cette distinction entre les bénéficiaires déterminés et indéterminés, avec ses conséquences, s'appliquera-t-elle lorsque, en cas d'assurance mixte, l'assuré mourant avant l'époque fixée, le bénéfice sera recueilli par les personnes appelées à son défaut?

Pas de difficulté en présence de bénéficiaires indéterminés, puisque dans ce cas le capital assuré tombe dans le patrimoine du stipulant et leur revient à titre héréditaire. Mais les bénéficiaires déterminés auront-ils un droit propre, exclusif de celui des héritiers et des créanciers. On a soutenu que le contractant ayant d'abord stipulé pour lui-même, la désignation nominative d'un bénéficiaire pour le cas de décès ne saurait empêcher le capital assuré de

tomber dans sa succession. Mais par un arrêt du 6 février 1888, la Cour de Cassation, condamnant ce système a consacré le droit exclusif du bénéficiaire au capital assuré.

La Cour décide « que la stipulation faite au profit de la
« personne indiquée en la police l'était sous la condition
« suspensive du prédécès du signataire, que cette dernière
« condition s'étant réalisée, la personne gratifiée à défaut
« du contractant doit être réputée bénéficiaire *ab initio*
« de la stipulation faite à son profit et que, dès lors, les
« créanciers de l'assuré ne sont pas fondés à prétendre
« que le capital assuré doit former leur gage et être versé
« entre leurs mains. » (Cass., 6 févr. 1888 ; S. 88, 1, 127).
Il paraît donc admis que l'assurance mixte doit s'exécuter comme une assurance en cas de décès, lorsque l'assuré meurt avant l'époque fixée au contrat.

On a voulu aussi contester le droit propre du bénéficiaire déterminé, lorsqu'il tient son droit d'une police dans laquelle le stipulant a fait insérer la clause à ordre pour pouvoir la transmettre par endossement. On prétendait que l'acquisition d'un droit propre par les bénéficiaires était impossible du vivant de l'assuré, puisque celui conservant le titre à ordre avec la faculté de le céder à loisir, n'était pas dessaisi.

Cette manière de voir a été écartée par un arrêt de la Cour de Douai du 14 avril 1890, décidant que la réserve par l'assuré de la faculté de disposer de la police par endossement, ne changeait pas les caractères du contrat, et n'enlevait pas à l'acceptation son caractère irrévocable, et qu'en conséquence l'indemnité ne faisait pas partie du patrimoine de l'assuré. Sur pourvoi introduit contre cette

décision, la Cour de cassation a rendu un arrêt confirmatif, pour les motifs suivants :

« Attendu que les clauses de prévoyance (faculté de cession et de rachat) qui figurent dans la plupart des contrats d'assurance sur la vie, ne font pas tomber de plein droit le capital assuré dans le patrimoine du défunt et n'ont rien d'incompatible avec la stipulation très distincte au profit d'un bénéficiaire ; attendu en effet, que, même en leur absence, le stipulant aurait pu, tant que l'acceptation n'a pas rendu sa promesse irrévocable, anéantir ou restreindre sa libéralité et substituer un tiers au bénéficiaire primitif, de même que dans un contrat passé à son profit exclusif, l'assuré se réserve implicitement, mais nécessairement, la faculté de désigner ultérieurement un bénéficiaire aux termes de l'article 1121 ». (22 juin 1891 ; S. 92, 1,177).

L'assuré peut faire reposer l'assurance, non sur sa tête, mais sur celle d'un tiers, convenir que l'indemnité lui sera versée au décès de cette tierce personne, appelée le tiers assuré. C'est une façon de se garantir contre les conséquences du décès d'une personne à la vie de laquelle on a intérêt. Ce but indique que l'assuré doit être intéressé à la prolongation de la vie du tiers assuré, intérêt pécuniaire ou moral. Sans cela, de contrat d'indemnité, le contrat d'assurance deviendrait un acte de spéculation. Par un arrêt du 14 décembre 1853, la Cour de cassation a jugé qu'il est de l'essence du contrat d'assurance que les tiers aient un intérêt à la conservation de la vie de la personne assurée.

Outre cette condition, le consentement du tiers assuré est nécessaire. Cela résulte d'un avis du Conseil d'Etat du

28 mai 1818 et de la discussion de la loi du 11 juillet 1868 portant création d'une caisse d'assurances par l'État, dans laquelle on a déclaré « que dans l'esprit du législateur une police ne peut être souscrite sur la tête d'un tiers qu'autant que ce tiers y consent ».

En pareille circonstance, qui recueillera le capital assuré ? Ce sera le signataire ; les héritiers de l'assuré n'y ont aucun droit. L'indemnité lui est acquise en vertu d'un acte à titre onéreux, contre le versement des primes.

En étudiant le droit du bénéficiaire déterminé au capital assuré, nous avons dit que la majorité des auteurs, d'accord en cela avec la jurisprudence, lui reconnaissent un droit propre sur ce capital. Par quel acte juridique le stipulant confère-t-il un tel droit au bénéficiaire ? En vertu, soutient la majorité des auteurs, d'une stipulation pour autrui régie par l'article 1121 du Code civil « on peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation, ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter ».

La stipulation crée un droit exclusif en faveur du bénéficiaire au moment même où elle intervient. Mais l'attribution de ce droit propre au bénéficiaire n'enlève pas à l'assuré tout intérêt dans le contrat, ne l'empêche pas d'avoir stipulé aussi pour lui-même.

Il aura une action pour forcer le débiteur à exécuter l'obligation envers le bénéficiaire. Il puisera dans la convention le droit de réclamer le montant de l'indemnité à la Compagnie, si le tiers ne veut le recueillir ou s'il pré-

décède; il sera, enfin, obligé au paiement des primes. Cette manière de voir a été consacrée formellement par la Cour de cassation, notamment les 16 janvier 1888, 23 janvier 1889 et 22 juin 1891. « Attendu, en droit, dit l'arrêt du 16 janvier 1888, que le contrat d'assurance sur la vie, lorsque le bénéfice de l'assurance est stipulé au profit d'une personne déterminée, comporte essentiellement l'application de l'article 1121, c'est-à-dire des règles qui régissent la stipulation pour autrui; que vainement on voudrait prétendre, comme l'a fait l'arrêt attaqué, que, dans un pareil contrat, l'assuré ne stipulant pas pour lui-même, les dispositions de l'article 1121 ne sauraient être invoquées par le tiers bénéficiaire.

« Attendu, en effet, que, d'une part, le profit de l'assurance peut, dans de certaines éventualités, revenir au stipulant, et que, d'ailleurs, le profit moral, résultant des avantages faits aux personnes désignées, suffit pour constituer un intérêt personnel dans le contrat; que, d'autre part, le stipulant s'engage à servir à la Compagnie d'assurances des primes annuelles, de telle sorte que, à quelque point de vue qu'on se place, il est impossible de soutenir que le stipulant ne stipule pas pour lui-même, et que, par suite, l'article 1121 n'est pas applicable. »

Un arrêt du 23 janvier 1889 n'est pas moins formel : « Attendu, porte l'arrêt, que le contrat d'assurance sur la vie, lorsque le bénéfice de l'assurance est stipulé au profit d'une personne déterminée, comporte essentiellement l'application de l'article 1121 du Code civil, c'est-à-dire des règles qui régissent la stipulation pour autrui. » La Cour de Douai a décidé également, par un arrêt du 14 avril 1890,

que la souscription d'une assurance par un père au profit de ses enfants constitue une stipulation pour autrui dans les termes de l'article 1121 du Code civil. Son arrêt a été confirmé par la Cour de cassation le 22 juin 1891. (En ce sens : Bourges, 17 juillet 1890. — Seine, 5 juillet 1898.)

Ces arrêts ne paraissent pas en contradiction avec l'arrêt, déjà cité, du 2 juillet 1884, par lequel la Cour reconnaît que le droit au bénéfice est « personnel au tiers bénéficiaire, ne repose que sur sa tête »; on admet, en effet, que la stipulation pour autrui peut exister indépendamment d'une stipulation au profit personnel du contractant, que le fait de contracter une obligation, comme le paiement des primes, est une condition suffisante.

Ainsi, dans le contrat d'assurance sur sa propre tête au profit d'un tiers désigné, le souscripteur de la police n'acquiert aucun avantage contre les primes qu'il verse à la Compagnie, mais le droit du bénéficiaire naît immédiatement du contrat intervenu entre le stipulant et l'assureur.

Toutefois le bénéficiaire doit accepter la stipulation : c'est l'acceptation qui fixera d'une façon définitive le droit sur sa tête. Elle rend, en effet, irrévocable la stipulation intervenue en sa faveur; elle enlève à l'assuré la faculté de lui substituer un autre bénéficiaire.

L'acceptation n'est soumise à aucune forme particulière; il suffit qu'elle soit manifestée de façon à ne laisser aucun doute sur l'intention de la personne gratifiée de vouloir profiter du contrat. C'est une conséquence de la règle que les formes prescrites pour les donations entre vifs ne sont pas applicables aux stipulations pour autrui. Il faudrait excepter, toutefois, le cas de transmission du béné-

fice de l'assurance par acte solennel, conformément à l'article 932 du Code civil ; alors l'acceptation devrait être faite par acte authentique. Dans un arrêt du 8 février 1888, la Cour de cassation a jugé que l'article 1121 du Code civil n'impose aucune autre condition que la déclaration par le gratifié qu'il entend profiter de la stipulation intervenue en sa faveur et que la déclaration dont parle cet article 1121 n'impose aucune condition de validité.

Il est admis aussi que l'acceptation peut intervenir à un moment quelconque, même après le décès de l'assuré, à la condition d'être antérieure à la révocation. (AUBRY et RAU, t. IV, p. 311. — DEMOLOMBE, t. III, *Donations et Testaments*. — Bourges, 3 juin 1891 ; Cass., 8 février 1888, 22 juin 1891.)

Enfin, on attribue à l'acceptation un effet rétroactif au jour du contrat ; à quelque moment qu'elle se produise, elle doit être considérée comme donnée lors de la conclusion du contrat. (Nancy, 18 février 1888 ; Besançon, 2 mars 1887. — Cass., 22 juin 1891.) Par son arrêt du 22 juin 1891, la Cour de cassation décide :

« Attendu, en droit, que le contrat d'assurance sur la vie, lorsque le bénéfice en est attribué à une personne déterminée, emporte essentiellement l'application de l'article 1121 ; qu'une jurisprudence constante en a déduit la conséquence que, jusqu'à l'acceptation par le bénéficiaire désigné, le stipulant pouvait sans doute révoquer sa promesse et disposer autrement au profit d'autrui, mais que l'acceptation, valable même après le décès de l'assuré, avait un effet rétroactif au jour du contrat primitif. »

Si le bénéficiaire décède avant d'avoir accepté, son droit

ne passe pas à ses héritiers, car la condition de sa survie est toujours sous-entendue.

Malgré les arrêts conformes, nous ne saurions admettre la rétroactivité de l'acceptation du bénéficiaire. Nous déciderions donc que le droit du bénéficiaire ne naîtra qu'au jour de l'acceptation, et que jusqu'à ce jour le droit au capital fait partie du patrimoine de l'assuré.

Appliquer l'effet rétroactif de l'article 1179 à l'acceptation paraît impossible. Pour rétroagir, la condition doit être une modalité ; or, ici l'acceptation est un élément essentiel du contrat, c'est elle qui consolide le droit sur la tête du bénéficiaire. Puisque c'est seulement par son acceptation que le bénéficiaire est définitivement créancier, comment prétendre qu'il l'était déjà lorsque le contrat a été passé ? La rétroactivité ne saurait aller contre les faits matériels. Nous ajouterons que nul ne saurait acquérir un droit sans sa volonté ; si le bénéficiaire n'a connu la stipulation qu'à un moment donné, comment aurait-il pu acquérir une créance antérieurement ? La jurisprudence semble avoir posé le principe de la rétroactivité surtout pour éviter les inconvénients de la naissance du droit sur la tête de l'assuré et faire échapper l'indemnité aux réclamations des créanciers. Mais la rétroactivité est-elle nécessaire à ce résultat ? Nous ne le pensons pas. L'acceptation du bénéficiaire intervient-elle pendant la vie du stipulant, les créanciers qui ont suivi la foi de leur débiteur, ne pourraient faire annuler l'acte qu'en prouvant la fraude de leur débiteur ; cette preuve sera souvent difficile. Il y a mieux, comment connaîtront-ils l'acceptation qui, dispen-

sée de forme, échappera certainement à leurs investigations, qui pourra être donnée dans un avenant.

Si, la transmission se faisant au profit de successibles, on redoute le rapport, ou la réduction en cas d'atteinte portée à la réserve, nous répondons que le capital assuré ne saurait être assujéti au rapport ou à la réduction. L'inconvénient de la non-rétroactivité est réel, il est vrai, si le bénéficiaire n'a pas accepté au décès de l'assuré. Mais il est facile d'y parer. Les Compagnies doivent prendre le soin de mettre leurs assurés au courant des effets du contrat. Prévenues du danger, il leur sera facile de faire connaître le contrat au bénéficiaire et de provoquer son acceptation.

Nous ne saurions accepter davantage la possibilité de l'acceptation après la mort de l'assuré, du moins l'acceptation de la convention en tant que disposition entre vifs. Pour que le contrat se forme il est indispensable qu'il y ait concours des volontés des contractants, qu'elles s'unissent, qu'elles se fondent en un seul tout; ce résultat ne se produira que lorsque le donateur aura connaissance de l'acceptation du donataire. Or, ce concours étant devenu impossible par suite du décès du stipulant survenu avant l'acceptation par le tiers gratifié, il s'en suit que le contrat n'a pu se former. (MM. COLMET DE SANTERRE, t. V, 33 *bis*, VIII; LAURENT, t. XV, n° 571.)

Toutefois, à défaut d'acceptation, nous ne reconnaissons pas au bénéficiaire un droit propre et exclusif né le jour du contrat, il nous paraît tout de même possible de donner effet à la volonté du stipulant. L'offre n'est pas caduque; en ne la révoquant pas, le stipulant a manifesté, au contraire, la

volonté d'y persister. La libéralité vaudra comme disposition par décès. Cette manière de voir a un inconvénient grave, il est vrai, en ce sens qu'étant tombé dans le patrimoine de l'assuré, le capital formera le gage des créanciers. Mais le droit du bénéficiaire échappera aux atteintes qui pourraient résulter de l'obligation du rapport ou de la réduction. Pour le rapport les legs en sont dispensés par la loi du 24 mars 1898, qui a décidé que les legs faits à un héritier sont réputés faits par préciput et hors part; quant à la réduction, nous verrons que l'indemnité n'étant pas sortie du patrimoine de l'assuré, elle ne saurait être soumise à la réduction.

Quoi qu'il en soit, c'est le système de la jurisprudence que nous appliquerons dans l'étude des assurances en droit fiscal.

Malgré son acceptation, le bénéficiaire qui décède avant l'assuré ne transmettrait pas son droit à ses héritiers. La condition de la survie du bénéficiaire est toujours sous-entendue dans le contrat; la stipulation est faite dans son intérêt personnel, son prédécès résout son droit. Par sa mort, l'assuré rentre dans ses droits, et s'il ne désigne pas un autre bénéficiaire, la somme assurée fera partie de sa succession.

CHAPITRE VI

De la libéralité au profit du bénéficiaire Rapport et Réduction

Nous avons vu que l'assurance sur la vie était un véritable contrat d'assurance, que la somme versée par la Compagnie était l'indemnité des risques qu'elle avait assumés ; le contrat d'assurance, avons-nous dit, est un contrat d'indemnité. On a voulu tirer parti de ce caractère du contrat pour décider qu'il était à titre onéreux et nier la libéralité à l'égard du bénéficiaire.

Cette manière de voir ne paraît pas admissible. De ce que le capital assuré est la réparation du préjudice causé par le prédécès de l'assuré, il ne s'en suit pas nécessairement que l'attribution du bénéfice à un tiers ne soit pas une libéralité.

Pour remplir son rôle réparateur, l'indemnité n'aurait qu'à se substituer au capital disparu ; au lieu de la vie de l'assuré, capital producteur et subvenant aux besoins d'une famille, on aurait le capital indemnité, évalué par le souscripteur de l'assurance au chiffre indiqué dans la police et estimé par lui capable de le remplacer, au moins dans les

intérêts matériels. Le capital irait naturellement à ceux qui ont droit aux biens de l'assuré et, productif selon le gré des successeurs, il les aiderait à se procurer tout ce qu'ils devaient à la personne disparue. Incapable de remplacer l'assuré dans leur affection, il atténuerait néanmoins les effets de sa mort en évitant la douleur de la gêne matérielle. Ainsi l'assurance produirait ses effets de contrat d'indemnité. Au lieu de cela le capital sera payé à telle personne désignée de par la volonté du souscripteur. Ce capital n'est pas dû au bénéficiaire, il n'a rien déboursé pour l'obtenir, il ne le recueille que par l'effet de l'attribution que l'assuré lui a consenti à titre purement gratuit ; ne trouve-t-on pas là tous les caractères de la libéralité ? Invoque-t-on l'obligation naturelle du souscripteur envers sa femme, ses enfants, dont il n'a fait que se libérer en leur attribuant le capital assuré ?

Nous répondons : il eût satisfait à cette obligation en stipulant pour son patrimoine. Tenu d'assurer l'avenir de sa femme, de ses enfants, il n'eût pas manqué à ce devoir, à cette obligation, si l'on reconnaît l'obligation naturelle. Les enfants, héritiers légitimes, eussent pris leur part héréditaire, la femme aurait joui de l'usufruit légal que lui a conféré la loi du 9 mars 1891, elle aurait exercé au besoin les libéralités qu'elle tenait de son mari ; et ainsi celui-ci eût pu s'endormir sans crainte d'avoir failli à la loi naturelle. Rien de cela ; l'assuré a manifesté une volonté, il a désigné des bénéficiaires souvent dans d'autres proportions que leurs droits héréditaires ; ce faisant il a accompli un acte à titre gratuit.

M. Dumaine, qui soutient la même opinion, s'exprime

ainsi : « Sans doute, ma mort peut causer un préjudice matériel à une personne déterminée ; mais pourquoi cette personne ne contracte-t-elle pas elle-même l'assurance à son profit sur ma tête et n'en paye-t-elle pas les primes ? Pourquoi est-ce moi qui viens souscrire le contrat et stipuler pour elle et à mes frais qu'elle recevra une indemnité à mon décès ? Suis-je tenu de lui procurer cette indemnité ? Toute la question est là. Si je n'y suis pas tenu, j'lui fais un cadeau ; ce sera à peu de chose près comme si je souscrivais une police d'assurance contre l'incendie pour assurer la maison d'autrui et que j'en payasse les primes, car ma vie, dans l'espèce, est considérée comme le bien d'autrui. »

Le principe de la libéralité étant admis, quel en sera l'objet ? La donation entre vifs, porte l'article 894 du Code civil, est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte. C'est l'acte par lequel une personne prend une chose dans son patrimoine et la remet à un tiers. Cela nous permet de déterminer la chose donnée. Ce ne peut être le capital assuré, puisque l'on s'accorde à reconnaître qu'il n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, qu'il ne se forme et ne commence d'exister que par le fait même de la mort du stipulant. (Cass., 2 juillet 1884 et 29 juin 1896). Mais si le capital n'est pas sorti du patrimoine du stipulant, on n'en peut dire autant des primes. Elles ont été payées pour le bénéficiaire, elles forment véritablement l'objet de la donation.

Le bénéficiaire doit-il le rapport du capital de l'assu-

rance? le capital assuré sera-t-il soumis à la réduction? La négative paraît certaine.

La loi sur la quotité disponible et la réserve a pour but d'assurer aux héritiers l'intégralité de la portion héréditaire à laquelle ils ont droit, de leur permettre de recouvrer les biens qui se trouveraient dans la succession, si des libéralités ne les en avaient fait sortir. Le rapport tend à établir l'égalité entre les héritiers venant à une même succession, en obligeant les donataires à remettre dans la masse le montant de leur don. La réduction est la sanction du droit de réserve; grâce à elle les héritiers réservataires peuvent reconquérir les biens dont le défunt a disposé à titre gratuit au delà des limites de la quotité disponible. Mais le droit des réservataires ne s'applique qu'à la portion distraite du patrimoine du défunt; les biens rapportables sont uniquement ceux qui ont appauvri la masse destinée à être partagée entre les héritiers.

Or l'attribution du capital assuré à un tiers ne diminue pas le patrimoine, puisque le capital n'a jamais compté parmi les biens de l'assuré. Le stipulant ne porte pas atteinte à la réserve, puisque le bénéfice de l'assurance sort de la caisse de l'assureur. Ce fait que le capital n'était pas entré dans les biens de l'assuré entraîne nécessairement la dispense du rapport. On ne saurait remettre dans le patrimoine du défunt une chose qui n'en est pas sortie. « Il est évident, dit M. Naquet (SIREY, 1889, 2, 17), que les biens que le Code a en vue, quand il prescrit de déterminer la masse héréditaire pour le calcul de la réserve, sont uniquement les biens existants ou ayant existé dans le patrimoine du défunt; ce ne sont jamais les simples espé-

rances de gain, les valeurs futures créées par un contrat aléatoire, comme celles qui peuvent résulter d'un contrat d'assurance..... En résumé, l'esprit de nos lois doit amener à décider que le capital de l'assurance, étant une valeur créée qui n'a jamais fait partie du patrimoine du *de cuius*, ne doit être ni rapporté ni réductible. »

Pendant longtemps la jurisprudence opposée à cette manière de voir, décidait que le montant de l'assurance doit être rapporté à la masse de la succession pour déterminer la quotité disponible. Par un arrêt du 8 février 1888, la Cour de cassation jugeait que le bénéfice de l'assurance attribué à un tiers constitue une véritable libéralité à laquelle sont applicables les règles générales concernant les rapports, soit qu'il s'agisse d'assurer l'égalité des parts entre cohéritiers, ou de déterminer à l'égard des réservataires, légataires et donataires, le montant de la réserve ou de la portion disponible. Par un arrêt du 29 juin 1896, la Cour de cassation a modifié sa jurisprudence, en décidant que le capital assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant, ne constituant pas une valeur successorale ne saurait, par suite, entrer en compte pour le calcul de la réserve.

« Attendu, dit la Cour, que ce droit est personnel au tiers bénéficiaire, ne repose que sur sa tête et ainsi ne constitue pas une valeur successorale ; qu'en effet le capital assuré n'existe pas dans les biens du stipulant durant sa vie, puisque ce capital ne se forme et ne commence d'exister que par le fait même de la mort du stipulant, et que, d'un autre côté, le contrat n'en attribue à celui-ci ni le bénéfice personnel, ni la disposition, et ne lui laisse

que la faculté de rendre nuls les effets de la convention par le non-paiement des primes, au cas où elles ne seraient pas payées par d'autres, ou de révoquer la stipulation, si elle n'a pas été acceptée par le tiers bénéficiaire. Attendu, que le capital stipulé n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant, ne constituant pas une valeur successorale, ne saurait, par suite, entrer en compte pour le calcul de la réserve ». (*Contra*, Douai, 16 janvier 1897. — Rouen, 29 mai 1897).

Si le rapport du capital assuré n'est pas obligatoire, celui des primes devrait l'être, puisque l'assuré les a prises dans son patrimoine.

L'affirmative ne paraît pas douteuse lorsque l'assuré a versé une prime unique prélevée forcément sur le capital, ou lorsque les primes annuelles sont si élevées proportionnellement à ses revenus qu'il a été obligé de toucher à son capital pour les acquitter.

La question est plus douteuse en présence de primes annuelles peu élevées, en rapport avec les ressources du souscripteur du contrat; cela pour deux raisons.

C'est d'abord parce que le Code civil dispense de rapport les libéralités prélevées sur les revenus (art. 852 et 856) et aussi parce que l'assuré ayant la libre disposition de ses revenus, aurait pu, au lieu de les employer au paiement des primes, les dépenser *lautius vivendo*; la souscription de l'assurance ne l'aura donc pas appauvri, dans bien des cas. Malgré cela il est juste de remarquer que tous les revenus ne sont pas forcément destinés à être dépensés, que le plus souvent le père de famille, soucieux de l'avenir, pensera à en épargner chaque année une par-

tie, et que cette épargne aurait été plus grande sans le versement des primes. Il paraît donc juste, conformément à un arrêt rendu par la Cour de cassation le 22 février 1888, d'admettre le rapport des primes suivant les circonstances. Le rapport sera dû lorsque les primes seront hors de proportion avec les ressources de l'assuré ; il ne sera pas obligatoire au contraire avec des primes modiques, concordant avec les revenus dont l'assuré pourrait disposer en bonne conscience et sans risquer aucun reproche.

La Cour de cassation admet le principe du rapport. Dans son arrêt du 29 juin 1896, on lit :

« Attendu que pour contraindre la dame Frison au rapport à la succession du sieur Trichery des sommes versées par celui-ci à titre de primes des assurances souscrites, il aurait fallu que la dame Trichery mère pût invoquer contre ladite dame Frison la qualité de cohéritière, qualité qui ne lui appartient pas..... »

En décidant que, pour être obligée au rapport, la bénéficiaire devrait être héritière, elle ne fait que se conformer aux règles du Code, mais elle reconnaît par là même implicitement l'obligation du rapport.

Bien entendu le bénéficiaire ne serait pas tenu au rapport, s'il en avait été dispensé par l'assuré, à condition que les primes ne dépassent pas la quotité disponible.

CHAPITRE VII

Du mode de désignation du bénéficiaire

Le plus souvent l'assurance est contractée pour mettre un tiers à l'abri des conséquences du décès de l'assuré. Quels moyens l'assuré aura-t-il pour attribuer le bénéfice à la personne qui l'intéresse ? En règle générale, le bénéficiaire est désigné dans la police même ; selon qu'il est déterminé ou indéterminé, il acquiert alors un droit distinct dont la nature a été déterminée. Mais il peut être aussi désigné au cours du contrat par les procédés suivants :

Désignation dans un avenant ;

Désignation à la suite de la police, lorsque l'assurance a été souscrite au profit de la personne que le contractant se réserve de désigner sur cette même police ;

Désignation par testament ou par donation entre vifs.

§ 1^{er}. — *Désignation par avenant*

L'avenant est un acte qui intervient entre l'assuré et l'assureur pour modifier la police ou en expliquer les termes. Il produit le même effet que la police. Désigné par un tel acte le bénéficiaire, acquiert le même droit que par une

attribution dans la police même; l'acte produit comme un effet rétroactif. Par un arrêt du 14 février 1887, la Cour de Douai a affirmé que la police rectifiée au point de vue de l'attribution du bénéfice et l'avenant rectificatif formant un tout indivisible, leur portée juridique est la même que si, dès l'origine, la stipulation avait été faite au profit de la personne visée par l'avenant. « L'avenant doit, dit Dumaine (n° 55), être assimilé à une nouvelle police par laquelle l'assuré consent à maintenir en vigueur le premier contrat, à la condition que la Compagnie lui permettra de le modifier dans le sens qu'il indique.

La Cour de cassation a rendu un arrêt en ce sens le 16 janvier 1888 : « Attendu, d'autre part, qu'une police dans laquelle le bénéfice de l'assurance est stipulé au profit d'un tiers nommément désigné peut, tant que ce tiers ne s'est pas, par une acceptation, approprié les effets de la stipulation, être modifiée par un avenant substituant un autre nom à celui qui avait été primitivement inscrit; que cet avenant laisse au contrat son caractère spécial de contrat d'assurance sur la vie, qui comporte pour sa régularité l'intervention du stipulant et du promettant, autrement dit de la Compagnie d'assurances, et qui ne saurait être un contrat de transport dont la validité et les effets seraient subordonnés aux significations prescrites par les articles 1690 et 2075 du Code civil. »

Par un arrêt du 7 août 1888, la Cour de cassation précise sa doctrine en affirmant « qu'il importe peu que la désignation résulte d'un simple avenant; qu'en effet, en stipulant par le contrat originaire au profit de ses héritiers ou ayants-droit, le stipulant se réservait implicitement

mais nécessairement la faculté de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entendait attribuer le bénéfice de l'assurance : qu'il suit de là que le stipulant n'a jamais été personnellement créancier de la Compagnie. » Il résulte de ces arrêts que la solution doit être la même, soit que le contrat ait réservé à l'assuré la faculté de désigner ultérieurement le bénéficiaire, soit qu'il y ait substitution d'un bénéficiaire déterminé à un autre, soit enfin qu'un bénéficiaire indéterminé soit remplacé par un bénéficiaire individualisé. « Ainsi le bénéficiaire désigné par un avenant doit être considéré, lorsqu'il a accepté, comme saisi *ab initio* du capital assuré. »

L'avenant exige le consentement de l'assureur et suppose que le premier bénéficiaire n'a pas encore accepté.

§ 2. — Désignation à la suite de la police

Il peut se faire que l'assuré ne veuille pas faire connaître le bénéficiaire ; il lui est loisible alors, si la Compagnie y consent, de se faire délivrer une police au profit de la personne qu'il se réserve de désigner sur cette police même. La stipulation paraît alors intervenue dans les formes de l'article 1121 du Code civil et créer immédiatement un droit propre au bénéficiaire.

La Cour de cassation, tout en admettant la validité de la désignation, a, par un arrêt du 10 novembre 1874, décidé que l'article 1121 n'était pas applicable.

« Que vainement, dit la Cour, il est soutenu que ce transfert constitue la stipulation (il s'agit d'une assurance souscrite dans les termes dont il s'agit par un sieur Jeantet qui a désigné le bénéficiaire deux jours après la délivrance de

la police) au profit d'un tiers, prévue et permise par l'article 1121 du Code civil, et aurait eu pour effet de faire entrer immédiatement la créance de 10,000 francs dans le patrimoine de la demanderesse en cassation, sans qu'elle eut fait partie, à aucune époque, de l'actif de Jeantet; qu'en effet, d'une part, le transfert n'a eu lieu que deux jours après le contrat d'assurance; que le droit au capital de 10,000 francs avait été irrévocablement acquis au stipulant dès le jour du contrat et était entré dans son patrimoine..... »

Ces motifs ne paraissent pas irréfutables. En décidant ainsi, la Cour méconnaît l'intention du stipulant. Comment prétendre qu'il a acquis lui-même le droit à l'indemnité, alors qu'au contraire il exprime formellement que le bénéfice du contrat appartiendra à la personne à désigner? On ne peut s'appuyer ici, comme en présence de bénéficiaires indéterminés, pour écarter les effets de l'article 1121, sur ce fait que l'assuré est censé avoir stipulé pour ses héritiers; il déclare le contraire, il affirme que le bénéfice du contrat devra revenir à telle personne qu'il va désigner. La désignation du bénéficiaire est ici une de ces formalités qui ne sauraient empêcher la stipulation de produire ses effets, pas plus que dans une vente dont le prix doit être fixé par experts, la perfection de la vente ne serait différée jusqu'à la fixation du prix. Suivant l'opinion générale, la vente doit être considérée comme valable à partir du jour où elle a été conclue, la fixation du prix par les experts devant être envisagée comme une condition qui, une fois accomplie, rétroagit au jour où l'engagement a été contracté. Dans notre contrat la désignation du bé-

néficiaire sera comme la condition de la naissance du droit sur la tête du bénéficiaire ; une fois accomplie elle rétroagira au jour de la signature de la police. Par un arrêt du 7 août 1888, rapporté plus haut, la Cour de cassation a fait l'application de l'article 1121 du Code civil à la désignation d'une veuve déclarée, au moyen d'un avenant de 1876, bénéficiaire d'une police souscrite en 1865 au profit des héritiers ou ayants-droit du souscripteur, c'est-à-dire à un contrat passé dans des termes que la jurisprudence interprète toujours comme une stipulation au profit du patrimoine de l'assuré. La Cour juge qu'en stipulant par le contrat originaire au profit de ses héritiers ou ayants-droit, le souscripteur se réservait implicitement mais nécessairement la faculté de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entendait attribuer le bénéfice de l'assurance », elle reconnaît que « la créance est censée avoir toujours appartenu, dès le principe, au bénéficiaire » et elle nierait le même droit au bénéficiaire que l'assuré se réserve de désigner dans la police même, au bénéficiaire indiqué dans un contrat où l'assuré a manifesté la volonté de ne rien acquérir pour lui-même. Les motifs de l'arrêt du 7 août 1888, s'ils sont justes, militent plus énergiquement encore en faveur de notre manière de voir ; le droit au capital assuré se sera donc fixé *ab initio* sur la tête du bénéficiaire.

Désignation par donation ou par testament

Enfin, l'assuré pourrait désigner le bénéficiaire dans un acte de donation ou dans un testament, à condition bien entendu que son droit de disposition soit intact. Mais ce

mode se rencontre rarement, à cause des formes qu'il exige et des frais qu'il entraîne. L'avenant est bien préférable, car il peut être fait sous signatures privées, et il n'est pas soumis à l'enregistrement tant qu'il n'a pas à être produit en justice ou énoncé dans un acte authentique.

Toutefois le bénéfice pourrait être légué par une mention qui, écrite, datée et signée de la main du contractant à la suite de la police, vaudrait comme testament olographe.

L'attribution du bénéfice à la personne gratifiée, constituant une libéralité, ne saurait se faire par endossement, car un titre n'est endossable qu'autant qu'il y a une valeur fournie.

CHAPITRE VIII

De la révocation — De la participation aux bénéfices — De la réduction — Du rachat — Du droit d'emprunt

I. — Révocation

Après avoir attribué le bénéfice de l'assurance à un tiers, l'assuré a le droit de révoquer cette stipulation tant que le bénéficiaire ne l'a pas acceptée.

La révocation peut être expresse ou tacite. Elle est tacite, lorsque l'assuré cesse de payer la prime, car aussitôt le contrat prend fin. Elle est expresse, par exemple quand l'assuré endosse au profit d'une autre personne la police passée en faveur d'une personne déterminée, comme un créancier, même à titre de garantie.

« L'endossement pignoratif d'un contrat à ordre est un procédé parfaitement valable qui a pour effet d'autoriser le tiers porteur de la police endossée à se faire payer par la Compagnie le montant de l'assurance et qui aboutit au total à dépouiller le bénéficiaire primitif » (LEFORT, t. II, p. 148). Mais la révocation ne résulterait pas de la remise matérielle de la police entre les mains d'un tiers, avant

toute acceptation. Pour qu'il y ait révocation, il faut une substitution, dit la Cour de cassation dans son arrêt du 22 juin 1891. Lorsque l'assuré remet la police, il ne remplace pas le bénéficiaire par un autre ; l'absence d'endossement empêche que celui qui a reçu le contrat ait acquis un droit ; cette personne a beau être nantie de la police elle n'est pas propriétaire, car la propriété des valeurs à ordre ne se transmet que par l'endossement » (SIE DUPUICH, Note. D. P. 94. 2. 58.)

La révocation est un droit personnel qui ne passerait pas aux héritiers. On ne concevrait pas des héritiers révoquant une attribution dans laquelle le stipulant, leur auteur, a persisté jusqu'à son décès ; ce serait une violation de sa volonté, M. Demolombe considère comme inadmissible l'opinion qui autorise les héritiers du stipulant à révoquer la donation faite par leur auteur. (*Donations*, t. III, p. 91.)

II. — *Participation aux bénéfices*

Les tables, adoptées par les Compagnies comme bases de leur calcul, donnant une mortalité trop forte, les primes versées par les assurés sont supérieures aux sommes nécessaires pour couvrir les risques. Aussi les Compagnies ont pris l'habitude de remettre aux assurés une partie des bénéfices. C'est la participation aux bénéfices, sorte de remboursement d'une partie de la prime. La participation n'est pas de l'essence du contrat d'assurance ; l'assuré n'y peut prétendre qu'autant que sa police a une certaine durée, ordinairement un an, et qu'elle lui accorde ce droit. Cette restitution peut s'opérer de

différentes manières, soit par le versement en argent, soit par la diminution des primes, soit par une augmentation du capital assuré.

III. — *Réduction*

Nous avons vu que pour ne pas augmenter la prime à mesure que l'assuré avance en âge, les Compagnies ont imaginé de la rendre uniforme. On reporte sur les premières années l'excédent qu'il y aurait à verser pour les dernières : cet excédent, non destiné à couvrir les risques des premières années, mais à parfaire l'insuffisance des primes futures, est mis de côté par la Compagnie, cela constitue la réserve.

Il peut arriver que pour des raisons personnelles l'assuré ne veuille plus continuer le contrat. Dans ces conditions l'assureur a le droit légitime de conserver sur les premières primes, ce qui formait le prix des risques par elle assurés, mais elle ne saurait garder la somme destinée à parfaire l'insuffisance des primes futures, la réserve. Le remboursement peut s'effectuer de deux manières : par la réduction ou par le rachat.

Le montant de la réserve déterminé, l'assuré peut convenir avec la Compagnie que cette somme formera la prime unique d'une nouvelle assurance en cas de décès, assurant le paiement d'un capital inférieur au capital primitif et appelé capital réduit. C'est la réduction.

Le capital et la prime sont changés, mais l'assuré reste le même ; le bénéficiaire ne perd pas son droit à la perception du nouveau capital qui est un profit de l'assurance. Les conditions restent les mêmes, notamment le capital ne

sera exigible qu'au décès de l'assuré, s'il se produit par un des risques prévus au contrat.

Pour avoir droit à la réduction comme au rachat dont nous allons parler, les trois premières primes annuelles au moins doivent être payées ; sans cela l'assuré n'a rien à réclamer. On lit à ce sujet dans la police : « L'assurance est réduite conformément aux tarifs établis si les trois premières primes annuelles au moins ont été intégralement payées. — La somme réduite reste payable au décès de l'assuré. » Il faut ajouter aussi que la réserve n'est restituée que sous déduction d'une somme fixée pour frais généraux.

IV. — *Du rachat*

Par la réduction, l'assuré modifie l'assurance, mais la laisse continuer, par le rachat au contraire, il met un terme définitif au contrat. Après avoir déterminé le montant de la réserve, en avoir déduit une portion pour les frais généraux, la Compagnie remet le reliquat à l'assuré et le contrat est résolu. « Il a été jugé que l'assuré doit subir les règles générales de l'escompte, c'est-à-dire la déduction des intérêts que la somme escomptée eût pu produire, si la Compagnie l'eut conservée dans sa caisse pendant le temps restant à courir » (Rennes, 28 mars 1888, *Jour. des Ass.*, 98, 176). Mais les motifs donnés par la Cour de Rennes à l'appui de sa décision ne sauraient être admis, lorsqu'elle dit que « le capital est formé à l'aide des primes accumulées et grossies des intérêts composés, que l'assurance sur la vie constitue un placement de fonds et que le rachat du contrat n'est que le paiement anticipé d'une créance due à terme ».

Il y a là une erreur que M. Couteau a tenu à mettre en lumière (t. II, p. 301) :

« Au moment où l'assuré abandonne l'opération, il demande la liquidation de son compte, il ne peut réclamer le paiement anticipé d'une créance qui n'existe pas. Le capital assuré n'est pas dû à terme, mais sous une condition, à savoir que le contrat sera continué et lorsqu'il va être procédé au rachat, il est sûr que cette condition ne sera pas remplie, puisque le contrat est abandonné volontairement. Les primes antérieures qui ont été versées par l'assuré qui veut se retirer n'existent plus ni pour lui, ni pour la Compagnie. Elles ont été consommées et ont servi à chaque exercice à faire face aux sinistres survenus. En principe il ne devrait rien rester au bout de chaque année et c'est ce qui a lieu dans l'assurance temporaire d'un an. Mais dans la pratique, afin d'arriver à l'uniformité de la prime dans l'assurance pour la vie entière, l'assureur s'est décidé à mettre une petite fraction en réserve et à ouvrir un compte à chaque assuré. Le compte comprend à son crédit cette réserve et il est augmenté par la répartition de la réserve des contrats sinistrés. Le solde créditeur de ce compte est uniquement destiné à faire face à l'insuffisance de la prime uniforme dans la dernière période de l'assurance, mais jamais il ne sera possible de soutenir qu'il soit destiné à former le capital assuré à l'aide d'accumulations successives et de capitalisation des intérêts ».

Si la police contenait la désignation d'un bénéficiaire, c'est à lui que reviendrait la valeur de rachat. Devenu par le contrat créancier exclusif du capital assuré, de tous les avantages de l'assurance, son droit s'étend à la valeur du

rachat qui est un produit du contrat. La Compagnie doit s'acquitter entre ses mains sans pouvoir exciper de ce que le décès de l'assuré n'est pas encore survenu. (Trib. civ. Seine, 15 juillet 1895.)

Dans ce sens, la Cour de cassation a décidé le 8 avril 1895 que s'il s'agit d'une assurance pure et simple, les créanciers ne peuvent agir au lieu et place de l'assuré parce que la valeur du rachat fait partie du profit de l'assurance, profit qui est acquis au tiers gratifié dès qu'une stipulation intervient en sa faveur.

Mais la Cour de cassation estime que le droit des créanciers est entier lorsqu'il s'agit d'une assurance mixte. En effet l'assuré qui signe un pareil contrat stipule d'abord pour son patrimoine ; le droit du bénéficiaire appelé à défaut de l'assuré, ne s'ouvre que par le décès de ce dernier. Puisque le bénéfice du contrat revient à l'assuré, il doit en être pour la valeur de rachat comme pour les autres bénéfices, valeur de rachat qui figure dans les biens de l'assuré.

V. — *Droit d'emprunt*

Ordinairement les polices contiennent la clause suivante : « La Compagnie rachète, à la demande des intéressés, les polices sur lesquelles il a été acquitté trois primes annuelles au moins. Ce rachat a lieu d'après les tarifs arrêtés par le Conseil d'administration.

« Elle peut aussi consentir à leur compter à titre de prêt, sur la valeur de leur contrat, la somme à laquelle ce même rachat se fut élevé. Dans ce cas, le capital assuré demeure, jusqu'après remboursement, réduit du montant de la somme prêtée ».

Ces termes indiquent assez que consentir un prêt est pour les Compagnies une faculté et non une obligation. Les limites des avances de la Compagnie sont aussi déterminées par ces mots « sur la valeur de leur contrat ». Par conséquent l'emprunt ne pourra avoir lieu sur le capital assuré. Cela se conçoit ; ce capital n'existe pas encore puisqu'il est pris sur les primes versées par les autres assurés dans l'année du décès et n'est pas formé des primes capitalisées, il n'existera peut-être même jamais, si le contrat n'est pas continué ou si l'assuré encourt la déchéance. L'emprunt ne pourrait avoir lieu non plus sur la totalité des primes versées ; elles n'existent plus ni pour la Compagnie, ni pour l'assuré. Seule la valeur de rachat constitue « la valeur du contrat » ; c'est sur cette seule valeur que les Compagnies consentent à prêter.

CHAPITRE IX

De la transmission du contrat

L'assuré a le droit de céder le bénéfice de l'assurance, cession à titre gratuit ou à titre onéreux, concomitante ou postérieure au contrat. Loin de vouloir nous étendre sur cette question, nous rechercherons seulement quelle est la chose cédée et nous passerons rapidement en revue les divers modes de cession.

§ I^{er}. — *Chose cédée*

Les droits du cessionnaire se mesurent sur ceux du cédant : quels sont-ils ? L'assuré a un droit éventuel à l'indemnité, droit subordonné à la réalisation des diverses conditions qui affectent le contrat ; droit à la participation aux bénéfices ; droit à la valeur de rachat. Ce sont ces avantages que le cessionnaire acquerra par la transmission. Il ne reçoit pas une créance égale au capital prévu, puisque cette créance n'est pas encore certaine.

§ II. — *Mode de transmission*

Le bénéfice de l'assurance peut d'abord être transmis par le contrat : alors le bénéficiaire acquiert immédiate-

ment un droit propre s'il est déterminé; dans le cas contraire, le droit tombé dans le patrimoine de l'assuré, sous réserve de la faculté pour ce dernier de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entend définitivement attribuer le bénéfice de l'assurance.

Le bénéfice de l'assurance peut aussi être transmis postérieurement au contrat :

a) *Par avenant.* — Nous l'avons vu, l'avenant est une modification apportée au contrat primitif et à laquelle concourent toutes les parties intéressées, l'assureur aussi bien que l'assuré. Ce mode de transmission n'exige pas les formalités de l'article 1690 du Code civil. Par l'avenant, le bénéficiaire désigné doit être considéré, lorsqu'il a accepté, comme saisi *ab initio* du capital assuré.

b) La transmission peut s'opérer conformément aux prescriptions du droit civil. Entre les parties, la cession est parfaite par le seul consentement. A l'égard des tiers, la cession doit être signifiée au débiteur cédé ou acceptée par lui dans un acte authentique (art. 1690, C. civ.).

c) Lorsque la police est à ordre ou que cela est autorisé par la convention, elle peut être transmise par voie d'endossement.

« L'endossement du contrat est régi par les articles 137 et suivants, Code commercial. Ainsi il doit être daté, indiquer la valeur fournie et le nom de celui à qui la police est transmise. L'absence d'une de ces formalités rend l'endossement irrégulier et ne le fait valoir que comme procuration. »

Par ce moyen, le cessionnaire est investi du bénéfice à

l'égard des tiers, sans que la notification ou l'acceptation de l'article 1690 du Code civil soient nécessaires.

Toutes les fois que la cession s'est faite par un écrit postérieur à la police, autre qu'un avenant, l'article 1121 ne doit plus être appliqué. Le cessionnaire n'acquiert un droit propre au bénéfice de l'assurance que par l'acceptation, sans rétroactivité. A supposer que l'acceptation ne soit pas intervenue avant le décès du cédant, le bénéfice de l'assurance ferait partie de sa succession.

§ III. — *Transmission à titre gratuit, à titre onéreux.*

Les transmissions à titre gratuit ont été étudiées au chapitre VII.

Il est loisible à l'assuré de transmettre la police à titre onéreux. La cession peut se faire moyennant un prix : c'est une vente. Mais ce mode ne se rencontre guère. Le plus souvent la police est donnée en paiement ou en garantie à un créancier. D'ailleurs rien n'empêche d'attribuer le bénéfice de l'assurance au créancier lors de la conclusion du contrat, soit que le débiteur constitue, sur sa propre tête, une assurance au profit du créancier, soit que le créancier contracte sur la tête du débiteur, les primes étant payées par le créancier ou par le débiteur. Dans ces combinaisons, comme au cas de transmission acceptée, la Compagnie versera le capital au créancier.

Cela va de soi, la dette garantie doit exister et être légale ; il faut aussi qu'elle ne soit pas éteinte au décès de l'assuré. Si le créancier a été désintéressé, il n'a rien à réclamer, l'indemnité reviendra aux héritiers ; s'il n'a reçu qu'un paiement partiel, il prélèvera ce qui lui reste dû et

le surplus tombera dans le patrimoine de l'assuré. Cela suppose que les primes ont été payées des deniers du débiteur. Si, au contraire, le créancier avait acquitté lui-même les primes, le bénéfice de l'assurance lui appartiendrait.

En cas de transfert à titre de garantie, le créancier interviendra au contrat pour accepter et empêcher que l'assuré ne résilie la police ou ne l'attribue à un tiers, ce qui lui enlèverait sa garantie; la police doit être remise au créancier.

DEUXIÈME PARTIE

DROIT FISCAL

CHAPITRE PREMIER

Droits de mutation par décès

(LOI DU 21 JUIN 1875)

Les règles de perception des droits de mutation par décès en matière d'assurances sur la vie ont été posées par l'article 6 de la loi du 21 juin 1875.

Avant cette, loi l'accord était loin d'être fait entre les auteurs et l'Administration.

Garnier enseignait que lorsque le bénéficiaire avait été investi du droit de recueillir le capital assuré par un acte entre vifs qui l'avait rendu propriétaire de cet émolument dès le jour de l'acte (art. 1121 C. civ.) quelle que soit l'époque de son acceptation, il n'y avait pas place pour la perception d'un droit de succession sur une transmission qui n'avait rien d'une mutation par décès. « Cependant, disait-il, l'assurance au profit d'un tiers implique une libéralité,

c'est incontestable. Mais cette libéralité n'a pas pour objet l'indemnité payée par l'assureur, indemnité qui n'est pas sortie du patrimoine du défunt; elle porte uniquement sur l'ensemble des primes payées par ce dernier. Le tiers étant, comme nous l'avons dit, l'assuré réel, c'était lui qui naturellement devait payer les primes, et si un autre les a payées pour lui, c'est en cela, en cela seulement, que consiste la libéralité. » Garnier n'admettait que la perception d'un droit de donation entre vifs sur les primes, au cas où la police aurait été soumise à la formalité de l'enregistrement, à supposer que le bénéficiaire eut accepté. A défaut d'acceptation, il ne pouvait être réclamé, selon lui, indépendamment du droit d'enregistrement à 1 0/0 sur les primes, auquel donne lieu la convention principale, qu'un droit fixe pour donation non acceptée, le droit proportionnel étant toutefois à percevoir ultérieurement, lors de la preuve de l'acceptation.

Il reconnaissait au contraire qu'en présence d'une assurance contractée au profit des héritiers, ceux-ci en recueillaient le bénéfice au même titre que les autres biens de la succession, qu'en conséquence ils devaient payer le droit de mutation par décès sur la somme ou la rente due par l'assureur.

Cette théorie était acceptée par la doctrine, par l'Administration et la jurisprudence pour ce qui concerne la stipulation en faveur de personnes réputées indéterminées. (Rouen, 30 août 1867 ; Avignon, 29 août 1872 ; Cass., 7 février 1872.)

Il n'en était pas de même au sujet de la stipulation faite au profit de bénéficiaires déterminés.

M. Patinot (ASSURANCES SUR LA VIE. — *Revue pratique de Droit français*, t. XXIX) soutenait que le bénéficiaire, faisant une acquisition grâce à la libéralité du stipulant, devait le droit de mutation exigible sur les actes à titre gratuit. D'autres, se basant sur l'article 11 de la loi du 22 frimaire an VII, d'après lequel un seul droit, celui de la disposition principale, est exigible sur l'acte contenant plusieurs dispositions dépendantes ou dérivant les unes des autres, et considérant la donation contenue dans le contrat d'assurance comme une dépendance du contrat à titre onéreux, niaient à l'Administration le droit de percevoir même le droit proportionnel de donation calculé sur les primes.

L'Administration de l'Enregistrement cherchait à faire prévaloir un autre système.

« Elle soutenait que l'assurance sur la vie donne lieu, dans tous les cas, au droit de succession, parce que, quel que soit le caractère de l'attribution faite au bénéficiaire, cette attribution est subordonnée à la condition de survie du tiers désigné. Elle s'appuyait sur les considérations suivantes :

Sans méconnaître la portée et les conséquences civiles de l'article 1121, l'Administration se plaçait sur le terrain tout spécial de l'impôt et soutenait que le droit de mutation par décès était dû, en vertu de dispositions particulières des lois fiscales. Elle se fondait sur la jurisprudence de la Cour de cassation relative, soit aux rentes viagères réversibles au décès du stipulant, sur la tête d'un tiers (C. civ. 1973), soit aux sommes qui doivent être payées par le donataire, aux personnes désignées par ce dernier, pour le cas où elles lui survivraient.

Il résulte des dispositions générales de la loi du 22 frimaire an VII et spécialement de l'article 68, § 3, n^o 5 et de l'article 33 de la loi du 21 avril 1832, que l'on doit classer en deux catégories essentiellement distinctes les actes de libéralité entre vifs et les testaments et tous autres actes de libéralité qui contiennent des dispositions soumises à l'événement du décès. Pour asseoir les bases de la perception de l'impôt, le législateur ne s'est arrêté qu'à ces deux grandes circonstances : la transmission actuelle et définitive des objets donnés, ou la transmission éventuelle et subordonnée à l'événement du décès des parties ; et, quant à ces dernières mutations, le droit proportionnel ne doit être perçu qu'à l'époque du décès, à l'événement duquel la transmission définitive est subordonnée (Cass., 23 mars et 7 juillet 1840, 21 septembre 1870. — *Instructions générales*, 1618-4 ; 1634-5 ; 2421-2).

Il résulte de ces mêmes lois, porte un autre arrêt du 21 mars 1860 (*Instruction générale*, 2174-9), « qu'on doit ranger dans la classe des mutations par décès toutes les transmissions qui sont subordonnées à l'événement du décès, sans distinction entre celles qui s'effectuent, soit d'après l'ordre légal des successions, soit en vertu des dispositions contenues dans un testament ou dans un acte entre vif.

Telle est la raison pour laquelle l'impôt n'a pas été qualifié par le législateur de droit de succession, mais de droit de mutation par décès (NAQUET, n^{os} 957 et suiv.).

Or, en matière d'assurance sur la vie, il est certain que la transmission effective du capital assuré, au profit du bénéficiaire, est subordonnée à l'événement du décès du stipulant : elle n'aura lieu que si le stipulant meurt le pre-

mier. L'Administration invoquait donc le principe si nettement établi par la Cour de cassation pour assujettir un droit de mutation par décès, l'assurance souscrite au profit d'un bénéficiaire désigné. » (GARNIER, *Rép. gén. de l'Enreg.* — SUCCESSIONS, nos 710).

Elle avait rendu, dès le 11 janvier 1868, une première solution dans ce sens et sa doctrine avait été adoptée par un jugement du Tribunal de la Seine du 3 mai 1873 (3633, *Rép. Pér.*, INSTRUCTION, 2562-2). Elle fut confirmée par un arrêt de la Cour de cassation du 10 Mai 1875 (INSTRUCTION, 262-2).

La doctrine de l'Administration rencontrait une vive résistance. Pour mettre fin aux difficultés, elle s'adressa au législateur. C'est alors que fut promulguée la loi du 21 juin 1875. Elle est ainsi conçue dans son article 6 :

« Sont considérés, pour la perception du droit de mutation par décès, comme faisant partie de la succession d'un assuré, sous la réserve des droits de la communauté, s'il en existe une, les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur, à raison du décès de l'assuré.

« Les bénéficiaires à titre gratuit de ces sommes, rentes ou émoluments, sont soumis aux droits de mutation suivant la nature de leurs titres et de leurs relations avec le défunt, conformément au droit commun. »

Cette loi ne distingue plus entre les bénéficiaires déterminés et les bénéficiaires indéterminés, entre ceux recueillant le capital assuré, *jure proprio*, en vertu de la stipulation pour autrui intervenue en leur faveur, et ceux qui n'y ont droit qu'à titre héréditaire ; l'impôt est dû dans tous les cas.

« Des difficultés se sont fréquemment élevées, porte l'Instruction de la Régie, n° 2517, § 6, sur le point de savoir si l'impôt de mutation par décès doit être exigé dans tous les cas sur les sommes, rentes ou émoluments que les Compagnies d'assurances payent à raison du décès de l'assuré.

L'article 6 est destiné à mettre un terme à ces difficultés : il décide, d'une manière générale que ces valeurs doivent être considérées, pour la perception du droit, comme faisant partie de la succession de l'assuré...

Il a été expliqué, au cours de la discussion, que lorsqu'un assuré s'est dessaisi pendant sa vie, au moyen d'une cession à titre onéreux, de l'émolument éventuel de l'assurance, cet émolument n'est pas passible, lors de son décès, du droit de mutation.

Quant aux bénéficiaires à titre gratuit des sommes ou autres valeurs stipulées par les polices, ils sont dans tous les cas et d'après les textes formels de l'article 6, soumis aux droits de mutation, conformément au droit commun ».

Comme on le voit par le passage précité, et par les termes de la loi, les bénéficiaires à titre gratuit seuls sont assujettis à l'impôt. Dans la discussion de la loi, M. Sébert ayant demandé si on ferait payer le droit de mutation au cessionnaire à titre onéreux de l'émolument éventuel de l'assurance, le rapporteur, M. Bertauld, répondit : « Evidemment quand l'assuré pendant sa vie s'est dépouillé, dessaisi de l'émolument de l'assurance au profit d'un tiers, cet élément n'a jamais fait partie de son hérédité. »

La loi du 21 juin 1875 contient une présomption de libéralité ; le législateur a supposé pour l'assujettir au droit de mutation par décès, que le bénéfice de l'assurance était

recueilli à titre gratuit. C'est là une présomption légale, comme le dit l'instruction de la régie n° 2651, § 56 qui dispense l'Administration de faire la preuve, pour chaque affaire, de la gratuité de la transmission ; « mais il s'agit évidemment ici d'une présomption simple, susceptible d'être combattue par la preuve contraire et non de la présomption absolue, applicable seulement dans les deux cas déterminés par l'article 1352 du Code civil.

Les juges du fond ont d'ailleurs un pouvoir très étendu pour apprécier, par l'examen des clauses de la police ou d'après les circonstances de la cause, le caractère du contrat. (Cass., 21 juin 1876. — 17 juin 1889. D. P. 89, 1,454) ; mais leur décision, comme dans toutes les difficultés d'ordre fiscal, est soumise au contrôle de la Cour de cassation. (*Dict. de l'Enreg.*, n° 270).

La loi du 21 juin 1875 tranche aussi, au point de vue fiscal, la question de savoir quel est l'objet de la libéralité, primes ou capital assuré. Les termes de la loi ne laissent aucun doute sur la valeur sujette à l'impôt ; en parlant des sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré, le législateur a bien entendu désigner l'indemnité d'assurance et non les primes. C'était la décision de la jurisprudence à cette époque. Nous avons admis, en droit civil, que la libéralité ne comprenait que les primes, ce qui paraît confirmé par l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 1896.

Enfin la loi réserve les droits de la communauté, c'est-à-dire que lorsqu'une assurance sera tombée dans la communauté, l'époux bénéficiaire ne devra pas l'impôt sur la

part à laquelle il aura droit en sa qualité de commun en biens.

Il est une remarque importante à faire : la loi du 21 juin 1875 est une loi d'impôt qui ne résout qu'une question fiscale. « Il n'y a pas lieu, dit Garnier, de chercher à mettre d'accord les principes nouveaux qu'elle édicte en matière d'impôt avec les prescriptions et les effets de la loi civile ; on doit l'appliquer, comme toute loi d'exception, dans la rigueur de ses termes, lors même qu'elle serait en contradiction avec la loi civile ». Mais lorsque la loi civile ne sera pas en contradiction avec la loi fiscale, il faudra chercher la solution des questions dans les principes du droit civil.

Les tarifs applicables pour le calcul des droits de mutation par décès seront les tarifs ordinaires en vigueur d'après le degré de parenté du bénéficiaire avec l'assuré. La loi du 21 juin 1875, dit suivant la nature de leur relation avec le défunt. « Donc si l'assuré, dit Garnier, a stipulé que le bénéfice serait payable à l'un de ses parents, et, à son défaut, aux héritiers ou ayants-droit de ce parent, et si le premier appelé vient à décéder avant l'assuré, le tarif applicable est celui fixé par le degré de parenté existant entre l'assuré et les derniers bénéficiaires ; ceux-ci ne pourraient arguer qu'ils tiennent leur droit de ce premier bénéficiaire. Il résulte, en effet, du contrat que, si le premier bénéficiaire a eu, jusqu'à son décès, sur le capital assuré, un droit personnel reposant sur sa tête, par suite de son décès, il a perdu toute espèce de droit et le bénéfice éventuel de l'assurance s'est trouvé reporté immédiatement sur la tête des seconds bénéficiaires désignés. Ces derniers ont donc été appelés, non pas comme héritiers du pre-

mier bénéficiaire, mais *proprio jure*, en vertu de l'effet rétroactif résultant du prédécès du premier appelé, de telle sorte que la stipulation faite au profit de celui-ci est censée n'avoir jamais été écrite ». (*Successions*, 713.)

La loi du 21 juin 1875 est-elle applicable à toutes les successions ouvertes sous son empire : les principes de la loi fiscale commandent l'affirmative, car toute mutation de propriété doit être atteinte par la loi en vigueur au moment où elle s'opère. Il en résulte que tous les bénéficiaires qui recueilleront le capital assuré, sous l'empire de la loi nouvelle, même en vertu de contrats antérieurs à sa promulgation, seront soumis à l'impôt de mutation par décès. Ce n'est pas là faire produire à la loi un effet rétroactif ; l'Administration n'aurait violé le principe de la non rétroactivité que si elle avait prétendu appliquer la loi aux successions ouvertes avant la loi du 21 juin 1875.

CHAPITRE II

Bénéficiaire à titre onéreux

L'exigibilité du droit de mutation par décès est subordonnée à la condition que l'assurance ait, entre l'assuré et le bénéficiaire, le caractère d'une stipulation à titre gratuit. L'article 6 de la loi, dans son second paragraphe, le déclare formellement.

La loi, comme nous l'avons vu, contient une présomption de libéralité ; aussi, en principe, la créance contre la Compagnie sera supposée recueillie à titre gratuit. Toutefois ce n'est là qu'une présomption *juris tantum*, susceptible d'être combattue par la preuve contraire. Le bénéficiaire aura toujours la faculté de prouver, par tous les moyens en son pouvoir, que le contrat est, en ce qui le concerne, à titre onéreux. Ordinairement il sera possible par l'examen des clauses de la police et les autres circonstances de la cause, de déterminer si, en fait, le bénéficiaire s'est soumis, soit vis-à-vis du stipulant, soit à l'égard de l'assureur, à des obligations qui puissent être considérées comme le prix ou l'équivalent de l'avantage qu'il doit recueillir. Les tribunaux jouissent à ce su-

jet d'un grand pouvoir d'appréciation. Mais tandis qu'en matière civile ils exercent ce pouvoir souverainement, à condition, bien entendu, de conserver au contrat ses caractères essentiels, sans quoi la Cour de cassation aurait la faculté de reviser leurs décisions, ils ne peuvent au contraire en user en matière d'enregistrement et pour l'application de la loi fiscale que sous le contrôle de la Cour de cassation. Ce droit d'appréciation s'est affirmé par diverses décisions. C'est ainsi que, par un jugement du 11 août 1885, le Tribunal de Carpentras a jugé que lorsque le mari a contracté, au nom de sa femme et comme administrateur général de la fortune de celle-ci, une assurance dont les primes ont été payées au moyen des deniers dotaux, avec stipulation que le capital assuré sera versé le jour de son décès à sa veuve et, à son défaut, aux héritiers directs du mari ou à son ordre, la somme recueillie par la veuve en vertu de cette convention, n'étant que la contre-valeur des primes versées par elle et ne lui étant dès lors acquise qu'à titre onéreux, échappe au droit de mutation par décès.

Ce jugement, déféré par l'Administration de l'Enregistrement à la Cour de cassation, fut confirmé par un arrêt du 17 juin 1889.

L'Administration développait à l'appui de son pourvoi les considérations suivantes : « Toute personne qui stipule ou s'oblige dans une convention est réputée agir en son nom personnel. La qualité de mandataire ou de *negotiorum gestor* ne se présume pas, et cette règle est applicable aussi bien au mari qu'à un tuteur, qu'à toute autre personne chargée d'une administration légale. Pour que la stipulation profite et que l'obligation incombe à la

femme dont le mari gère les biens, il doit le déclarer, sans quoi, pour l'autre contractant aussi bien que pour les tiers, c'est avec lui seul que le contrat se forme et produit ses effets. C'est ce que la Cour de cassation a décidé par son arrêt du 2 mars 1881. En supposant que l'emploi des deniers dotaux de la femme puisse être valablement fait sans son acceptation, ce qui est contesté par les meilleurs auteurs et par la Cour de cassation elle-même. (AUBRY et RAU, t. V, § 534. — DURANTON, t. XV, p. 427 et suiv. — TROPLONG, t. IV, p. 3198. — MARCADÉ, sur les art. 1551 à 1553, n° 3. — Cass. civ., 12 juin 1865). Du moins est-il certain que l'emploi ne saurait être réalisé sans une déclaration expresse de la part du mari. (RODIÈRE et PONT.)

Ces considérations ne furent pas adoptées par la Cour suprême. Attendu, décida-t-elle, qu'il est constant que l'assurance a été contractée par le mari au nom de sa femme et comme administrateur général de la fortune de celle-ci, et que les primes ont été payées au moyen de ses deniers dotaux, le jugement attaqué a pu reconnaître au contrat dont il s'agit le caractère d'un contrat à titre onéreux, puisque l'assurance acquise par la femme n'est que la contre-valeur de primes versées par elle.

Les constatations de fait admises par la Cour de cassation devaient l'amener à attribuer au contrat le caractère à titre onéreux. Toutefois, il convient de faire quelques réserves relativement au rôle d'administrateur de la dot ou de *negotiorum gestor* de la femme que l'arrêt attribue, sans preuves bien précises, au mari contractant. L'Administration peut toujours arguer de la présomption légale de gratuité du contrat d'assurance et c'est aux parties à apporter,

non de simples allégations, mais des preuves complètes du caractère du contrat. En outre, il paraît, contrairement aux motifs de l'arrêt de la Cour de cassation, que si le mari contracte une assurance à titre d'emploi de deniers dotaux de sa femme, la stipulation d'emploi doit, pour sa validité, être expresse et faite au moment même du contrat, car autrement l'assurance se fixe sur la tête du mari.

Mais s'il est permis aux parties de fixer le véritable caractère du contrat pour éviter le paiement des droits de mutation par décès, elles ne sauraient le changer. Ce droit n'appartient pas davantage aux tribunaux. C'est ce que la Cour de cassation a reconnu par un arrêt du 21 octobre 1896, confirmant un jugement du Tribunal d'Arras du 17 mai 1893. (*Revue de l'Enregistrement*, MAGUÉRO, n° 1282.) (Sic, Cognac, 7 juin 1898. *Revue de l'Enregistrement*, MAGUÉRO, n° 1800.) Une veuve au profit de laquelle son mari avait contracté une assurance dont les primes avaient été payées par le mari, et, après sa faillite, par les syndics en son nom, avait déclaré qu'elle ne toucherait le capital que sauf le remboursement des primes au patrimoine de son mari. Elle prétendait, par cette restitution, ne pas acquitter l'impôt de succession. Elle s'appuyait sur les deux motifs suivants :

1^o Le bénéficiaire qui a payé en totalité ou partiellement les primes de l'assurance devient, par là même, un bénéficiaire à titre onéreux de tout ou partie de l'assurance ;

2^o Il appartient au bénéficiaire, ce qui a été reconnu par la Cour de cassation dans un arrêt du 17 juin 1889 de fixer

le caractère du contrat après la mort de l'assuré. Cette prétention a été rejetée par le Tribunal d'Arras et la Cour de cassation. Celle-ci décida que lorsque, par une police d'assurance sur la vie, l'assuré stipule que la Compagnie d'assurance paiera lors de son décès, s'il a lieu avant une date fixée au contrat, une somme déterminée à sa femme, celle-ci doit être considérée comme bénéficiaire à titre gratuit de l'assurance et acquitter, en conséquence, le droit de mutation par décès sur le capital stipulé, dès lors que les primes ont été payées jusqu'à la faillite du mari, de ses deniers personnels et, après sa faillite, par les syndics en son nom. La circonstance que la veuve bénéficiaire a restitué à la succession de son mari les primes payées depuis la faillite de celui-ci jusqu'à sa mort, n'a pu avoir pour effet de modifier le caractère à titre gratuit du contrat, fixé au moment de sa formation, et ne saurait, dès lors, faire obstacle à l'exigibilité du droit de mutation par décès.

Cette décision paraît à l'abri de toute critique. Puisqu'il était constaté que la femme bénéficiaire n'avait acquitté aucune prime du vivant de son mari, il n'était pas possible de reconnaître que, au décès de celui-ci, le capital assuré avait été recueilli en vertu d'un contrat à titre onéreux. On a voulu voir une contradiction entre l'arrêt du 21 octobre 1896 et celui du 17 juin 1889. N'est-ce pas contredire, a-t-on dit (LEFORT, t. III, p. 223, note 1, *in fine*), l'arrêt précité du 17 juin 1889 rendu dans une espèce où, après la signature d'une assurance à son profit, la femme, eu égard à la pénurie de la succession obérée de son mari, avait, lors de l'inventaire, déclaré ne pas accepter comme libéralité la stipulation intervenue en sa faveur et avait, au

contraire, fait insérer qu'elle se considérait comme attributaire à titre onéreux, sous la charge de toute imputation sur ses reprises dotales? Dans ces circonstances, la Cour avait jugé que les droits de mutation par décès n'étaient pas dus, et elle en donnait pour motif que le contrat avait le caractère d'un contrat à titre onéreux, l'assurance acquise par la femme n'étant que la contre-valeur des primes versées par elle, ajoutant aussi « qu'il n'est pas nécessaire, quand le mari agit comme administrateur des deniers dotaux de sa femme, qu'il déclare expressément dans l'acte qu'il agit en cette qualité; qu'il suffit, pour que la créance soit acquise à la femme, que celle-ci ait déclaré à un moment quelconque, son acceptation. C'est bien reconnaître, et nul ne s'y est trompé, que la bénéficiaire avait pu, par la suite, fixer le véritable caractère du contrat.

Cette contradiction ne nous paraît pas exister. Dans l'espèce soumise à la Cour de cassation en 1889, le mari avait agi comme administrateur des biens de sa femme et payé les primes de ses deniers dotaux; en acceptant ce qui avait été fait par son mari, elle était considérée comme ayant stipulé elle-même et ne recevant que l'équivalent de ce qu'elle avait avancé, le capital assuré n'étant que la contre-valeur des primes versées par elle, elle était bénéficiaire à titre onéreux dès le début. En se déclarant attributaire à titre onéreux, la femme laissait au contrat son caractère primitif; l'indemnité se substituant à ses deniers dotaux et le mari agissant au nom de sa femme, elle devenait créancière *hic et nunc* et créancière à titre onéreux. Dans l'espèce qui a suscité l'arrêt du 21 octobre 1896, la situation est bien différente. Il n'est ni contesté ni contes-

table que l'assurance a été contractée en son propre nom par le mari; sans cela le syndic n'en aurait pas payé les primes. La femme n'avait donc pas à accepter, ni à ratifier un contrat qui n'avait point été fait en son nom et, si elle en recueille l'avantage, c'est non point comme contractante et à titre onéreux, mais comme bénéficiaire à titre gratuit.

Pour prouver la contradiction, on invoque aussi la faculté reconnue au bénéficiaire de fixer le véritable caractère du contrat. Mais fixer le caractère d'un contrat, n'est pas le changer. Les parties déterminant, sous le contrôle de l'Administration, le véritable caractère du contrat, conformément à l'intention des parties et aux conventions intervenues, fait un acte permis. Il n'en est pas de même du bénéficiaire donnant à un contrat pour les besoins de la cause, un caractère en opposition complète avec celui qui résulte des clauses du contrat et de l'intention des parties, lors de sa conclusion.

« Appartenait-il au bénéficiaire (porte l'Instruction de la Régie, n° 2935, § 2, p. 41) après le décès du mari, de modifier le caractère de la convention au moyen d'une simple déclaration ou même du remboursement des primes payées par le mari.

« La négative paraît certaine en présence des principes qui gouvernent l'application des droits de mutation par décès.

« C'est, en effet, une règle constante que ces droits sont assis sur les transmissions, telles qu'elles s'opèrent d'après la loi. Ils deviennent exigibles dès que les conditions sous lesquelles s'effectuent les mutations sont remplies et indé-

pendamment des appréciations des parties ou de l'exécution que les contrats peuvent recevoir des intéressés. Ainsi que la Cour de cassation la reconnu : « Il appartient à l'Administration de rechercher, pour l'application de la loi fiscale, quels sont, d'après les règles ordinaires du droit commun, la nature réelle et le caractère légal des actes et contrats qui donnent ouverture à ses perception. » (Cass. civ., 5 juillet 1871 ; Sir. 71. 1. 163, Instr. 2426).

I. — *Cession du contrat*

On ne saurait méconnaître à la convention le caractère à titre onéreux en présence d'une cession pure et simple du contrat moyennant un prix. Le contractant s'est dessaisi complètement de l'assurance de son vivant, de sorte qu'à son décès, il n'existe plus aucune valeur sur laquelle ce droit puisse être payé par les héritiers.

Les polices d'assurance sur la vie sont cessibles soit dans les formes prescrites par le droit civil, conformément aux articles 1689 et 1690, soit dans la forme admise en matière commerciale, au moyen d'un endossement régulier.

En cas de cession du contrat d'assurance d'après les règles du droit civil, le transport du bénéfice de l'assurance est valable par l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 1689 et suivants du Code civil. Le signataire de la police perd immédiatement tout droit au capital assuré. Aucun droit de mutation par décès ne pourrait donc être réclamé à la mort du cédant, alors même que le transfert n'aurait pas été signifié à la Compagnie d'assurances ou que celle-ci n'aurait pas accepté le transfert dans un acte authentique. (1690, C. civ.).

L'Administration n'est pas en effet du nombre des tiers visés par l'article 1690 du Code civile, c'est-à-dire de ceux qui ont intérêt à s'opposer à la cession pour conserver les droits acquis depuis sa passation. « L'Administration ne peut pas plus méconnaître une délégation ou une cession non signifiée ou non acceptée par acte authentique qu'elle ne pourrait réputer nulle et non avenue une vente d'immeuble non transcrite » (*Dictionnaire de l'Enregistrement*, DÉLÉGATION, n° 388 ; DOMAINE, n° 102).

En cas de cession par voie d'endossement, à la condition que l'endossement soit fait dans les formes prescrites par l'article 137 du Code de commerce le stipulant serait complètement dessaisi du bénéfice de l'assurance et, par suite, ses héritiers ne seraient pas tenus au paiement de l'impôt de mutation par décès. Si l'endossement n'était pas régulier, il n'opérerait pas le transport et ne vaudrait que comme procuration (138, C. com.). Alors le bénéficiaire ou les héritiers devraient acquitter les droits de succession (*Solution*, 20 février 1887). Il en serait ainsi notamment au cas d'un endossement qui n'indiquerait pas la valeur fournie. Toutefois, par un arrêt du 13 septembre 1876 (*D. P.*, 78. 2. 18), la Cour d'appel de Paris a reconnu au porteur le droit d'établir qu'il y a eu une valeur fournie.

La transmission à titre gratuit ne peut se faire par endossement. Cependant il peut se faire qu'une telle cession intervienne, le droit de mutation resterait alors exigible. Lorsque l'assurance a été transférée par un endossement aux enfants ou à l'épouse, il est à présumer que cette cession n'a pas été faite à titre onéreux. Cependant, si l'endos portait que la cession est faite en paiement d'une dette

ou « valeur en compte », ce serait à l'Administration à prouver que la cession est sans cause et constitue une libéralité (Marseille, 19 juillet 1878, 21028, J. E. ; GARNIER, *Rép. Gén.*, n° 741. — SUCCESSIONS).

II. — Créancier bénéficiaire

Un débiteur peut attribuer le bénéfice d'une assurance au profit de son créancier, en paiement de sa dette. Il a la faculté soit de désigner le créancier comme bénéficiaire dans la police même, soit de lui transmettre le bénéfice du contrat postérieur suivant les modes indiqués. Il intervient entre le créancier et le débiteur une véritable dation en paiement, contrat à titre onéreux et le droit de succession n'est pas dû. Il a été jugé que l'on ne doit pas voir une libéralité, mais un contrat d'indemnité dans l'assurance en cas de décès souscrite par le mari, sur sa propre tête et au profit de sa femme, alors que par sa mauvaise gestion il a irrémédiablement compromis la dot de cette dernière (Trib. civ., Seine, 7 décembre 1888.) Mais l'exemption de droit ne se produira qu'autant qu'il sera prouvé que le bénéficiaire touche bien le capital en sa qualité de créancier. Il n'y aura pas de difficulté quand le contrat indiquera que l'assurance est contractée au profit du créancier, dans le but d'affecter l'indemnité au paiement de la créance, ou, dans d'autres termes, ne laissant aucun doute sur l'intention des parties; il n'y a pas de termes sacramentels. Mais il peut se faire qu'aucun indice ne vienne contredire la présomption légale de gratuité, alors le créancier devra faire la preuve de sa qualité de bénéficiaire à titre onéreux. Garnier (*Rép. gén.*, n° 742. — SUCCESSIONS) enseigne

qu'il peut avoir recours à tous les modes de preuve admis en matière d'enregistrement, jusqu'aux lettres, livres, papiers domestiques ; il y a une question de fait dont le préposé est le seul appréciateur. Quand même le contrat serait à titre onéreux, il sera nécessaire, pour la non exigibilité du droit de mutation par décès, que le créancier ait acquis un droit définitif au bénéfice de l'assurance.

« Lorsque le créancier a accepté la stipulation avant le décès de l'assuré, il ne peut exister aucun doute sur la non exigibilité du droit de mutation par décès. Mais, le plus souvent, le créancier n'est pas intervenu au contrat passé entre l'assuré et l'assureur, et l'on n'aura pas toujours la preuve qu'il ait accepté la stipulation avant le décès de l'assuré. On peut donc se demander si la désignation qui a été faite en sa faveur n'est pas restée à l'état de sollicitation ou d'offre non acceptée et si elle ne doit pas être traitée comme telle pour la perception. » (DUMAINE, p. 193.)

La solution dépendra du mode de désignation. Lorsque le créancier sera désigné par la police, aucune difficulté ne peut être soulevée. En vertu de la stipulation intervenue en sa faveur (art. 1121, C. civ.), le créancier acquiert immédiatement un droit propre au capital assuré, lequel n'a jamais figuré dans le patrimoine de l'assuré, et cela alors même que l'acceptation ne serait intervenue qu'après la mort du stipulant. La jurisprudence admet que l'acceptation ne serait intervenue en sa faveur (art. 1121, C. civ.), le créancier acquiert immédiatement un droit propre au capital assuré, lequel n'a jamais figuré dans le patrimoine de l'assuré, et cela alors même que l'acceptation ne serait intervenue qu'après la mort du stipulant. La jurisprudence

admet que l'acceptation rétroagit au jour de la conclusion du contrat (Cass., 2 juillet 1884-29 juin 1896.) Aucun droit de mutation ne sera dû au décès. Il en sera de même en cas de désignation par avenant, puisque l'avenant produisant les mêmes effets qu'une police nouvelle, le bénéficiaire doit être considéré comme saisi *ab initio* du capital assuré (DUMAINE, p. 98).

Lorsque le créancier est désigné dans un écrit postérieur à la police autre qu'un avenant, sans l'intervention de l'assureur, nous avons vu que l'article 1121 ne peut plus être appliqué. Alors le créancier n'acquiert un droit au capital assuré que par son acceptation; en pareille circonstance, il n'y a pas contrat transférant le droit au capital assuré, mais une simple sollicitation qui ne revêt le caractère d'un contrat qu'après l'acceptation; tant que le créancier n'a pas manifesté son intention de profiter de l'offre, il n'a aucun droit; son acceptation ne rétroagit pas au jour de l'accord des parties. Si donc le créancier a accepté avant le décès de l'assuré, le bénéfice est sorti du patrimoine de celui-ci pour entrer dans le sien, et le droit de mutation par décès n'est pas exigible. Si, au contraire, l'acceptation n'est pas intervenue au décès de l'assuré, celui-ci est mort saisi de la créance d'indemnité, laquelle doit être assujettie à l'impôt, comme les autres valeurs successorales, en vertu de la non déduction du passif. La situation serait alors la même que celle où se trouvent les héritiers d'un débiteur qui a délégué un prix de vente à ses créanciers, sans que ceux-ci aient accepté la délégation. (Cass., 19 juillet 1870, *Instr.*, p. 2414, § V.)

M. Béchade (*Du contrat d'assurance sur la Vie dans ses*

rapports avec le Droit civil et l'Enregistrement, p. 192), soutient une opinion contraire : « Pour nous, dit-il, peu importe que le bénéficiaire ait été désigné dans la police ou plus tard, qu'il ait accepté ou non, du vivant de l'assuré, l'offre qui lui était faite. Le contrat n'avait pas besoin de cette condition pour être parfait, car l'assuré ne pouvait aliéner un droit exclusivement personnel : celui de renouveler l'assurance chaque année, et de retirer son consentement, puisque c'est sur sa tête que repose l'assurance. Nous n'entrons dans aucune distinction à cet égard. Il suffira que le créancier vienne, dans les conditions prévues, au bénéfice de l'assurance, lorsque le souscripteur sera décédé. Et qu'on ne nous oppose pas un arrêt de la Cour de cassation du 19 juillet 1870, qui décide qu'un prix de vente d'immeubles délégué par le vendeur aux créanciers inscrits doit être assujéti au droit de mutation par décès, comme faisant partie de la succession du vendeur s'il n'est pas justifié que la délégation ait été acceptée avant le décès par les créanciers délégataires, le créancier étant mort, à défaut d'acceptation, dans la plénitude de ses droits. Il y a entre les deux espèces une différence qui ne permet pas de les assimiler. Dans l'affaire soumise à la Cour de cassation, le prix des immeubles restant dans le patrimoine du vendeur tant que la délégation n'était pas devenue parfaite, et, l'acceptation des créanciers faisant défaut, sa dette envers eux n'avait pu s'éteindre d'autant ; or, comme les dettes ne se déduisent pas de l'actif pour le paiement des droits de succession, ils étaient exigibles tant sur le prix de vente que sur les autres valeurs héréditaires. Mais dans une assurance sur la vie, au profit d'un créan-

cier, souscrite pour se libérer, si le bénéfice qui lui est concédé n'a pas été accepté par lui, c'est que la nature même du contrat s'y oppose, c'est qu'aucune créance n'en résulte qui soit susceptible de compenser du vivant de l'assuré une dette préexistante ; en un mot, l'acceptation ne saurait être exigée, parce qu'elle est inefficace. Aussi, à notre avis, il suffira que le créancier justifie par tous les moyens en son pouvoir que l'assurance n'avait été souscrite à son profit par le *de cujus* que pour sa libération. Toute idée de transmission, à titre gratuit, se trouvera alors écartée, quant au bénéficiaire ; et les héritiers ne seront tenus au paiement du droit de mutation par décès que pour la portion du capital assuré qui excédera la dette de leur auteur.

Ainsi, pour M. Béchade, le créancier acquiert un droit au bénéfice de l'assurance sans acceptation et comme il touchera le capital en paiement de sa créance, le droit de mutation par décès ne sera pas dû, à la seule condition qu'il justifie que l'assurance avait été souscrite par le *de cujus* pour sa libération. Il pense que si le bénéficiaire n'accepte pas le bénéfice qui lui est concédé, c'est que la nature même du contrat s'y oppose, c'est qu'une créance n'en résulte pas qui soit susceptible de compenser, du vivant de l'assuré, une dette préexistante. Cette manière de voir ne paraît pas admissible.

Il est vrai que l'acceptation serait impuissante à opérer la compensation du vivant de l'assuré, puisque le capital n'existe qu'à son décès ; mais l'acceptation aura cet effet considérable, en fixant le droit du créancier sur le capital assuré, d'empêcher ce capital de tomber dans le patri-

moine du débiteur, et par suite de le soustraire aux droits de mutation par décès. Si l'assurance, déléguée au créancier, a été souscrite au profit d'un tiers déterminé, celui-ci a acquis immédiatement un droit au capital, droit que l'affectation postérieure à un créancier pourra peut-être révoquer, mais sans avoir pour effet nécessaire de le faire passer sur la tête du créancier. Si au contraire le débiteur a contracté, conformément à l'article 1122 du Code civil, l'absence de tout acte postérieur de nature à conférer un droit propre et exclusif à un tiers, l'acceptation du créancier aurait cet effet, le capital assuré tombera dans son patrimoine. Ce sera donc une valeur héréditaire de plus, passible de l'impôt. Et cela quand même le créancier justifierait que l'assurance n'avait été souscrite par le *de cujus* que pour sa libération. On se trouve exactement dans le cas de la délégation d'un prix de vente à des créanciers n'ayant pas accepté au décès du vendeur. Malgré l'intention évidente du débiteur d'employer le capital assuré au paiement de sa dette, on ne saurait soutenir que le créancier ait acquis sur le capital un autre droit que le droit de gage de l'article 2093 du Code civil, on ne peut empêcher que le capital soit tombé dans le patrimoine de l'assuré. Comment M. Béchade arrivera-t-il à faire acquérir un droit à une personne sans une manifestation de sa volonté ? Le vendeur déléguant, veut aussi attribuer son prix de vente à ses créanciers, et cependant sa volonté est impuissante à faire sortir le prix de son patrimoine sans leur acceptation, et sa mort survenant, ses héritiers sont obligés d'acquitter le droit de succession, en vertu du principe de la non déduction des dettes. Le cas est le même en présence d'une

assurance souscrite au profit d'un créancier, non acceptée par celui-ci. Au décès du débiteur, l'indemnité d'assurance est devenue valeur successorale. Pour que le système de M. Béchade produise les effets qu'il prétend, il faudrait que le fait seul par un débiteur de destiner une partie de son actif au paiement de ses créanciers en opère transmission à leur profit. La Cour de cassation (19 juillet 1870) a nié cet effet pour la délégation d'un prix : pourquoi en serait-il autrement d'une indemnité d'assurance ? L'opinion de M. Béchade n'est donc pas exacte au cas d'assurance déléguée à un créancier autrement que par la police ou par un avenant.

Si, au décès de l'assuré, la créance avait été remboursée, le créancier n'aurait pas droit au capital, les héritiers recueilleraient alors le capital et devraient le droit de mutation par décès. En cas de remboursement partiel, ou si le capital assuré était supérieur au montant de la créance, le droit serait exigible sur la part qui reviendrait aux représentants de l'assuré. Il appartient aux héritiers de faire les justifications nécessaires pour permettre au receveur de déterminer quelle est la partie du capital transmise à titre onéreux et celle transmise à titre gratuit. Ordinairement la quittance délivrée par la Compagnie d'assurances est signée par le créancier et par les héritiers, et indique la répartition. En cas d'omission à ce sujet on peut avoir recours à l'inventaire, au partage, même à tout titre offrant un caractère de certitude.

Supposons qu'après avoir souscrit une assurance au profit d'un tiers déterminé, grâce à laquelle celui-ci a acquis immédiatement un droit au capital assuré, le souscrip-

teur de la police l'attribue à un créancier pour sa libération: Cette attribution nouvelle vaudra-t-elle révocation de la première, étant admis que le bénéficiaire primitif n'a pas accepté?

La question a de l'intérêt, au cas où l'assuré débiteur arriverait à payer sa dette avant son décès. Si le droit du bénéficiaire n'est pas révoqué, il touchera le capital assuré, tandis que, au cas contraire, ce capital reviendra aux héritiers. Dans l'un et l'autre cas l'impôt sera dû, mais variera avec le degré de parenté de celui qui recueillera l'indemnité.

A notre avis, la nouvelle attribution entraîne la révocation de la première.

La solution ne paraît pas douteuse lorsque le créancier est désigné par un avenant, puisqu'alors il est censé avoir acquis son droit au jour de la conclusion du contrat. Que le second bénéficiaire, au lieu d'être un créancier, soit un tiers quelconque, par exemple un enfant, il y aurait révocation; il n'y a pas de raison de décider autrement dans notre espèce. D'ailleurs cette décision semble concorder avec l'intention de l'assuré. Sachant que le bénéfice de l'assurance était disponible, par l'extinction de sa dette, il a dû se préoccuper de sa destination. Il ne pouvait ignorer que le droit du premier bénéficiaire était au moins compromis. Puisqu'il n'a pris aucune disposition pour confirmer le droit de celui-ci, son silence doit s'interpréter comme une intention de laisser les choses en l'état, c'est-à-dire de laisser produire ses effets à la révocation. C'est un cas de révocation tacite.

La solution devrait être la même en cas d'attribution,

par un acte postérieur à la police autre qu'un avenant, même en l'absence de l'acceptation du créancier. Le bénéficiaire a bien un droit acquis à l'indemnité, mais droit qui a besoin d'être accepté pour devenir définitif. Cette intervention pourrait-elle intervenir utilement devant un acte attestant la volonté de l'assuré d'attribuer à un tiers le bénéfice de l'assurance? Les choses ne sont plus entières. Les héritiers pourront donc s'emparer de l'offre de l'assuré au créancier pour contester le droit du bénéficiaire.

Le capital tombera dans le patrimoine de l'assuré, et le droit de mutation par décès sera calculé d'après le taux applicable aux héritiers.

Bien entendu, les solutions ci-dessus ne devraient pas être suivies, s'il résultait des termes du contrat ou des circonstances de la cause que l'assuré a voulu maintenir ses effets au contrat primitif. Ainsi, dans le cas où l'assuré n'aurait attribué le capital au créancier que jusqu'à concurrence du montant de sa créance, le droit du bénéficiaire subsisterait pour l'excédent; il aurait même droit à la totalité, si le créancier avait été désintéressé du vivant de l'assuré, car une pareille attribution, loin de déceler une intention révocatoire, paraîtrait avoir eu pour but de ne priver la personne gratifiée que de l'émolument nécessaire à l'acquit de la dette.

Si l'assuré avait institué son créancier légataire du montant de l'assurance, ce dernier, s'il ne renonçait pas au legs, serait tenu d'acquitter le droit de mutation par décès sur la totalité du capital assuré, sans aucune déduction à raison de sa créance qui, constituant une dette de la succession, devrait être regardée comme non existante au

point de vue de la loi fiscale. (DUMAINE, n° 99. — MAGUÉRO, *Traité alphabétique, SUCCESSIONS*, n° 182.)

III. — *Assurance contractée ou cédée à titre de nantissement*

Si l'assurance n'était souscrite ou n'avait été cédée qu'à titre de nantissement, soit civil, soit commercial, l'assuré serait resté propriétaire du gage, et le créancier n'aurait que les droits conférés par la loi au créancier gagiste. Les héritiers seraient tenus d'acquitter l'impôt sur ce capital, alors même que le versement aurait été fait entre les mains du créancier, parce qu'il est de principe que les dettes ne se déduisent pas pour la perception du droit de mutation par décès. (DUMAINE, n° 101. — GARNIER, *Successions*, n° 744. — MAGUÉRO, *Successions*, n° 181.)

Si, après avoir accepté, le créancier meurt sans que la dette contractée vis-à-vis de lui ait été éteinte, ses héritiers succèdent au droit de gage qui lui appartenait, et sont appelés à toucher le capital assuré jusqu'à concurrence de leur auteur. Ils acquittent le droit de mutation par décès sur la créance garantie, mais comme à l'égard du bénéfice de l'assurance, ils sont bénéficiaires à titre onéreux de même que leur auteur, ils n'auront aucun impôt à payer lorsqu'ils toucheront de la Compagnie le montant du capital assuré en garantie de leur créance.

IV. — *Associés*

Un associé peut contracter une assurance sur sa tête au profit de son associé pour l'indemniser, en cas de perte à la suite de la gestion. Dans ces circonstances, le bénéficiaire a été considéré comme bénéficiaire à titre onéreux.

(Oise, 4 novembre 1886 ; S. 88, 2,74. — Cass., 9 juin 1890 ; *D. P. I.*, 410.) Nous pensons, comme Garnier, qu'il s'agit là d'une question de fait et d'appréciation. Si, en général, l'intention présumée des parties n'a pas été de faire une libéralité, mais d'indemniser le sociétaire survivant de la perte que lui a fait éprouver le décès prématuré de son coassocié, il peut arriver cependant que le caractère de libéralité domine (n° 747, *Successions*). Il incombera donc au bénéficiaire de l'assurance non à titre gratuit, mais en exécution d'un contrat à titre onéreux.

Par un jugement du 1^{er} juin 1894 (*Rép. Pér.*, n° 8453), le Tribunal de Verdun a jugé que l'associé, au profit duquel son coassocié a souscrit une police d'assurance sur la vie, doit être considéré comme recueillant le bénéfice de cette assurance en vertu d'un contrat aléatoire à titre onéreux et non par l'effet d'une transmission à titre gratuit, lorsque les faits et notamment la circonstance que le bénéficiaire de la police a également contracté une assurance en faveur de son associé, établissent que le but des deux associés a été de se garantir mutuellement et individuellement des conséquences qui pouvaient résulter de la dissolution du pacte social, au décès de l'un d'eux.

Le Tribunal reconnaît bien qu'il y a une question de fait et d'interprétation.

Si les associés avaient souscrit une seule police au profit du survivant, le contrat serait commutatif et aléatoire ; le droit de mutation par décès ne serait pas dû par le survivant, à condition que la prime ait été payée par les deux associés. Ici chacun des assurés n'a acquitté sa portion de primes qu'à la condition que l'autre acquitterait la sienne, chacun d'eux a agi dans son propre intérêt.

CHAPITRE III

Généralités sur la perception du droit de succession. — Assurance sur la tête d'un tiers par deux ou plusieurs personnes au profit du survivant. — Sur la tête d'un tiers au profit d'un tiers. — Paiement des primes par le bénéficiaire de l'assurance ou pour un tiers. — Assurances mixtes et à terme fixe.

Lorsque le bénéfice de l'assurance étant tombé dans la succession de l'assuré, comme dans toute autre créance, est recueilli avec les autres biens par les héritiers, d'après leur vocation héréditaire, il n'y a pas de règles spéciales pour la perception de l'impôt; le droit est liquidé sur l'actif total, au taux fixé pour les héritiers, sans distinguer entre l'indemnité d'assurance et les autres valeurs.

Lorsque l'assurance est faite en faveur d'un tiers déterminé, il y a libéralité distincte en faveur de ce tiers, soumise au droit de mutation par décès comme un legs particulier. Si les héritiers avaient déclaré les autres valeurs et que le bénéficiaire du contrat n'eut pas acquitté les droits sur le montant de l'assurance dans les six mois du décès, il y aurait legs non déclaré et non pas omission; par suite, la pénalité encourue serait celle des successions hors dé-

lai, c'est-à-dire le demi-droit en sus et non pas le droit en sus applicable aux omissions.

Le bénéficiaire peut ne pas accepter la libéralité. Sa renonciation est opposable à l'Administration, qu'elle résulte d'un acte en forme ou des circonstances de la cause, par exemple de l'emploi des fonds en faveurs des héritiers autres que le bénéficiaire désigné (Château-Thierry, 27 nov. 1885 ; 6651 ; *R. P.*). Mais, comme en matière d'acceptation de succession, si le bénéficiaire a fait un acte qui suppose son intention d'accepter, spécialement s'il a touché le capital en sa seule qualité de bénéficiaire et en a donné quittance à la Compagnie sans réserve, il a pris qualité d'héritier ou de légataire, qualité qu'il ne peut plus répudier, au moins en ce qui concerne le paiement des droits de succession, quels que soient les événements ultérieurs, alors même qu'il souscrirait une renonciation formelle. (Melun, 23 déc. 1887 ; *R. P.*, 7034).

Au point de vue du paiement de succession, il faut toujours considérer l'assurance comme constituant une libéralité distincte à l'égard du bénéficiaire nominativement désigné ; c'est en quelque sorte un legs particulier, de sorte que, lors même que ce bénéficiaire aurait renoncé à tous les autres dons et legs qui lui auraient été faits par l'assuré, il n'en devrait pas moins le droit de mutation sur le bénéfice de l'assurance touché par lui. (Lille, 20 déc. 1878 ; 5200, *R. P.* ; GARNIER, *Successions*, 718).

I. — Assurance sur la tête d'un tiers

En cas d'assurance sur la tête d'un tiers, il n'y a pas en principe à percevoir l'impôt de mutation par décès. En

pareille circonstance, le contractant stipule pour lui-même, le tiers sur la tête duquel repose l'assurance ne jouant qu'un rôle passif. L'indemnité lui est acquise contre le versement des primes payées de ses deniers, en vertu d'un contrat à titre onéreux ; il reçoit sa chose, il ne s'opère en réalité aucune transmission. Pris à la lettre, les termes de la loi du 21 juin 1875 pourraient paraître prescrire la perception du droit de mutation par décès ; la loi considère, pour la perception du droit de mutation par décès, comme faisant partie de la succession d'un assuré, les sommes dues par l'assureur à raison du décès de l'assuré. Mais il est évident que le législateur n'a eu en vue que le cas où la qualité d'assuré et celle de souscripteur de la police sont réunies sur la même tête. « Ces dispositions sont précises, dit l'Administration dans une solution du 8 août 1883 (*R. P.*, 6.229). Elles s'appliquent exclusivement au cas où le décès de l'assuré rend exigibles les sommes de valeurs promises par l'assureur. Or, en droit civil, l'assuré est celui qui souscrit la police et contracte envers l'assureur l'obligation de payer les primes ou le capital qui les représente. Cette expression a été prise avec la même acception dans la loi du 21 juin 1875. Tous les travaux préparatoires en font foi... on ne saurait donc considérer comme un assuré la personne sur la tête de laquelle l'assurance est contractée par un tiers. Le décès de cette personne ne donne pas lieu à l'application des règles spéciales édictées par la loi du 21 juin 1875 ». Même décision dans une solution du 11 mai 1891 (*R. E.*, 72).

Il est cependant un cas où un droit de succession serait exigible, c'est celui où le contractant viendrait à mourir

avant la personne sur la tête de laquelle repose l'assurance. Dans cette hypothèse, et à condition que le contractant pût être considéré comme ayant stipulé pour lui et ses héritiers (art. 1122, C. civ.), l'impôt serait dû sur la fraction acquise du capital assuré.

Quelle est cette valeur ?

D'après Garnier (*Rép. G.*, n° 733, SUCCESSIONS) c'est la valeur de l'assurance au décès évaluée au moyen d'une estimation des parties. La valeur qui se crée postérieurement, dit-il, n'appartient pas à la communauté (la question est envisagée à propos de la dissolution de la communauté lorsqu'un des époux a souscrit sur sa tête une assurance au profit de personnes incertaines et que son conjoint vient à décéder). Si l'Administration peut trouver dans la valeur de rachat ou dans la valeur de réduction un élément pour contrôler, suivant les circonstances, l'estimation des parties, elle ne saurait prétendre que l'une ou l'autre valeur doit servir de base à la perception pas plus que les parties ne seraient fondées à le soutenir vis-à-vis de l'Administration. Généralement la valeur de rachat est inférieure à la valeur réelle de l'assurance au moment de la dissolution de la communauté. Par contre la valeur de réduction serait supérieure.

L'Administration donne un autre base à la perception de l'impôt. Par deux solutions des 15 avril et 12 juillet 1889, elle décide que le droit de succession doit être calculé sur la valeur commerciale de la police au jour du décès du contractant et que cette valeur, qui est nécessairement supérieure à celle de rachat, ne saurait être inférieure au montant de primes payées. « La valeur à apprécier, dit-

elle dans la solution du 12 juillet 1889, c'est la valeur commerciale de la police, c'est-à-dire le prix moyennant lequel le bénéfice pourrait être cédé à un tiers. Or, il est de toute évidence que ce prix ne saurait être inférieur au montant des primes payées au jour de la cession. Les primes, en effet, ont été calculées de façon que leur capitalisation et celle des intérêts produisent, avec un bénéfice suffisant pour la Compagnie, le capital assuré. Celles qui ont été payées constituent donc la valeur minima de l'assurance, puisque en négligeant les intérêts dont profite la Compagnie, elles ne représentent qu'une partie du capital, et qu'en outre, étant calculées sur une durée probable de la vie de l'assurée, on ne tient pas compte ainsi du prédécès de ce dernier. — On peut dire encore, et avec plus d'exactitude, que la valeur à déclarer c'est la fraction acquise du capital assuré. — Lorsque trois primes annuelles ont été payées, à chaque paiement d'une nouvelle prime correspond pour l'assuré l'acquisition d'une fraction du capital.

Cette manière de voir de l'Administration ne vous paraît pas exacte. Elle est en opposition avec ce principe généralement admis que le capital assuré n'est pas formé par la capitalisation des primes, mais provient uniquement des primes versées dans l'année du sinistre par les autres assurés. Le capital n'existe qu'au décès de l'assuré, il n'est procuré que par le paiement de la dernière prime. Toute prime annuelle est perdue pour l'assuré et ne saurait être considérée comme un élément de l'indemnité qui lui sera versée à son décès.

M. Dumaine (n° 105) propose un autre système (ainsi résumé par M. MAGUÉRO, note 2, n° 183, *Successions*). Pour

lui, le droit de mutation par décès n'est dû que sur la valeur de rachat lorsque les héritiers ont demandé à la Compagnie le rachat de la police. La somme payée à ce titre par la Compagnie étant le seul avantage que l'assurance procure aux héritiers, c'est cette somme seule qui doit être comprise dans la déclaration de la succession du contractant.

Nous partageons cette manière de voir. M. Dumaine, envisageant les autres hypothèses qui peuvent se présenter, pense que si les héritiers de l'assuré optaient pour la réduction du capital assuré, ils n'auraient aucun impôt à payer immédiatement, car leur droit serait éventuel et soumis à la condition suspensive que le décès de l'assuré sera le décès normal, à l'exclusion des divers cas de mort que la Compagnie excepte de sa garantie. Mais une fois la mort normale de l'assuré arrivée, le capital réduit dévolu aux héritiers devrait être soumis, comme bien faisant retour à l'hérédité, au droit de succession. La solution serait la même lorsque les héritiers du contractant continuent le paiement des primes jusqu'au décès du tiers assuré. Si à cette époque le capital assuré devient exigible, il faudrait le diviser en deux parts : l'une, celle résultant des primes payées par le contractant serait seule soumise à l'impôt.

À notre avis, dans tous les cas la valeur de rachat doit être seule assujettie à l'impôt de mutation par décès, attendu que c'est la seule valeur recueillie par les héritiers du contractant ; à l'exception du cas, toutefois, où l'Administration aurait la preuve de la cession de la police par les héritiers pour un prix supérieur à la valeur de rachat.

Si les héritiers demandent le rachat, la somme payée à ce titre par la Compagnie est seule passible de l'impôt. Il en doit être de même en cas de réduction du capital par les héritiers; la valeur recueillie n'est toujours que la valeur de rachat. La réduction donne naissance à une nouvelle convention en ce sens qu'elle réduit les primes à une prime unique, et qu'elle ne confère un droit que pour une somme inférieure à celle portée dans la police primitive; la réduction place les parties dans la situation de nouveaux contractants. Le paiement ultérieur de la valeur de réduction est dû à la modification apportée à l'assurance postérieurement au décès. Dès lors on ne saurait soutenir que les héritiers tiennent le capital réduit de leur qualité d'héritiers; ils le doivent seulement à la convention qu'ils ont passée après le décès de leur auteur. Dans la succession de celui-ci ils ont pris la valeur qui est devenue la prime unique de leur convention, mais rien de plus; en acquittant les droits sur cette valeur, ils paient bien sur ce qui leur a été transmis. Admettre la solution de M. Dumaine c'est imposer non seulement les biens existants lors du décès, mais aussi les espérances à retirer de ces biens dans l'avenir.

Même solution, lorsque les héritiers continuent le contrat d'assurance: la valeur de rachat seule doit être soumise à l'impôt.

Etant admis que, loin d'être formé par la capitalisation des primes, le capital assuré n'existe qu'au décès de l'assuré, il ne saurait être considéré comme transmis même partiellement par celui-ci à ses héritiers. Le contrat étant annuel et successif, ce n'est que le paiement de la dernière

prime qui a procuré l'acquisition du capital assuré ; les primes versées antérieurement ne sont pas censées y avoir contribué, puisqu'elles ont toutes été consommées pour garantir un risque qui ne s'est pas produit dans la période qu'elles couvraient.

Il est un cas cependant où le capital devrait, à notre avis, être soumis entièrement à l'impôt ; c'est lorsque l'assurance a été contractée moyennant une prime unique versée par l'assuré. L'assuré a acquis une créance dépendant d'une condition suspensive, le décès du tiers assuré dans les conditions prévues au contrat. A l'événement, la condition rétroagira et le capital sera censé faire partie du patrimoine de l'assuré.

Le capital à recevoir ultérieurement provient bien ici d'une prime versée par l'assuré ; il devra être attribué à sa succession, lors du décès du tiers assuré, dans le cas de réalisation des conditions qui tiennent en suspens l'obligation de l'assureur. C'est un bien rentré dans l'hérédité. Les héritiers seront tenus, dans les six mois du décès du tiers assuré de faire une déclaration complémentaire et d'acquitter les droits exigibles.

Si le contractant venait à mourir avant le paiement des trois premières primes, ses héritiers n'auraient pas droit à la valeur de rachat ; en conséquence aucun impôt ne serait exigible. Cependant, si les héritiers continuaient l'assurance, ils devraient l'impôt sur la portion mise en réserve de la première ou des deux premières primes versées par leur auteur ; portion qui, étant un élément de la valeur de rachat, leur a été transmise. En cas de cession par les

héritiers de leurs droits au bénéfice de la police, l'impôt serait exigible sur un capital évalué par les parties.

II. — *Assurance contractée par deux personnes
au profit du survivant*

Lorsque deux personnes souscrivent une police commune et stipulent que le bénéfice de l'assurance reviendra au survivant, la convention présente les caractères d'un contrat aléatoire, commutatif et à titre onéreux. Le contrat est à titre onéreux, puisque la chance de survie existe pour l'un comme pour l'autre. Chacun a renoncé à la part pouvant revenir à sa succession pour avoir la chance de recueillir le capital entier en cas de survie ; c'est bien un contrat aléatoire. Chaque contractant a droit au capital en vertu de sa propre stipulation non en vertu d'une libéralité. D'où il suit qu'au décès de l'un d'eux, la transmission qui s'opère au profit du survivant est à titre onéreux. En conséquence l'impôt de mutation par décès ne serait pas exigible, pourvu que la prime soit payée conjointement par les deux assurés. (*Sol.*, 14 septembre 1888).

« Il n'en serait plus de même si la prime était entièrement payée par l'un des assurés. En effet, le contrat ne pourrait plus avoir le caractère d'un pacte commutatif envers celui qui n'a pas contribué au prix et, à son égard, le contrat devient une véritable libéralité. Par conséquent, si le prémourant est celui qui n'a pas contribué à la prime, le bénéfice de l'assurance est recueilli par le contractant et il n'est dû aucun droit de mutation ; nous nous trouvons exactement dans le cas d'une assurance contractée sur la tête d'un tiers.

« Si, au contraire, celui qui avait payé la prime décède le premier, le bénéfice de l'assurance constitue pour le tout une véritable libéralité au profit du tiers survivant qui est tenu d'acquitter les mêmes droits que si le contrat avait été fait à son profit sans son intervention. Si l'assurance au profit du survivant est faite par deux contrats séparés dans lesquels les assurés se sont institués mutuellement bénéficiaires on devra jusqu'à preuve contraire, considérer chacune des assurances comme constituant une disposition distincte, indépendante et renfermant, suivant la présomption établie par l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, une libéralité au profit du bénéficiaire.

« Mais nous reconnaissons que c'est là une simple présomption et que les parties pourraient être admises à prouver qu'elles ont réalisé, sous cette forme, une assurance à titre onéreux dispensée du droit. » (GARNIER, *Rép. Gén., SUCCESSIONS*, n° 736).

III. — *Assurance contractée sur la tête d'un tiers au profit d'un tiers*

Une personne peut convenir avec une Compagnie que, moyennant des primes qu'elle s'engage à payer, cette Compagnie versera, au décès d'une personne déterminée, un capital à une autre personne; ce contrat s'analyse en une libéralité entre vifs non soumis à l'événement du décès du souscripteur. Dans ce cas la transmission du capital assuré ne donne pas lieu à la perception du droit de succession. Le droit au capital ne s'ouvrant pas au décès du stipulant, il n'y a pas de transmission. Au décès du tiers assuré, le droit de mutation par décès n'est pas non plus

exigible, car ce tiers ne peut être considéré comme un assuré dans le sens de la loi du 21 juin 1875, c'est-à-dire réunissant sur sa tête les qualités de contractant et d'assuré. Le décès de l'assuré n'est que l'accomplissement de la condition à laquelle était subordonnée la transmission. La convention est une donation entre vifs du stipulant au bénéficiaire. Le droit proportionnel ne sera dû que sur la présentation de la police à la formalité.

Si le souscripteur a convenu avec la Compagnie que, contre les primes dont il se charge, elle versera le capital à l'ordre ou aux héritiers du tiers sur la tête duquel repose l'assurance et, au décès de ce dernier, il y a simplement une donation entre vifs par le souscripteur aux héritiers du tiers dont la vie a été prise comme condition de la transmission. Le droit de mutation par décès. Nous savons qu'il faut pour cela que l'assuré soit à la fois assuré et contractant. (*Solution*, 8 août 1883, 6229, *R. P.*)

IV. — *Païement de primes par le bénéficiaire de l'assurance ou par un tiers*

Il peut arriver que dans une assurance contractée au profit d'un tiers, les primes aient été payées par le bénéficiaire ou par un tiers. Le droit de mutation par décès sera-t-il exigible au décès de l'assuré. A notre avis, il faut distinguer.

Lorsque les primes ont été versées par le bénéficiaire en vertu d'une stipulation dans la police, le bénéficiaire paraît alors se trouver dans la même situation que celui qui traite sur la tête d'un tiers, celui-ci jouant dans le contrat un rôle purement passif. Le décès de l'assuré ne donne

lieu à la perception d'aucun droit de mutation, car le bénéficiaire est alors en réalité le véritable stipulant et l'assuré n'a rien transmis.

Quid, lorsque le paiement des primes a été effectué par le bénéficiaire en dehors des prévisions de la police? Ecartons d'abord le cas qui ne saurait faire difficulté, où le paiement aurait eu lieu après entente entre l'assuré et le bénéficiaire et sous la réserve par ce dernier du droit de réclamer à l'assuré le remboursement des primes acquittées. Alors la totalité du capital assuré devrait être soumise à l'impôt, sans que les primes payées par le bénéficiaire pussent être déduites. (*Successions*, 19 août 1878).

Ce cas excepté, M. Dumaine (n° 109), M. Maguéro (n° 185. *T. A.*), enseignent que le bénéficiaire qui a versé les primes ne saurait être tenu d'acquitter un droit de succession sur la partie du capital assuré qui provient des primes par lui payées.

L'Administration décide au contraire que les primes versées par le bénéficiaire pour le compte du contractant constituent une avance personnelle faite à celui-ci; que c'est donc là un passif de la succession qui ne peut être déduit du capital assuré. (*Sol.*, 19 août 1878, 5467, *R. P.*)

Cette dernière manière de voir nous paraît seule juste, du moins avec la distinction que nous allons indiquer.

Pour édifier sa théorie, M. Dumaine invoque deux considérations :

1^o Le paiement de la prime étant facultatif, l'assuré qui en verse le montant n'acquitte point une dette. Dès lors, si le bénéficiaire paie la prime à sa place, il n'acquitte point la dette de l'assuré, puisqu'il n'est pas débiteur; il ne

saurait donc avoir aucun recours contre lui ou sa succession ;

2^o Du jour où le bénéficiaire commence à payer les primes, il devient en fait le véritable contractant.

Ces deux motifs ne nous paraissent pas sans réplique.

Que le contrat d'assurance soit un contrat annuel toujours susceptible d'être abandonné par l'assuré par le refus d'acquitter la prime, d'accord, mais il nous paraît qu'il y a une véritable subtilité à prétendre que le bénéficiaire n'acquitte point la dette de l'assuré en versant la prime.

La Compagnie doit supposer que le contrat d'assurance subsiste tant que l'assuré n'a pas manifesté la volonté d'y renoncer. Si donc, sur sa réclamation, le bénéficiaire paye la prime, il est censé avoir payé la dette de l'assuré, car ce que la Compagnie a demandé et a reçu, c'est bien la somme que l'assuré est obligé de verser par la continuation du contrat, par suite la dette de l'assuré. Recevant cette somme du bénéficiaire, elle devra supposer qu'il n'est qu'un mandataire, car seul l'assuré est en rapport avec elle, supposition forcée si le bénéficiaire ne fait aucune réserve, n'explique pas en quelle qualité il paie. D'ailleurs la déclaration par le bénéficiaire qu'il verse la prime pour son compte, pour prendre la place de l'assuré, serait impuissante à anéantir le droit de l'assuré ; la Compagnie est en effet engagée envers celui-ci tant qu'il ne l'a pas libérée par le refus de payer la prime. Il faudrait donc, pour que le bénéficiaire soit considéré comme ayant payé pour lui qu'il soit intervenu entre l'assureur, l'assuré et le bénéficiaire une convention établissant bien leur intention : sans cela, le bénéficiaire sera censé avoir fait une avance

à l'assuré, car il ne saurait se substituer à lui par sa propre volonté. Il ne faut pas oublier que la Compagnie ne peut réclamer la prime qu'à ce dernier et que recevant le paiement d'un tiers, elle devra supposer une gestion d'affaires.

On objecte aussi que le bénéficiaire devient le véritable contractant. Mais pour contracter, le concours de volontés non équivoques est nécessaire, et on ne saurait voir dans le seul fait par la Compagnie d'accepter la prime du bénéficiaire une nouvelle convention. La Compagnie est liée envers le souscripteur libre de continuer le contrat tant qu'il consentira à payer la prime. De là il résulte que pour prétendre qu'il y a substitution d'un contrat à un autre, remplacement d'un débiteur par un autre, de l'assuré, seul connu de la Compagnie jusqu'à preuve du contraire, par le bénéficiaire, il est indispensable de produire une convention intervenue entre l'assureur, l'assuré et le tiers. Il ne suffira pas aux bénéficiaires ou à ses héritiers de prouver, lors du décès, que l'assuré n'a pas payé lui-même toutes les primes et qu'ils ne tiennent pas de lui la totalité de l'assurance, un écrit sera nécessaire. Sans la preuve écrite d'une convention destructive du contrat primitif, ce dernier subsistera avec ses effets, et cela en vertu de la règle posée par l'article 1341 du Code civil, d'après laquelle il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué, avoir été dit avant, lors ou depuis les actes. De là une distinction :

Si la police a été modifiée par un avenant ou par un autre acte portant que les primes seront désormais payées par le bénéficiaire, nul doute n'est possible. On retombe dans le cas du paiement de la prime par le bénéficiaire en vertu

de sa satisfaction. Si aucun acte n'a été dressé pour constater que le bénéficiaire paye les primes pour son compte, le contrat primitif conserve ses effets. Les primes seront censées versées au nom de l'assuré à titre d'avances; le bénéficiaire pourra en réclamer le paiement à l'assuré. Mais il recueillera le capital assuré à titre gratuit et devra le droit de mutation par décès.

Lorsque le bénéficiaire a accepté la stipulation, on a soutenu la thèse suivante : L'acceptation lie le contractant envers le bénéficiaire (C. civ. 1121) ; il semble dès lors que le contractant n'a plus la liberté d'abandonner le contrat en cessant de payer les primes. (*Revue du Notariat*, 5218)..... Si donc le bénéficiaire qui a accepté vient plus tard à payer les primes à la place du contractant, afin de ne pas perdre le profit de la police, on peut le croire fondé, dans ce système, à exercer un recours contre le contractant ou contre sa succession, non parce qu'il aurait acquitté une dette de celui-ci envers la Compagnie, mais parce qu'il a satisfait lui-même à l'exécution de l'obligation qui avait été prise envers lui. Comme conséquence, le droit de mutation par décès serait dû sur la totalité du capital assuré, sans déduction des primes payées à la décharge du contractant (DUMAINE, n° 111).

Au cas d'acceptation, notre solution serait la même, sans que cependant le contractant nous paraisse obligé au paiement de primes. L'Administration a exposé, dans son instruction 2562, § 2, page 20, une doctrine contraire qui nous semble seule juste : « Il est manifeste que les bénéficiaires désignés à titre de libéralité indirecte ne peuvent,

en acceptant la disposition, acquérir le droit de contraindre l'assuré à payer les primes, du moment où la Compagnie, principale contractante, n'a pas elle-même cette faculté. Le droit de propriété du bénéficiaire demeure donc à la merci de l'assuré pendant sa vie. »

A notre avis, le bénéficiaire ne serait dispensé du paiement des droits de mutation par décès qu'autant qu'il pourrait établir de la manière indiquée plus haut, qu'il a réellement payé les primes pour son compte : autrement ses paiements constitueraient de simples avances.

Au cas où les primes auraient été payées par un tiers autre que le contractant ou le bénéficiaire, la solution de la question dépendrait des circonstances dans lesquelles le versement aurait été effectué. S'il n'était pas établi que le tiers s'étant substitué à l'assuré pour le paiement des primes, est devenu contractant, le droit de mutation par décès serait exigible au décès de l'assuré. Pourquoi le tiers n'aurait-il pas eu l'intention de fournir à l'assuré le moyen d'accomplir sa libéralité?

M. Dumaine, qui, dans le cas de paiement des primes par le bénéficiaire, attribue au contrat le caractère à titre onéreux, ne prétend pas cependant exonérer la totalité du capital du droit de mutation par décès. D'après lui, le bénéficiaire serait tenu de payer l'impôt sur la partie du capital assuré qui provient des primes versées par l'assuré. « Lorsque le contractant, dit-il, qui est en même temps l'assuré, a payé lui-même les trois premières primes annuelles ou un plus grand nombre, sa police avait une valeur acquise au moment de la cessation des paiements. Alors même que les autres primes n'auraient pas été

acquittées, les héritiers ou le bénéficiaire désigné n'en auraient pas moins droit, lors du décès de l'assuré, et en vertu des paiements effectués par ce dernier, au capital réduit, fixé par le tableau de réduction qu'on trouve au dos des polices. Le droit de mutation par décès est donc exigible, en tout état de cause, sur la portion du produit total de l'assurance payé par la Compagnie qui représente la valeur réduite ainsi déterminée.

« Bien plus, si l'assuré n'a payé lui-même qu'une ou deux primes annuelles, ce paiement, non suivi des autres versements, n'aurait sans doute produit aucun effet; mais réuni à ceux qui ont été effectués depuis par le bénéficiaire ou par un tiers, il a contribué, dans une mesure facile à déterminer, à l'acquisition de l'assurance.... Il nous semble donc que le tableau de réduction des polices doit être complété, pour ce cas particulier, en divisant par trois la somme de la première colonne qui représente le résultat du paiement des trois premières primes, et en attribuant à la succession un tiers de cette somme, si le défunt a payé une seule prime, et deux tiers s'il en a payé deux. »

Cette opinion paraît contraire au mécanisme de l'assurance. Le contrat étant annuel et successif, ce n'est pas l'achat du dernier billet d'assurance, c'est-à-dire le paiement de la dernière prime qui a procuré l'acquisition du capital assuré, et les primes versées antérieurement ne sont pas censées y avoir contribué, puisqu'elles ont toutes été consommées pour garantir un risque qui ne s'est pas produit dans la période qu'elles couvraient. Aussi, il suffit que la dernière prime ait été payée par le bénéficiaire et

qu'il en justifie, pour qu'il soit exonéré de l'impôt de mutation par décès sur le montant de l'assurance.

Lors donc que le bénéficiaire fournira la preuve écrite qu'il s'est substitué à l'assuré, le contrat étant à titre onéreux, nous admettons que le capital entier échappera à l'impôt. Il n'y aurait pas lieu de soumettre à l'impôt la valeur de rachat, lorsque l'assuré aurait versé les trois premières primes. Il ne peut plus être question de réserve après la dévolution du bénéfice de l'assurance ; la réserve est destinée à pourvoir à l'insuffisance de la prime annuelle ; or, il n'y a plus de prime à solder puisque le contrat est éteint. Réserve, prime, tout cela a été remplacé par un capital versé au bénéficiaire contre la prime annuelle ; la réserve n'existant plus ne saurait être considérée comme transmise par l'assuré au bénéficiaire.

CHAPITRE IV

Assurances mixtes et à terme fixe. — Rentes viagères. — Prêts sur polices. — Prime due au décès. — Espèces particulières envisagées au point de vue de la liquidation du droit de mutation par décès.

I. — *Assurances mixtes et à terme fixe*

Nous avons vu que l'assurance mixte est celle qui est contractée au profit du souscripteur de la police s'il vit à une époque déterminée, et au profit d'autres personnes, s'il vient à décéder avant cette date. Si l'assuré est vivant à l'époque fixée, il s'agit d'une assurance en cas de vie. Si au contraire l'assuré est décédé avant cette époque, nous avons vu que le bénéficiaire, désigné sous la condition suspensive du prédécès du signataire de la police, est considéré, en vertu de l'effet rétroactif de la condition, comme créancier *ab initio* du bénéfice de l'assurance, et qu'en ce cas l'assurance mixte doit s'exécuter comme une assurance en cas de décès.

Le bénéficiaire devra donc acquitter le droit de mutation par décès sur le capital assuré, à moins que soit par suite d'un endossement ou d'une cession, la personne appelée à recueillir le capital ne prouve qu'elle tient ses droits d'un contrat à titre onéreux.

Dans l'assurance à terme fixe, le capital est payable à une époque fixe, quelle que soit la date du décès, à l'assuré s'il vit à cette époque, à ses ayants droit s'il est décédé.

Si l'assuré est vivant à la date indiquée, il s'agit d'une assurance en cas de vie. Si au contraire l'assuré décède avant cette date, ses ayants droit ou le bénéficiaire sont investis de la propriété du montant de l'assurance; en conséquence ils doivent supporter le droit de mutation par décès.

Sur quelle somme le droit doit-il être liquidé ? Quel est le débiteur du droit ? Les bénéficiaires ne possèdent qu'une créance exigible à l'échéance du terme déterminé par la police, non productive d'intérêts, et soumise à la condition qu'ils existent à l'échéance. Aussi il leur arrive de demander à la Compagnie le versement de la valeur actuelle de l'assurance : c'est la valeur escomptée de l'assurance. Quelle somme sera soumise à l'impôt ?

L'Administration soutient avec raison que le droit est exigible sur le capital assuré, alors même qu'en fait le bénéficiaire aurait touché, par suite de l'escompte, une somme inférieure à ce capital, car il constitue une créance ferme, bien qu'à terme, à l'abri de tout aléa. Il est, en effet, de principe, par application de l'article 14 de la loi du 22 frimaire an VII, que la valeur imposable est la même pour les créances à terme qui produisent des intérêts et

pour celles qui n'en produisent pas. L'impôt est donc exigible dans les six mois du décès du stipulant (Prades, 28 juillet 1885 ; *J. E.*, n° 22.655 ; *Sol*, 15 avril 1889 ; *R. P.* 7.293 ; Saint-Flour, 4 février 1892).

On a objecté que les bénéficiaires ne sont pas tenus de fournir les justifications relatives au lieu et à la nature du décès tant que le terme d'exigibilité n'est pas échu, et qu'en l'absence de ces justifications, il n'est pas possible de savoir si la Compagnie sera tenue de verser le montant de l'assurance. M. Dumaine (n° 114) a justement répondu que les diverses conditions de la police, susceptibles d'être considérées comme suspensives de l'obligation de l'assurance, ont pris fin au jour même du décès, que l'événement du décès fixe irrévocablement le sort du contrat et qu'il ne reste plus qu'une question de justification, s'appliquant à des droits préexistants. Dès lors, l'Administration est fondée à réclamer immédiatement le droit de mutation, sauf, au bénéficiaire, dans le cas où le décès serait un de ceux que l'assureur a entendu excepter de sa garantie, à fournir la preuve que celui-ci a annulé le contrat.

Quel est le débiteur du droit ? Le doute peut venir de l'incertitude où l'on est, au décès de l'assuré, sur la personne qui recueillera le bénéfice de l'assurance. Souvent, en prévision du décès du bénéficiaire avant l'échéance du terme, le souscripteur désigne un ou plusieurs bénéficiaires appelés à défaut du premier. Pour les Compagnies, et d'après les termes des polices, le seul bénéficiaire est celui qui existera à l'époque de l'échéance. L'Administration enseigne que le débiteur du droit est le bénéficiaire appelé au décès de l'assuré car « on ne peut

admettre que la propriété restera incertaine jusqu'à l'exigibilité de la créance. En matière d'impôt, il n'y a pas de propriété incertaine. Le premier bénéficiaire appelé a un droit actuel, un capital assuré ; son droit, il est vrai, sera résolu, s'il décède avant l'échéance ; mais il est de principe que la condition résolutoire qui pèse sur le nouveau possesseur ne suspend pas la mutation et ne met pas obstacle à la perception. » Le droit devra donc être payé par le premier appelé d'après son degré de parenté avec le défunt. (S. DUMAINE, n° 114 ; *Sol.* 15 avril 1889, *R. P.* 7293 — GARNIER, *Rép. Gén.*, SUCCESSIONS, n° 712).

Il est presque inutile de dire que si le premier bénéficiaire mourait avant le versement des droits, la condition résolutoire étant accomplie à son égard, ses héritiers n'auraient pas à acquitter l'impôt sur le capital assuré et que cette obligation incomberait au second bénéficiaire appelé.

II. — *Rentes viagères*

Au lieu d'un capital, la Compagnie peut s'être engagée à servir une rente viagère au bénéficiaire de l'assurance en cas de décès. En présence des termes de l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, qui soumet au droit de mutation par décès les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré, chacun reconnaît que le capital doit être assujéti à l'impôt. Mais le mode d'évaluation du capital imposable est très controversé.

D'après l'article 14, § 6 et 7 de la loi du 22 frimaire an VII, le droit est assis sur le capital constitué pour les créations et les cessions ou transports de rentes soit perpétuelles, soit viagères et d'après le paragraphe 9 du même article,

sur un capital formé de vingt fois la rente perpétuelle et de dix fois la rente viagère pour les rentes créées sans expression du capital. Quel mode de liquidation adopter ? Garnier enseigne que l'on doit suivre, pour l'évaluation de la rente servie par l'assureur, les règles tracées par l'article n° 9 précité, aux termes duquel le capital sera formé en multipliant la rente annuelle par 10. « Il n'y a pas lieu de rechercher, dit-il, si la rente a été constituée au moyen de primes annuelles ou d'une prime unique, et si l'on peut considérer ces sommes versées comme un capital constitué et aliéné. Le texte de la loi de 1875 est formel : le droit doit être perçu sur la rente due par l'assureur (*Rép. Gén., SUCCESSIONS*, n° 712-5).

L'Administration pense au contraire que la rente a été acquise par l'aliénation d'un capital égal au montant des primes, et qu'en conséquence le droit est exigible conformément à l'article 14, n° 7 de la loi du 22 frimaire an VII, sur le montant de toutes les primes ou sur la prime unique, (*Solution*, 27 juin 1885). M. Maquéro (*Traité Alph.*, n° 190, *SUCCESSIONS*) se range à cet avis : « Attendu, dit-il, que le montant de la prime ou des primes paraît constituer la mesure exacte de la valeur en échange de laquelle l'assureur s'est engagé envers l'assuré au service de la rente ».

A notre avis, ce mode d'évaluation est en opposition avec le caractère spécial du contrat d'assurance sur la vie. Pour qu'il y ait capital constitué, il faut que le crédit rentier ait abandonné une valeur considérée comme l'équivalent de la rente. Or la prime ne représente pas le capital constitué ; la prime est le prix du risque et non pas de l'indemnité. De même que le capital payé par la Compagnie ne provient

pas uniquement de la prime de l'assuré, de même la rente viagère servie par l'assureur n'est pas l'équivalent de la prime payée. Etant admis que l'assurance sur la vie est un contrat annuel, il est impossible de soutenir que la prime est le capital constitué de la rente viagère. L'ensemble des primes versées par un groupe d'assurés représente bien les indemnités, capital ou rente viagère, que l'assureur aura à supporter pendant l'année couverte par ces primes. Elles sont en effet calculées de manière à suffire à couvrir les risques de l'année, les frais généraux et à laisser un bénéfice à l'assureur. Mais on ne saurait dire que dans l'assurance contrat annuel, la prime annuelle est le capital constitué de la rente viagère. Que l'assuré vienne à mourir après avoir acquitté une seule prime, le bénéficiaire aura droit à l'intégrité de la rente viagère stipulée, et pour faire face à son engagement, la Compagnie devra puiser dans le capital formé par les cotisations des autres assurés. Dira-t-on qu'une seule prime est la représentation des annuités susceptibles d'être servies pendant une longue série d'années ?

Lorsque l'assurance a été contractée moyennant une prime unique, la solution paraît devoir être la même, car d'après les calculs des Compagnies, la prime unique représente le montant de toutes les primes annuelles qui, en raison de l'âge de l'assuré, seront probablement exigibles.

D'ailleurs soutenir que le droit de mutation par décès doit être calculé sur le montant cumulé des primes, c'est méconnaître le mécanisme des assurances sur la vie. Nous l'avons déjà dit maintes fois, l'indemnité, capital ou rente viagère, n'est pas formée par la capitalisation des primes versées par l'assuré, mais provient d'un prélèvement sur

les cotisations des autres assurés. La rente viagère est donc obtenue, non pas grâce à l'accumulation des primes versées jusqu'au décès, mais uniquement grâce à la prime payée par l'assuré pendant l'année du décès. Les primes antérieures sont perdues pour l'assuré. Si donc on veut absolument faire de la prime le capital constitué de la rente viagère et percevoir sur ce capital, conformément au n° 7 de l'article 14 de la loi de frimaire, c'est la prime annuelle seule qui doit être assujettie à l'impôt. Qui voudrait accepter cette conséquence forcée du système de la perception sur les primes accumulées ?

Il y a autre chose. Adopter le système de l'Administration c'est conduire à des inégalités choquantes de perception. Telle rente, parfois considérable, obtenue après paiement de quelques primes seulement, quelquefois d'une seule, ne sera passible que d'un faible impôt, puisque le capital constitué sera peu élevé, tandis qu'une rente peu importante sera assujettie en revanche à des droits énormes, si, par suite de la prolongation de la vie de l'assuré contre toutes les prévisions, il a versé un nombre considérable de primes. Un système qui conduit à de pareilles inégalités est condamné d'avance.

Puisque la prime n'est pas le capital constitué et aliéné en échange de la rente, on se trouve en présence d'une rente créée sans expression de capital, par suite soumise au mode de liquidation prescrit par l'article 14, n° 9 de la loi du 22 frimaire an VII. Le droit est exigible sur un capital obtenu en multipliant la rente annuelle par 10.

III. — *Prêts sur polices*

Les Compagnies consentent à faire aux contractants des

avances sur la valeur de leurs contrats. Les polices portent souvent à cet égard que, dans ce cas, le capital assuré demeure, jusqu'après remboursement, réduit du montant de la somme prêtée. L'Administration en avait conclu que si l'assuré décédait avant sa libération, le droit de mutation par décès n'était exigible que sur la somme due par l'assureur, l'avance s'étant compensée avec le capital assuré (*Solution*, 13 mars 1879). Cette manière de voir ne nous paraît pas exacte. Toute compensation est impossible avant le décès de l'assuré, par suite l'avance faite par la Compagnie à l'assuré est une dette de sa succession non déductible pour la perception de l'impôt, par application de l'article 14, n° 8 de la loi du 22 frimaire an VII. La Compagnie est bien créancière d'une somme déterminée, susceptible de devenir exigible en cas d'inexécution de ses engagements par l'assuré ; mais celui-ci n'a contre la Compagnie qu'une créance éventuelle qui ne deviendra exigible qu'après son décès survenu dans les conditions prévues. Il en résulte que la compensation entre ces deux créances ne saurait s'opérer du vivant de l'assuré, que, par suite, il reste créancier du capital assuré et débiteur de l'avance de la Compagnie en vertu du principe de la non déduction des dettes, le capital entier doit être assujetti à l'impôt. L'Administration semble s'être rangée à cette manière de voir en décidant, dans une solution du 16 août 1897 (*Revue de l'Enreg.* ; MAGUÉRO, n° 1503), que les assurances consenties par la Compagnie constituent de véritables prêts, et que ces avances non remboursées au décès de l'assuré représentent par rapport à son patrimoine un véritable passif non déductible pour la perception des droits de mutation

par décès d'après le principe résultant de l'article 14, n° 8 de la loi du 22 frimaire an VII.

IV. — *Prime ou fraction de prime due au décès*

La Compagnie consent parfois à fractionner le paiement de la prime ; mais comme la prime est payable d'avance pour la continuation du contrat, ce fractionnement ne l'empêche pas d'être créancière de la totalité et d'avoir le droit d'exiger les fractions encore dues au décès de l'assuré. L'Administration admet que les primes ou fractions de primes restant dues au décès de l'assuré s'imputent de plein droit sur le capital assuré dont l'excédent seul doit être compris dans la déclaration de la succession et soumis au droit de mutation par décès. (*Solution*, 12 février 1872, - 10 décembre 1877 - 6 février 1878 - 16 août 1889 - 16 août 1897). Ces solutions ne nous paraissent pas très juridiques, car la créance de l'assuré n'étant exigible et liquide qu'à son décès, n'a pu se compenser avec celle de la Compagnie qu'après son décès ; c'est donc l'entier capital assuré qui doit être soumis à l'impôt.

V. — *Capital réduit*

Il est bien évident que si, par suite du non payement des primes, le contrat est réduit, le droit ne sera exigible que sur la somme réduite payable au décès de l'assuré ; c'est là évidemment la seule somme due par l'assureur (*Sol.* du 2 octobre 1877) (GARNIER, *Rép. G.*, SUCCESSIONS, 712).

VI. — *Participation dans les bénéfices*

Nous avons vu que les Compagnies ont l'habitude de remettre aux assurés une partie de leurs bénéfices et que

cette restitution peut s'opérer de différentes manières : soit par le versement en argent, soit par la diminution des primes, soit par une augmentation du capital assuré. Si la répartition a été opérée par la diminution des primes elle échappe à l'impôt ; si elle a servi à augmenter le capital, cette augmentation est assujettie à l'impôt avec le capital assuré. Mais que décider lorsque l'assuré ayant désiré toucher sa part en argent, le paiement en a été fait après son décès. Nous pensons avec Garnier (*Rép. G., SUCCESSIONS*, n° 712), et avec M. Maguéro (*Traité Alphabétique*, n° 188) que cette somme constitue une créance successorale ordinaire ne tombant pas sous l'application de la loi du 21 juin 1875. Elle ne paraît pas être en effet un émolument dû à raison du décès de l'assuré.

VII. — *Suicide de l'assuré. — Transaction*

Nous avons vu que les Compagnies ne répondaient que des risques normaux résultant de cas fortuits ; notamment les Compagnies ne répondent pas du risque de suicide, qui est une cause de résolution du contrat à moins qu'il ne soit inconscient. Supposons l'existence d'un véritable suicide présentant des doutes et que la Compagnie consente, pour éviter une instance, à payer au bénéficiaire soit une somme déterminée quand les trois premières primes n'ont pas été acquittées, soit une somme supérieure à la valeur de rachat, en cas de payement d'au moins trois primes. Sur quelle somme le droit sera-t-il perçu ? L'Administration admet à juste titre que c'est la somme versée par la Compagnie qui est passible de l'impôt. Garnier (*Rép. G., SUCCESSIONS*, n° 712) enseigne que tant que le contrat

n'a pas été déclaré nul, il subsiste avec tous ses effets à l'égard des tiers au nombre desquels se trouve l'Administration et que celle-ci pourrait soutenir que la somme due est le capital assuré. Nous ne partageons pas cette manière de voir et nous pensons qu'une fois la transaction intervenue, l'Administration ne serait pas fondée à réclamer les droits sur la totalité du capital assuré. Par la transaction, le contrat primitif cesse d'exister, remplacé par les arrangements contenus dans l'acte nouveau. Du contrat d'assurance il résulte pour la Compagnie l'obligation de payer une certaine somme. Elle pourrait peut-être le faire annuler, mais elle préfère employer le moyen amiable de la transaction et substituer à son engagement primitif une obligation résultant de concessions réciproques. Pour qu'il y ait transaction il faut en effet qu'il y ait des concessions de part et d'autres. Si la Compagnie a consenti à payer, c'est à la condition de payer moins ; elle n'est donc plus débitrice que de la nouvelle dette constatée dans la transaction.

VIII. — *Absence*

Le capital est-il exigible lorsque la personne sur la tête de laquelle repose l'assurance est en état d'absence régulièrement constatée, lorsque la déclaration d'absence a été déclarée quatre ans après les dernières nouvelles ? Les auteurs sont très divisés sur cette question, les uns pensent que le capital peut être réclaté par les ayants droit dès que l'absence a été déclarée, les autres ne leur donnant ce droit qu'après l'envoi en possession définitif.

Quoi qu'il en soit, la règle est nettement posée, quant

aux droits de succession, par l'article 40 de la loi du 28 avril 1816 : « Les héritiers, légataires et tous autres appelés à exercer des droits subordonnés au décès d'un individu dont l'absence est déclarée, sont tenus de faire, dans les six mois du jour de l'envoi en possession provisoire, la déclaration à laquelle ils seraient tenus s'ils étaient appelés par effet de la mort, et d'acquitter les droits sur la valeur entière des biens ou droits qu'ils recueillent. En cas de retour de l'absent, les droits payés seront restitués, sous la seule déduction de celui auquel aura donné lieu la jouissance des héritiers. »

Les héritiers sont tenus de faire la déclaration à laquelle ils seraient tenus s'ils étaient appelés par l'effet de la mort, dit la loi. Puisque la loi du 21 juin 1875 assujettit aux droits de mutation par décès les sommes et rentes ou émoluments dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré, l'article 40 de la loi du 28 avril 1816 paraît applicable à l'assurance sur la vie. Le droit sera dû, dans les six mois de l'envoi en possession provisoire, sur le capital assuré, sauf restitution en cas de retour de l'absent.

IX. — *Perte de la police*

Pour pouvoir toucher le montant de l'assurance, les ayants droit doivent présenter la police à l'assureur; cependant il est reconnu que la perte de la police n'est pas une cause d'extinction du contrat. Quand la Compagnie est convaincue de la bonne foi du bénéficiaire, elle peut verser le capital, sans la production de la police, aux bénéficiaires qui justifient de leur qualité. Mais lorsque la police est endossable, la Compagnie ne saurait sans danger opérer

le paiement sans la production du titre. La police endosable a pu rester dans le commerce, être revêtue d'un endossement et arriver entre les mains d'un porteur de bonne foi qui viendrait réclamer l'indemnité. La Compagnie s'exposerait ainsi à payer deux fois, sauf son recours contre les bénéficiaires, recours que leur insolvabilité pourrait rendre illusoire. Dans ce cas la Compagnie est autorisée, pour se libérer, à déposer le capital assuré à la Caisse des dépôts et consignations où il restera à la disposition de qui de droit pendant trente ans, après quoi il sera remis au bénéficiaire ou à ses ayants droit. Pendant ce temps les bénéficiaires peuvent toucher les intérêts de la somme déposée à charge de fournir caution pour les cinq dernières années.

Malgré le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, le capital assuré n'en sera pas moins passible du droit de mutation par décès, d'après le degré de parenté des bénéficiaires, car, jusqu'à preuve contraire, ils en sont propriétaires. Bien entendu si les bénéficiaires tenaient leurs droits d'un contrat à titre onéreux, l'article 6 de la loi du 12 juin 1875 ne serait pas applicable.

X. — *Faillite*

La Cour de Cassation décide que la faillite de l'assuré ne modifie pas les effets du contrat. Sauf le cas de fraude, les créanciers ne sont fondés à élever aucune prétention sur le capital assuré, qui est irrévocablement acquis au bénéficiaire par son acceptation, ce capital ne sortant pas du patrimoine du failli. Lorsque la femme est bénéficiaire les articles 559 et 564 du Code de Commerce ne sont pas

applicables, par suite elle conserve le droit de toucher le capital (Cass. 22 février 1888, S. 88-1-121. — Cass. 27 mars 1888. S. 88-1-121; — 23 juillet 1889; S. 90, 1.5).

Toutefois la Cour reconnaît au syndic le droit de réclamer le rapport à la masse des primes fournies par le failli, lorsqu'elles n'ont pas été prélevées sur les revenus ordinaires du patrimoine de l'assuré (Cass. 7 août 1888, S. 89, 1-97. — 23 juillet 1889, S. 90, 1-5.)

La faillite de l'assuré n'enlevant pas aux bénéficiaires leur droit au capital assuré, ceux-ci seront assujettis à l'impôt de mutation par décès, toutes les fois qu'ils le recueilleront à titre gratuit,

CHAPITRE V

Droits des Epoux

L'attribution du bénéfice de l'assurance sur la vie donne lieu à de nombreuses difficultés lorsqu'il s'agit de concilier les règles propres au contrat d'assurance avec les dispositions relatives au régime matrimonial.

Toutefois, ces difficultés ne s'élèvent pas lorsque les époux sont mariés sous le régime sans communauté ou sous le régime dotal; alors les assurances contractées par un époux au profit de l'autre sont assimilées aux assurances souscrites par des personnes non mariées.

Il n'en est pas de même lorsque les époux sont mariés sous le régime de la communauté; alors se pose la question de savoir dans quel patrimoine tombe la créance contre la Compagnie, si c'est dans la communauté, s'il est dû une récompense.

SECTION I

Assurance contractée par un époux à son profit personnel

§ I. *Assurance antérieure au mariage* — Lorsqu'une personne, avant de se marier, a souscrit une assurance à

son profit, la créance d'indemnité tombe dans la communauté, si elle adopte le régime de la communauté légale, tandis qu'elle lui reste propre en cas d'union avec communauté d'acquêts. Dans le premier cas les primes sont à la charge de la communauté sans récompense. Si, dans le second cas, les primes sont prélevées sur la communauté, la succession de l'assuré en doit récompense (1437, C. civ.). Au décès de l'assuré, ses héritiers ne recueilleront donc que la moitié du capital dans le premier cas, la totalité dans le second ; c'est dans ces limites que le droit de mutation par décès est exigible.

§ II. *Assurance au cours du mariage.* — La créance née d'une assurance souscrite au cours du mariage, par l'un ou l'autre époux, tombe en communauté comme acquêt de communauté, sous le régime de la communauté légale comme sous le régime de la communauté d'acquêts.

SECTION II

Assurance contractée par un époux en faveur d'une autre personne que son conjoint.

§ I. — *Assurance antérieure au mariage*

a) *Communauté légale.* — En cas d'assurance contractée au profit de personnes indéterminées, la créance contre la Compagnie tombe dans la communauté (1401, C. civ.). La créance contre la Compagnie n'appartenant pas au souscripteur, ne peut tomber en communauté après son mariage. Le droit de mutation par décès est dû sur le capital entier au décès de l'assuré, au taux fixé pour le degré de parenté du bénéfi-

claire. *Quid* si le bénéficiaire est le futur conjoint ! Il semble que la créance devrait tomber en communauté comme toutes les autres valeurs mobilières des époux au jour de la conclusion du mariage, à moins de volonté contraire exprimée par le souscripteur. La Cour de Cassation a décidé par un arrêt d'espèce du 10 novembre 1879 (SIREY, 80, 1, 337) que la créance restait propre au conjoint en l'absence d'une manifestation expresse de volonté. « Attendu, dit la Cour, qu'aux termes de l'article 1401 du Code civil, les donations mobilières entrent dans la communauté, si le donateur n'a exprimé le contraire ; que la volonté du donateur à cet égard n'a pas besoin d'être exprimée en termes sacramentels ; qu'elle peut résulter soit de l'ensemble des clauses de l'acte, soit de la nature même de l'objet donné. »

En matière d'assurance, on se trouve en présence d'une donation particulière qui échappe à la règle de la solennité ; on peut admettre qu'elle échappe aussi à la règle de l'article 1401 du Code civil d'après laquelle le bénéfice d'une donation n'est propre à l'époux donataire qu'en vertu d'une clause expresse de la donation.

Les primes de l'assurance contractée au profit d'un tiers constituent une dette mobilière à la charge de la communauté et ne donnent pas lieu à récompense. Cependant le souscripteur de la police devrait la récompense des primes s'il avait attribué le bénéfice de l'assurance à un enfant du premier lit ou à un enfant commun pour le doter personnellement. (1469, C. civ.).

b) *Communauté réduite aux acquêts*. — Sous ce régime, l'assurance souscrite par l'un des époux

antérieurement au mariage au profit de personnes indéterminées constitue un propre (1498, C. civ.). Mais les héritiers de l'assuré devront récompense à la communauté des primes versées par la communauté, celle-ci s'étant appauvrie pour la conservation et l'amélioration d'un propre. M. Dumaine pense (n° 123) que la créance constitue un propre pour la valeur de l'assurance au jour du mariage et un acquêt pour le surplus. « L'assurance pour la vie entière et même l'assurance mixte n'étant en réalité qu'une succession d'assurances d'un an, la communauté devient, dit-il, la véritable contractante du moment où elle continue le paiement des primes. » Cette manière de voir ne nous paraît pas exacte. La créance constituant un propre au jour du mariage ne saurait perdre ce caractère par ce fait qu'une partie des primes a été avancée par la communauté. Notre opinion n'est pas en opposition avec la nature de l'assurance contrat annuel. De ce que l'assurance est un contrat annuel, il n'en résulte pas qu'une convention nouvelle soit substituée chaque année au contrat primitif. Ce caractère du contrat d'assurance est un avantage pour l'assuré, en ce qu'il lui permet de renoncer chaque année à l'assurance, mais il n'empêche que le contrat primitif subsiste avec tous ses effets, tant que l'assuré n'aura pas manifesté l'intention de l'abandonner. M. Dumaine ajoute que « lorsque la communauté se trouve dissoute par la mort de l'époux assuré et que le capital est exigible, il faut faire deux parts de ce capital, savoir :

1^o Celle qui est due aux primes payées par le défunt avant le mariage et qui constitue le propre ;

2^e Celle qui est due aux primes payées par la communauté et qui constitue l'acquêt.

Cette décomposition du capital assuré en propre et acquêt nous semble contraire au mécanisme de l'assurance. Etant admis que l'indemnité provient de la prime payée pendant l'année du décès, si l'on fait un acquêt du capital dû aux primes payées par la communauté, il faut décider que le capital entier est un acquêt.

La créance constituant un propre pour le conjoint souscripteur, à son décès elle sera passible de l'impôt de succession pour la totalité.

Lorsque l'assurance a été contractée au profit d'un tiers déterminé, celui-ci devient aussitôt créancier, et le capital assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré pas plus que de la communauté, le bénéficiaire doit, à la mort de l'assuré, l'impôt sur la totalité.

Dans ce cas la succession de l'assuré, si c'est le mari, ne devra pas récompense des primes payées par la communauté. En effet le paiement n'a pas eu lieu pour la conservation ou l'amélioration d'un bien personnel au *de cujus*, puisque le capital ne lui a jamais appartenu, et que ni lui ni sa succession n'en ont profité. D'autre part, le mari a, en vertu de l'article 1422 du Code civil, le droit de prélever les primes sur la communauté sans avoir à en rendre compte. Il n'y aurait d'exception que dans l'espèce prévue par l'article 1469 du Code civil, c'est-à-dire d'assurance contractée pour doter un enfant d'un autre lit ou pour doter personnellement un enfant commun.

La succession de la femme devrait, dans tous les cas, récompense à la communauté de toutes les primes soldées

pendant le mariage avec des deniers de communauté ; cela malgré l'autorisation du mari. En effet, la femme n'a pas le droit de disposer des valeurs mobilières de la communauté. Le fait par le mari d'avoir consenti à la continuation de l'assurance, ne saurait conférer à la femme le droit de disposition attribué au mari par l'article 1422 du Code civil. Si le mari peut disposer des effets mobiliers de la communauté à titre gratuit et particulier, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit, c'est qu'il a, durant l'association conjugale, l'exercice du droit de propriété. Il y a dans le droit refusé à la femme autre chose qu'une question d'incapacité de la femme, c'est une question de propriété. Les articles 1422 et 1423 du Code civil confèrent au mari des avantages dont la femme ne peut profiter, même avec l'autorisation de ce dernier.

Après avoir traité, avant son union, au profit de personnes indéterminées, l'assuré peut, au cours du mariage, désigner un bénéficiaire déterminé. Les effets de cette désignation varient avec le mode employé. Si l'attribution est faite par un avenant régulier, le droit du bénéficiaire remonte au jour de la conclusion du contrat. En conséquence, sous le régime de la communauté légale, la créance sera censée n'avoir jamais figuré à l'actif de la communauté ; sous le régime de la communauté d'acquêts, l'assuré n'aura jamais été propriétaire de la créance contre la Compagnie et par suite sa succession, celle du mari seulement, ne devra aucune récompense pour les primes prélevées sur la communauté. En un mot, les effets sont ceux d'une désignation antérieure au mariage. Si l'attribution a été faite par un acte autre qu'un avenant,

par un testament par exemple, il y a, selon le régime, donation ou legs d'un bien de communauté ou d'un propre. Avec le régime de la communauté d'acquêts, il y a donation d'un propre. La succession du défunt doit indemniser la communauté des primes déboursées par elle, car elles ont servi à la conservation et à l'amélioration d'un bien, le capital assuré, qui lui était propre. Avec le régime de la communauté légale, il y a legs d'un bien de communauté, régi par l'article 1423 Code civil ainsi conçu : « La donation testamentaire faite par le mari ne peut excéder sa part dans la communauté. S'il a donné en cette forme un effet de la communauté, le donataire ne peut le réclamer en nature qu'autant que l'effet, par l'événement du partage, tombe au lot des héritiers du mari : si l'effet ne tombe pas au lot de ces héritiers, le légataire a la récompense de la valeur totale de l'effet donné, sur la part des héritiers du mari dans la communauté et sur les biens personnels de ce dernier. » Toutefois cet article n'est applicable qu'au cas où l'assurance a été contractée par le mari. La jurisprudence admet en effet que le legs par la femme d'un bien de communauté ne reçoit son exécution que sur la part de la femme dans la communauté et qu'il est nul pour le surplus. Sous l'un et l'autre régime, le bénéficiaire sera assujéti à l'impôt sur le capital entier : si, en cas de legs par la femme, il n'en recueillait qu'une partie, cette part seule serait soumise au droit proportionnel.

En cas de dissolution de la communauté avant le décès du conjoint qui a contracté l'assurance, les droits de la communauté varient avec le régime adopté, et aussi selon que le bénéficiaire est déterminé ou indéterminé. Lorsque

le bénéficiaire est indéterminé, et sous le régime de la communauté légale, la communauté doit être considérée comme le véritable bénéficiaire. Elle est dans une situation analogue à celle des héritiers d'un assuré dont la mort est survenue avant le décès du tiers sur la tête duquel repose l'assurance. A la dissolution, l'assurance fait partie de la communauté pour sa valeur à cette date, c'est-à-dire pour la valeur de rachat, ou pour celle que nous avons déterminée plus haut, au cas où les trois premières primes n'auraient pas été versées. Sous le régime de la communauté d'acquêts, la créance contre l'assureur est propre à l'assuré ; la communauté aura seulement le droit de réclamer une récompense à raison des primes acquittées au moyen de fonds fournis par la communauté.

Lorsque le bénéficiaire est déterminé, il est devenu immédiatement titulaire de la créance qui n'a jamais fait partie ni de l'actif de communauté, ni du patrimoine de l'assuré. Il en résulte que la communauté n'a aucun droit sur cette créance et ne peut prétendre, si l'assuré est le mari, à être indemnisée des primes acquittées par la communauté, à moins qu'il ne s'agisse d'une assurance souscrite par le conjoint pour doter un enfant d'un autre lit ou pour doter personnellement l'enfant commun (1469, C. civ.). En cas d'assurance mixte ou à terme fixe, la communauté aurait droit à la valeur acquise de l'assurance, valeur déterminée conformément à la clause ci-après des polices : « Si les trois premières primes annuelles au moins ont été intégralement payées, la somme divisée en autant de fractions égales qu'il y avait d'annuités stipulées dans la police, est réduite au chiffre d'une de ces fractions multiplié par le

nombre d'annuités payées. » La valeur acquise, à comprendre à l'actif de communauté, sera donc égale au chiffre obtenu en multipliant la fraction indiquée par le nombre de primes payées.

§ II. — Assurance souscrite au cours du mariage

L'assurance souscrite au cours du mariage au profit de personnes incertaines, ou sans désignation de bénéficiaire, constitue un acquêt de communauté (art. 1498, C. civ.).

L'Administration en a décidé ainsi par une solution du 4 avril 1878 ainsi conçue (*Rép. p.*, 5018-13): « En principe, tout contrat à titre onéreux fait par le mari ou par la femme avec autorisation du mari, doit profiter à la communauté. Il n'est pas permis aux époux d'employer des valeurs communes à se créer des propres, même à charge de récompense... Or, le bénéfice d'une assurance sur la vie est le produit d'un contrat à titre onéreux passé avec la Compagnie. C'est le fruit de la collaboration commune, d'économies qui étaient destinées à enrichir la communauté... ; il constitue dès lors un acquêt qui, à défaut de stipulation contraire, doit être partagé entre le mari et la femme... Si les primes avaient été payées au moyen de biens ne tombant pas dans la communauté, par exemple si l'assurance avait été contractée moyennant une prime unique soldée au moyen de l'aliénation d'un propre de l'un des époux, ou si les primes n'avaient pas été soldées uniquement avec le produit des revenus et fruits appartenant à la communauté, il y aurait lieu à récompense au profit de l'époux ayant fait l'avance des primes.

Mais la police peut être souscrite au profit d'un tiers déterminé.

La stipulation produit alors les effets de l'article 1121 du Code civil, c'est-à-dire qu'elle confère au bénéficiaire un droit propre sur le capital assuré. La créance contre la Compagnie n'a jamais fait partie de la communauté. Elle dépend de la succession du souscripteur et se trouve soumise pour la totalité au droit de mutation par décès.

En cas d'assurance mixte, l'époux souscripteur est-il vivant à l'époque indiquée, le capital revient à la communauté, comme tous les biens meubles acquis par les époux pendant le mariage.

Si l'assurance en faveur d'un tiers déterminé a été faite par le mari, sa succession ne doit pas, dans le cas de l'article 1469 du Code civil, indemniser la communauté des primes, cela en vertu du droit que lui accorde l'article 1422 du Code civil de disposer à titre gratuit des effets mobiliers de la communauté. Le mari n'a tiré aucun profit personnel de l'assurance. Il en serait de même si l'assurance avait été contractée en paiement d'une dette de communauté. Au contraire une récompense serait due si le mari tirait un profit personnel du contrat, en cas par exemple d'attribution du bénéfice de l'assurance à un créancier particulier.

Après avoir contracté au profit de personnes indéterminées, le mari peut désigner un bénéficiaire certain. Si c'est par avenant, les effets sont les mêmes qu'au cas de désignation dans la police. Si, au contraire, la libéralité a été faite par testament, il y a donation d'un bien de communauté, régie par l'article 1423 du Code civil. La libé-

ralité s'exécute sur la part du mari dans la communauté ou sur ses biens personnels.

Il peut en résulter une conséquence bizarre qui a été signalée par M. Comtois, dans un article paru en 1880 dans la *Revue du Notariat*, suivant que l'assurance a été l'objet d'une donation ou d'un legs.

Soit une assurance de 50.000 francs, au profit de la femme, et une communauté de 100.000 francs : dans le premier cas, donation, la femme prend : 1^o le capital assuré 50.000 francs; 2^o la moitié de l'actif de la communauté 50.000 francs, au total 100.000 francs. Dans le second cas, legs, le capital assuré doit être compté pour la formation de la masse active, qui s'élève ainsi à 150.000 fr. La femme en prend la moitié comme commune, soit 75.000 francs; elle prend ensuite 50.000 francs, comme légataire de l'assurance; elle a donc, dans ce cas, 125.000 fr. au lieu de 100.000 francs, ce qui paraît contraire à l'intention du conjoint. Aussi les Tribunaux essaient d'éviter cette conséquence. C'est ainsi que, par un jugement du 28 juin 1878, le Tribunal de Saint-Quentin a interprété la volonté du mari en ce sens qu'il n'a entendu disposer que de sa part dans la communauté, ce qui réduit le legs au montant de la libéralité faite par donation.

Avec l'autorisation de son mari, la femme peut contracter une assurance au profit d'un tiers déterminé. On se trouve en présence d'une stipulation dans les termes de l'article 1121 du Code civil attribuant directement la créance au bénéficiaire. Le capital assuré dépend alors entièrement de la succession de la femme et se trouve assujetti à l'impôt. Seulement, comme la femme n'a pas le droit de disposer

des deniers de la communauté, sa succession devra récompense à la communauté des primes soldées par elle. L'autorisation du mari, nécessaire pour habilitier la femme à contracter l'assurance, ne saurait lui conférer le droit de disposition attribué au mari par l'article 1422 du Code civil.

Si la femme avait disposé de l'assurance au profit d'un tiers par testament, il y aurait legs d'un bien de communauté. Nous avons déjà vu que l'article 1423 du Code civil n'est pas applicable à la femme; en conséquence le legs ne pourrait recevoir son exécution que sur la part de la femme dans la communauté, cette part seule serait soumise à l'impôt. Supposons que la communauté soit dissoute à la survivance de l'époux qui a contracté l'assurance, quels seront les droits de la communauté? Ils varient suivant que l'assurance a été contractée dans les termes de l'article 1121 du Code civil ou dans les termes de l'article 1122 du Code civil.

Fait dans les termes de l'article 1121 du Code civil le contrat a conféré un droit exclusif au profit du bénéficiaire, droit que son acceptation rend définitif : par suite, la créance contre la Compagnie ne dépend nullement de la communauté. Elle n'aurait droit qu'à la récompense des primes, dans tous les cas, en présence d'une assurance contractée par la femme, et dans le cas de l'article 1469 du Code civil si le souscripteur était le mari.

« L'acceptation de la libéralité, dit M. Dumaine (n° 130) peut être opposée à l'Administration de l'Enregistrement tant que la déclaration de la succession n'a pas été faite, mais une acceptation postérieure, bien qu'ayant un effet

rétroactif, conformément à l'interprétation générale de l'article 1121, serait un de ces événements ultérieurs qui ne peuvent influencer sur les perceptions régulièrement faites. » (Loi du 22 frimaire an VII, art. 60).

Si, par le passage précité, M. Dumaine veut dire, qu'à défaut d'acceptation du bénéficiaire avant l'expiration du délai pour souscrire la déclaration de succession, l'assurance peut être considérée comme faisant partie de la communauté, sa manière de voir nous paraît critiquable. L'acceptation du bénéficiaire, la jurisprudence l'admet du moins, peut intervenir même après le décès de l'assuré. Jusqu'à l'ouverture du droit, aucun événement, pas plus la dissolution de la communauté qu'un autre, si ce n'est la révocation par l'assuré, ne saurait le priver de cette faculté. La créance contre la Compagnie lui appartient et l'acceptation ne fera que consolider sa propriété.

Comment accepterait-il un droit qu'il ne connaît la plupart du temps qu'après le décès du souscripteur? Admettre la théorie de M. Dumaine, ce serait en fait, faire tomber dans tous les cas la créance d'indemnité dans la communauté. Si, à l'ouverture du droit, le bénéficiaire ne veut pas l'accepter, il sera considéré comme ayant toujours fait partie de la communauté, on appliquera alors les règles de perception ci-après :

Si l'assurance était payable au conjoint décédé, cette attribution devient caduque et la valeur de l'assurance rentre dans la communauté.

En présence d'une stipulation intervenue pour des tiers indéterminés, l'assurance profite à la communauté. Quelle est la valeur qui devra être comprise dans l'actif de la com-

munauté pour la perception de l'impôt? A notre sens et pour les motifs indiqués au cas de décès du souscripteur de la police avant l'assuré sur la tête duquel repose l'assurance, c'est la valeur de rachat seule. Si, à la dissolution de la communauté, les trois premières primes n'avaient pas été payées, il n'y aurait pas de valeur de rachat. Cependant les héritiers pourraient ou abandonner l'assurance à l'époux survivant moyennant un prix, ou la laisser dans l'indivision. Au premier cas, le prix devrait être compris à l'actif de communauté; au second c'est la portion mise en réserve des primes soldées par la communauté.

Si l'assurance a été contractée moyennant une prime unique, le capital à recevoir ultérieurement, ayant été obtenu au moyen d'une somme provenant de la communauté devra être attribué pour le tout à la communauté, lors du décès du conjoint survivant, dans le cas de réalisation des conditions qui tiennent en suspens l'obligation de l'assureur. Les héritiers seront tenus dans les six mois du décès du conjoint survivant de faire une déclaration complémentaire pour la succession du conjoint prédécédé et d'acquitter les droits, au taux de leur parenté avec ce dernier, sur la moitié du capital assuré comme bien rentré dans l'hérédité.

En cas d'assurance mixte, la stipulation profite à la communauté puisque le souscripteur est censé avoir stipulé d'abord pour lui et par lui en faveur de la communauté. Toutefois la communauté n'a qu'un droit éventuel, car en cas de décès du souscripteur avant l'époque fixée, le bénéficiaire, s'il est déterminé, aura toujours été propriétaire de la créance.

Lorsque la communauté est dissoute avant l'époque prévue par la police, à la survivance de l'assuré, quelle valeur devra être comprise à l'actif de communauté ?

Si l'assuré est vivant à l'époque fixée pour l'échéance, la valeur de réduction de la police au jour de la dissolution de la communauté appartiendra à la communauté. Cette valeur de réduction est déterminée (comme nous avons vu au § 1^{er} de la section II du chapitre V) en multipliant la fraction du capital assuré par le nombre d'annuités payées.

S'il meurt avant cette date, la communauté n'aura droit à la même valeur qu'autant que l'assurance sera dévolue, à défaut de bénéficiaire spécial, à ses héritiers et ayants droit.

Est-elle faite au profit de tiers déterminés ? le bénéficiaire est censé avoir été propriétaire de la créance *ab initio* et la communauté n'aura rien à réclamer.

Pendant la succession de l'époux assuré devrait indemniser la communauté des primes, celle du mari dans le cas de l'article 1469 du Code civil, celle de la femme dans tous les cas.

Par une solution du 15 avril 1889 (*R. P.*, 7293), statuant au sujet d'assurance à terme fixe souscrite par le conjoint au profit de ses enfants, l'Administration a décidé que si la communauté a droit à la valeur acquise de l'assurance au jour de la dissolution, il y a là une créance ferme que représente la fraction du capital correspondant au nombre de primes payées.

Cette solution est conforme au mode de calcul de la valeur de réduction d'une assurance mixte ou à terme fixe. « Si les trois premières primes annuelles au moins ont été

intégralement payées, lit-on dans les polices, la somme assurée, divisée en autant de fractions égales qu'il y avait d'annuités stipulées dans la police, est réduite au chiffre d'une de ces fractions multiplié par le nombre d'annuités payées.»

SECTION III

Assurance passée par un époux au profit de l'autre ou au profit de celui-ci et des enfants.

Le droit d'un époux de contracter une assurance au profit de son conjoint ne saurait être contesté. Le mari tient ce droit de l'article 1422 du Code civil qui lui permet, comme chef de la communauté, de disposer d'effets mobiliers à titre gratuit et particulier au profit d'autres personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit. L'article 1395 du Code civil, interdisant de modifier les conventions matrimoniales après le mariage, ne paraît pas non plus un obstacle. Quelle modification le contrat d'assurance pourrait-il apporter aux conventions matrimoniales?

Pour faire une assurance au profit de son mari la femme doit obtenir son autorisation ou celle de la justice.

Un époux ayant contracté une assurance en faveur de son conjoint, il se pose la question de savoir si le montant de l'assurance constitue un propre au profit de ce dernier ou si, au contraire, il forme un acquêt. Il semble que, selon la volonté des parties, le bénéfice de l'assurance doit rester propre au conjoint donataire. L'assurance sur la vie étant une libéralité, le souscripteur aurait pu stipuler que le profit de l'assurance demeurerait propre à son conjoint.

Cette stipulation paraît sous-entendue. On se trouve en présence d'une donation particulière qui échappe à la règle de la solennité; on peut admettre qu'elle échappe aussi à la règle de l'article 1401 du Code civil d'après laquelle le bénéfice d'une donation n'est propre à l'époux donataire qu'en vertu d'une clause expresse de la donation. Des décisions récentes des cours d'appel et de la Cour de Cassation semblent considérer le bénéfice de l'assurance comme un propre, plutôt que comme une valeur active de communauté. (C. Paris, 5 mars 1886 ; S. 88, 2, 227, 16 décembre 1888; — C. Douai, 14 février 1887 ; S. 88, 2, 49; — Cass. 8 février 1888; S. 88, 1, 121).

Mais la jurisprudence fiscale et l'Administration décident d'une manière constante que l'on doit faire rentrer fictivement dans la communauté le capital de l'assurance. Par suite l'attribution qui en est faite à l'un des époux ne contient une libéralité sujette au droit de mutation par décès que pour la part afférente à l'époux qui a contracté l'assurance. Cette manière de voir s'appuie sur l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 d'après lequel le capital assuré n'est censé faire partie de la succession de l'assuré que « sous réserve des droits de la communauté, s'il en existe une ». Le législateur, dit-on, en réservant les droits de communauté du conjoint bénéficiaire, a reconnu par là même que celui-ci ne pouvait être astreint au paiement de l'impôt sur la portion du capital assuré à laquelle il avait déjà droit en qualité de commun en biens, portion qui eût été la sienne en l'absence de stipulation au profit de personnes nominativement désignées. L'Administration

a adopté cette doctrine dans une solution du 4 avril 1878 (*R. P.*, 5018) et elle a été confirmée par des décisions judiciaires (Saint-Quentin, 28 juin 1878, 5018, *R. P.* — Lille, 20 décembre 1878, 5200, *R. P.* — Charleville, 29 août 1879, 5490, *R. P.* — Nancy, 20 mai 1891, 7662, *R. P.* — Seine, 17 mars 1894. — Saint-Ouen, 9 avril 1894, *R. P.*, 8452. — Cognac, 7 juin 1898. *Revue Enreg.*, 1800). Dans son instruction, n° 2517, 6, l'Administration avait déjà donné de la loi de 1875, l'interprétation suivante : « D'après les observations du rapporteur, cette réserve signifie que si l'assuré est marié sous le régime de la communauté, la femme survivante ne doit pas le droit de mutation sur la part qu'elle prélève comme commune en biens.

« Avec ce système il n'est pas dû de récompense à la communauté à raison des primes, puisque l'on fait figurer le capital lui-même à l'actif de communauté.

« Il en résulte aussi que, pour le calcul du droit, il importe de fixer d'abord l'émolument auquel l'époux donataire aurait pu prétendre dans l'ensemble des biens de la communauté, y compris le capital assuré s'il n'en était pas sorti; puis on détermine l'émolument total auquel il a droit, grâce à l'avantage qui lui est fait et c'est la différence qui constitue la valeur passible du droit de mutation par décès. (GARNIER, *Rép. Gén.*, SUCCESSIONS, 723). Malgré les nombreuses décisions à l'appui de la doctrine de l'Administration, il ne nous paraît pas démontré à l'évidence que le législateur de 1875 ait voulu dans tous les cas faire tomber le capital assuré dans la communauté. Edictée pour mettre fin aux difficultés que soulevait la

perception de l'impôt en cas d'attribution du capital aux bénéficiaires déterminés, décidant que le droit de mutation par décès sera toujours exigible sans distinguer entre les bénéficiaires déterminés et les bénéficiaires indéterminés, elle n'est qu'une loi d'impôt; elle n'a pas eu pour but de modifier les règles du droit civil. En réservant les droits de la communauté, s'il en existe une, il nous semble que le législateur n'a pas voulu dire que la créance d'indemnité serait toujours une valeur commune au regard de la loi fiscale, mais seulement que, lorsque, par l'effet des lois civiles, cette créance serait tombée dans la communauté, le conjoint donataire serait exempté du droit sur la part qu'il tient de sa qualité de commun en biens. Si cette interprétation est exacte, il faudrait décider que, toutes les fois que d'après les règles du droit civil, et il en sera presque toujours ainsi, le conjoint bénéficiaire aurait la propriété exclusive du capital assuré, le capital supporterait pour la totalité l'impôt de mutation par décès.

Nous pensons que, dans notre système, la communauté ne devrait pas être indemnisée des primes versées à la Compagnie. La raison en est que la libéralité est exclusive de l'obligation de récompense. Ce serait reprendre d'une main ce qu'on a donné de l'autre. Imposer la récompense au conjoint donataire, ce serait aller directement contre la volonté du stipulant. D'après M. Lyon-Caen (Note S., 77, 2,33) « les libéralités ne donnent jamais lieu à récompense ; s'il en était autrement, il n'y aurait point de libéralité véritable entre époux, les récompenses dues au donateur ou à la communauté seraient la destruction même des donations, elles constitueraient en quelque sorte des

restitutions de choses données faites par le donataire au donateur. »

Le système des récompenses a été institué pour maintenir l'équilibre entre les trois patrimoines que suppose la communauté. Cet équilibre a été rompu par l'époux donateur, c'est lui qui aura à souffrir de l'appauvrissement de la communauté : il paraît donc seul capable d'en réclamer la récompense. Mais en faisant la libéralité, il manifeste son intention de ne pas réclamer la récompense des primes, puisqu'elles sont l'objet de la donation. Quoi qu'il en soit, dans la suite de cette étude, nous appliquerons le système de la jurisprudence.

Que l'assurance ait été faite par le mari au profit de la femme ou par la femme en faveur du mari, les règles de perception sont les mêmes. Il est cependant un cas où elles diffèrent. C'est lorsqu'après avoir stipulé sans désignation de bénéficiaire, ou au profit d'un tiers indéterminé, le signataire de la police attribue la créance à son conjoint par une transmission ultérieure, sans l'intervention de l'assureur, notamment par un testament. Le capital assuré étant tombé dans la communauté au jour de la conclusion du contrat, il y a legs d'un bien de communauté. Si le contractant est le mari, il y a lieu d'appliquer l'article 423 du Code civil. Le legs sera donc valable pour la totalité et soumis entièrement à l'impôt. Si c'est la femme qui est donatrice, l'article 1423 serait inapplicable, car ses dispositions, fondées sur les droits particuliers qui appartiennent au mari comme chef de la communauté, ne peuvent être étendues aux légataires de la femme. Le legs sera régi par les règles relatives au legs d'une chose indivise. D'après

MM. Aubry et Rau, le legs d'un bien de communauté par la femme n'est valable que pour la moitié, soit que la chose tombe au lot des héritiers, soit qu'elle soit attribuée au mari survivant (675-676, t. VII). Le mari n'ayant droit qu'à la moitié du bénéfice de l'assurance, n'acquitterait les droits de succession que sur cette quotité.

« Lorsque, d'après le contrat de mariage, la communauté doit se partager dans des proportions inégales, le conjoint survivant, bénéficiaire de l'assurance, ne doit pas le droit de mutation sur la part à laquelle il a droit dans cette assurance en vertu de la convention de mariage. Si, par exemple, le survivant a droit, par convention matrimoniale, à l'usufruit de la part de son conjoint dans l'actif de la communauté, il ne sera réellement donataire que de la nue-propriété de la moitié de l'assurance et ne devra le droit à 3 0/0 que sur cette nue-propriété. » (DUMAINE, *Op. cit.*, n° 137.) Aucun droit ne serait exigible si le contrat de mariage attribuait tout l'émolument de communauté à l'époux survivant (Arras, 3 février 1874). En cas de renonciation à la communauté, la femme devrait acquitter le droit de mutation sur la totalité de l'assurance contractée à son profit, car elle tiendrait alors la totalité de cette assurance de la libéralité de son mari. Elle n'est pas fondée à prétendre que l'attribution lui est faite en paiement de ses reprises. Dans une affaire qui a été tranchée par le Tribunal civil de Lille le 20 décembre 1878, une femme gratifiée contestait la validité de la perception en opposant que ses reprises la rendaient créancière de son mari. Cette objection a été rejetée pour cette raison que, lors de la conclusion de l'assurance, comme la communauté subsistait

encore, il n'y avait pas encore créance de la femme sur le mari et qu'on ne pouvait prévoir si, à la dissolution de la communauté, les biens de communauté seraient insuffisants pour la remplir de ses droits. Cependant ce jugement n'est pas de nature à être érigé en décision de principe. Les droits ne seraient pas exigibles si le conjoint opposait un emploi régulier et dûment accepté avant la dissolution de la communauté. (DUMAINE., *Op. cit.*, n° 138.) Le droit ne serait pas dû non plus, nous l'avons vu, lorsque la police a été signée au profit de la femme par le mari agissant comme administrateur légal des biens de cette dernière. (Cass. 17 juin 1889).

Si une femme a contracté une assurance au profit de son mari et que les héritiers de cette femme renoncent, le mari devient le propriétaire de tous les biens de communauté ; c'est donc en qualité de propriétaire et non comme donataire de sa femme qu'il touche le capital assuré ; en conséquence il n'a pas à acquitter le droit de succession.

Toutes les fois que le conjoint voudra s'exonérer du paiement des droits, il devra faire connaître ses motifs avant la déclaration, car l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII interdit la restitution d'un droit régulièrement perçu. La Cour de Cassation juge que les perceptions sont régulières lorsqu'il a été fait une exacte application des tarifs aux actes produits et aux déclarations des redevables. (Cass. 7 avril 1840-10 juillet 1860.)

Il va de soi que l'époux bénéficiaire renonçant au bénéfice de l'assurance ne devrait pas le droit de mutation par décès, à condition que la renonciation soit antérieure à la perception. « Le Tribunal de Château-Thierry a jugé, le

27 novembre 1885, que le droit de mutation par décès entre époux n'était pas exigible dans une espèce où l'assurance ayant été contractée au profit de la femme et des enfants, la veuve avait manifesté son intention de ne pas profiter de la libéralité, tant dans la déclaration faite au bureau de l'Enregistrement que dans la quittance donnée à la Compagnie et dans l'acquisition d'obligations de chemins de fer faite avec le produit de l'assurance, obligations immatriculées conjointement et indivisément au nom de la veuve et de son enfant mineur. » (DUMAINE, n° 139).

Par un jugement du 23 décembre 1887, le Tribunal de Melun a décidé que la renonciation serait tardive si elle se produit après la perception du capital assuré.

Il se peut que, dans le partage d'une communauté, la moitié du capital assuré dépendant de la succession ait été attribuée aux héritiers, alors pourtant que la police indique l'époux survivant comme bénéficiaire unique. Cette circonstance ne fait point obstacle à l'exigibilité des droits de mutation. L'article 6 de la loi du 21 juin 1875 est formel, il n'édicte qu'une seule exception en faveur des droits de communauté; tout arrangement intervenu entre l'époux survivant et les héritiers importe peu. C'est ce que le Tribunal de la Seine a décidé par un jugement du 28 octobre. 1887 : « Attendu que la réserve des droits de communauté contenue dans l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 fait seule exception à la règle établie par ce même article et que les conventions ou arrangements intervenus entre l'époux survivant et les héritiers ne sauraient en empêcher l'application. » (DUMAINE, p. 140).

Il faut prévoir aussi le prédécès de l'époux bénéficiaire,

entraînant la caducité de la libéralité dont il a été gratifié et faisant tomber dans la communauté le contrat d'assurance. Dans ce cas, quelle valeur devra être comprise à l'actif de communauté ? C'est la valeur de rachat, ainsi que nous l'avons établi plus haut.

Assurance contractée au profit du conjoint et des enfants

Il est employé pour la conclusion de ces contrats des formules diverses ne faisant pas toujours connaître avec une précision parfaite les bénéficiaires de l'assurance ou la proportion dans laquelle chacun d'eux est fondé à revendiquer le capital. Envisageons quelques combinaisons.

A. *Assurance contractée par le mari au profit de sa femme et de ses enfants.* — On peut présumer que le mari a entendu appeler sa femme et ses enfants au bénéfice de l'assurance dans les mêmes proportions qu'au partage de la communauté, c'est-à-dire pour moitié à la veuve comme commune en biens et pour l'autre moitié aux enfants comme héritiers (Nancy, 20 mai 1891, *R. P.*, 7662). Cette dernière moitié est seule passible du droit de mutation par décès aux taux de 1 p. 0/0. On enseigne aussi que par cette désignation la femme acquiert une part égale à celle des enfants. Nous pensons que cette dernière solution doit être adoptée lorsqu'il n'existe pas de communauté et que la femme ne peut prétendre au bénéfice de l'assurance que comme bénéficiaire.

Une assurance étant contractée dans ces termes, supposons le décès de la femme. Sa part accroîtra aux enfants ainsi devenus bénéficiaires éventuels de la totalité du capital. Mais sur quelle somme le droit de mutation par

décès sera-t-il perçu au décès du mari ? sur la moitié du capital ou sur la totalité ? Nous pensons que le capital entier sera soumis à l'impôt. On pourrait soutenir que la perception doit être restreinte à la moitié du capital assuré, sous prétexte que le capital étant tombé dans la communauté, les enfants en ont recueilli la moitié dans la succession de leur mère ; que c'est au décès de cette personne que les droits auraient dû être réclamés et que si le receveur a omis de les percevoir, il y a omission ou insuffisance de perception à rectifier, si la prescription n'est pas acquise.

Ces motifs ne seraient pas admissibles ; ils seraient contraires à l'effet attribué par la jurisprudence à la stipulation pour autrui conférant un droit direct et personnel au bénéficiaire déterminé. Le droit de la femme, surbordonné à sa survie, s'évanouit lors de son décès. Les enfants restent donc seuls bénéficiaires et, comme ils sont déterminés, ils ont acquis un droit direct et personnel au capital assuré, lequel n'a jamais appartenu à l'un des époux, en sorte qu'il n'a pu tomber dans la communauté. La femme n'a donc pu en transmettre une partie comme commune en biens. Les enfants doivent être considérés comme les ayants cause directs de leur père pour la totalité du capital assuré. Les enfants toucheront donc l'indemnité à raison du décès de l'assuré, laquelle sera passible de l'impôt de succession pour la totalité.

B. Assurance contractée par le mari au profit de sa femme pour moitié et de ses enfants pour l'autre moitié.

— Il semble que le capital assuré devrait être attribué dans les mêmes proportions que dans la combinaison précé-

dente. M. Dumaine enseigne, et nous acceptons cette manière de voir : « Toutefois, s'il était établi que le mari a eu l'intention d'attribuer à sa femme en toute hypothèse et quels que fussent les résultats de la liquidation de la communauté, une moitié de l'assurance à titre de somme fixe, et si la veuve n'avait pas droit à cette moitié comme commune en biens, elle devrait être considérée comme donataire de celui-ci pour la différence existant entre la moitié et la part inférieure qu'elle aurait eue sous cette désignation. »

En sera-t-il de même au cas de prédécès de la femme, c'est-à-dire y aura-t-il lieu à un accroissement au profit des enfants ? La question paraît comporter une réponse négative, car l'intention de l'assuré semble être de restreindre chaque bénéficiaire à la part assignée dans le contrat.

Cependant, en cette matière, la volonté de l'assuré est prépondérante et si une intention contraire résultait des termes du contrat ou des circonstances il faudrait s'y conformer.

D'ailleurs au regard de l'impôt la solution est indifférente, car que les enfants touchent le capital *jure hereditario* ou *jure proprio*, ils seront passibles dans tous les cas du droit à 1 0/0 sur la totalité du capital assuré.

Toutefois, si les enfants n'ont droit qu'à la moitié du capital en vertu de la stipulation, l'autre moitié tombe dans la communauté et, à la dissolution, la valeur de rachat doit figurer pour la moitié parmi les valeurs communes.

C. — *Assurance au profit du conjoint ou des enfants, ou encore au profit de la femme et, à défaut, des enfants.* — Avec cette combinaison, il faudrait attribuer le bénéfice de

l'assurance à la femme, parce qu'elle est désignée en première ligne.

Si une assurance a été passée par un mari en faveur de sa femme et, s'il y a prédécès de cette dernière, aux enfants nés d'une première union contractée par la femme, au décès du stipulant, décès survenu après la mort de leur mère, y a-t-il au profit de ces enfants libéralité indirecte, passible, lors du décès de l'assuré, du droit proportionnel du tarif entre étrangers et sur la totalité du capital assuré?

L'affirmative a été jugée par le Tribunal civil de Quimper le 15 avril 1890 et cette décision nous paraît exacte.

Pour soutenir le contraire, l'on avait invoqué que les enfants avaient recueilli la moitié du capital assuré dans la succession de leur mère. Ces motifs ne sont pas probants.

Bénéficiaires déterminés, les enfants ont acquis immédiatement un droit direct et personnel au capital assuré, droit exclusif de celui de leur mère dont la vocation était subordonnée à sa survie. Celle-ci n'ayant jamais eu aucun droit au capital assuré, ce capital n'a pu tomber dans la communauté. Les enfants du premier lit appelés, à défaut de leur mère, à recueillir le bénéfice de l'assurance contractée par le mari doivent être considérés comme les ayants cause directs de ce dernier pour la totalité du capital assuré.

Lorsque le mari contracte une assurance au profit de sa femme pour l'usufruit et des enfants pour la nue-propriété, la veuve prend la moitié de l'assurance comme commune en biens et a droit à l'usufruit de l'autre moitié comme donataire. L'impôt est perçu à 30/0 sur la valeur de l'usufruit dépendant de la succession et à 10/0 sur la nue-propriété du capital soumis à l'usufruit.

Reprises

Lorsque les biens de la communauté ne suffisent pas pour désintéresser les époux du montant de leurs reprises, la part que l'époux bénéficiaire prélève, soit à titre de commun en biens, soit à titre de bénéficiaire, se trouve modifiée.

L'Administration a tracé pour la liquidation du droit les règles suivantes dans une solution du 4 avril 1888 (*R. P.* 5.018-13) : « Il semble y avoir lieu de faire une distinction, suivant laquelle le capital assuré devrait rester en dehors du prélèvement, lorsque les valeurs existant dans la communauté, au jour de sa dissolution, suffiraient à l'exercice des reprises des deux époux. Cette interprétation se trouve, en effet, en harmonie avec l'intention qui préside habituellement à la formation du contrat d'assurance, et qui est de la part de l'assuré, de gratifier dans la mesure la plus large une personne dont il tient à assurer l'avenir. Ce serait donc aller contre sa volonté présumée, si elle ne s'est manifestée en sens contraire, que de soumettre sans nécessité le bénéfice de l'assurance à des prélèvements ou à des imputations qui pourraient avoir pour effet de restreindre la libéralité que l'assuré a voulu faire. »

Dans cette hypothèse donc, il faut attribuer intégralement la valeur dont il s'agit à l'époux survivant, une moitié à titre de libéralité et l'autre moitié à titre de gain de communauté.

Mais, lorsque les biens autre que le capital assuré et trouvés dans la communauté, lors du décès du prémourant

des époux, présentent une valeur inférieure à celle des reprises, on peut, ce semble, admettre que l'excédent des reprises se trouve représenté, jusqu'à due concurrence, par la somme que les époux ont acquise de la Compagnie d'assurance. Cette solution paraît se concilier avec l'intention probable des époux, et spécialement avec celle du mari, lequel, lorsqu'il stipule dans l'intérêt de sa femme, n'entend vraisemblablement pas rester, le cas échéant, débiteur des reprises de celle-ci sur ses biens propres, après lui avoir fait, au moyen de l'assurance, un avantage qui peut être plus que suffisant pour la désintéresser.

Ainsi, d'après l'Administration, il y a lieu, pour le prélèvement des reprises, de les imputer d'abord sur les valeurs communes autres que l'assurance. L'époux donataire n'est pas soumis au droit de mutation par décès sur la part qu'il prend comme commun en biens. Cette part variera selon que les reprises de l'un ou de l'autre atteindront le capital assuré.

Nous empruntons à M. Maguéro (*Traité alph.*, n° 199, n° 3, SUCCESSIONS) deux exemples de liquidation dans le cas où les reprises sont supérieures à l'actif ordinaire de la communauté:

1^{er} EXEMPLE

Assurance par le mari au profit de la femme.	100.000 fr.
Actif de communauté autre que le capital assuré.	200.000
Total	300.000 fr.
Reprises de la femme.	250.000 fr.
Reprises de la succession du mari.	50.000
Boni de communauté. . .	Néant

La veuve prélèvera ses reprises d'abord sur l'actif ordinaire de communauté, puis sur le capital assuré. Le reliquat de l'assurance, soit 50.000 fr., reviendrait au mari à raison de ses reprises. Mais, comme en vertu de la stipulation insérée à son profit dans la police, la veuve a droit à l'intégralité du capital assuré, c'est ce reliquat qui doit être considéré comme ayant été donné par le mari et qui doit supporter, en conséquence, le droit de mutation par décès entre époux.

2^e EXEMPLE

Assurance par le mari au profit de sa femme.	100.000 fr.	
Actif ordinaire de communauté.	200.000	
Total.	300.000 fr.	
Reprises de la femme. 50.000 fr.		
Reprises du mari décédé. 200.000	250.000	
Boni de communauté.	50.000 fr.	
Dont moitié à chaque époux.	25.000 fr.	

La veuve prélèvera des reprises sur les valeurs communes autres que le montant de l'assurance. Le surplus de ces valeurs, soit 150.000 fr. étant insuffisant pour couvrir les reprises du mari décédé, ses héritiers seraient en droit de prélever le complément, soit 50.000 fr. sur le capital assuré. Mais le bénéfice total de l'assurance appartenant à la veuve, en vertu de la stipulation faite à son profit, cette somme de 50.000 fr., ainsi que la moitié du boni de communauté représenté par le reliquat de l'assurance, soit 25.000 fr. forment la somme totale (75.000 fr.) que le mari est censé avoir donnée à sa femme et qui est, dès lors, passible du droit de succession au taux applicable

à l'époux survivant. (En ce sens, Nancy, 20 mai 1891. — *Rép. pér.* 7.662).

Rapport et réduction

Depuis que, par un arrêt du 29 juin 1896, la Cour de Cassation a décidé que le capital assuré ne saurait entrer en compte ni pour le rapport ni pour le calcul de la réserve, il n'y a plus lieu de rechercher pour la liquidation du droit de mutation par décès, si la libéralité dépasse la quotité disponible. Le capital assuré sera toujours recueilli entièrement par le bénéficiaire et soumis pour la totalité à l'impôt de succession. Il n'y aurait d'exception qu'au cas très rare où les primes, ayant entamé la réserve, seraient sujettes à réduction.

Usufruit légal du conjoint survivant

L'article 767 du Code civil, modifié par la loi du 9 mars 1891, accorde à l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé, un droit d'usufruit dont la quotité varie dans les proportions indiquées par la loi.

Lorsque l'époux prédécédé aura contracté une assurance au profit d'un tiers, cet usufruit s'exercera-t-il sur le capital assuré ? La réponse est indiquée par cet alinéa de l'article 767 : « L'époux survivant ne pourra exercer son droit que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé ni par acte entre vifs ni par acte testamentaire. » Le bénéficiaire, est-il déterminé, l'époux survivant n'aura pas droit à l'usufruit sur le capital assuré, car le bénéficiaire étant devenu créancier direct et personnel du bénéfice de l'assurance en vertu de la libéralité de l'assuré, le capital n'a jamais fait

partie de son patrimoine. Le bénéficiaire est-il indéterminé? En ce cas le capital assuré figure à l'actif successoral du défunt et sera soumis à l'usufruit légal comme les autres biens.

D'après l'article 767, le calcul de l'usufruit de l'époux survivant s'opère sur une masse formée de tous les biens existant au décès du *de cujus*, auxquels sont réunis fictivement ceux dont il a disposé soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire au profit de successibles, sans dispense de rapport. Le capital assuré devra-t-il être compris dans cette masse? Si le bénéficiaire est indéterminé le capital entier fait partie de la succession de l'assuré et entre dans la masse. *Quid* en présence d'un bénéficiaire déterminé successible? Le capital entier sera-t-il rapportable à la masse? La négative paraît résulter de l'arrêt de la Cour de Cassation du 29 juin 1896, d'après lequel la libéralité ne se compose que des primes; les primes étant la seule chose dont l'assuré ait disposé, devront seules entrer dans la masse successorale. Et encore faudrait-il pour décider ainsi que les primes, ayant été prises sur le capital ou étant disproportionnées avec les revenus de l'assuré, fussent sujettes à rapport.

L'article 767 ajoute: L'époux survivant cessera d'exercer son droit dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la présente loi lui attribue, et si ce montant était inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit.

Ainsi l'époux survivant doit imputer sur son usufruit légal toutes les libéralités qu'il a reçues du défunt. Si elles

sont égales à l'usufruit que la loi lui attribue, l'époux perd tout droit de succession *ab intestat*; dans le cas contraire, il ne peut réclamer que la différence entre ce qu'il a reçu par les dispositions du *de cujus* et ce à quoi il a droit d'après la loi. Ces dispositions paraissent applicables lorsque l'époux survivant est bénéficiaire d'une assurance sur la vie contractée à son profit par son conjoint prédécédé. Il doit imputer la libéralité sur son usufruit légal. L'Administration l'a reconnu par une solution du 5 juin 1897 (*Rev. Enreg.*, MAGUÉRO, n° 1801). Mais sur quoi portera l'imputation? Sur le capital assuré ou sur les primes? Il semble que ce sera seulement sur les primes, parce qu'elles forment la seule valeur dont l'époux survivant ait été gratifié, et aussi parce que le capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine de l'époux prédécédé (Cass. 29 juin 1896). Il faut même aller plus loin et admettre que l'imputation devrait être limitée à la moitié des primes si les époux étaient communs en biens et, en cas de prédécès du mari, si la femme acceptait la communauté.

SECTION IV

Assurance contractée par les deux époux au profit du survivant

L'assurance contractée par deux époux mariés sous un régime exclusif de communauté au profit du survivant, moyennant une prime payée en commun, présente les mêmes caractères que l'assurance contractée entre personnes étrangères; ce contrat est un pacte commutatif à titre onéreux qui ne saurait donner lieu au droit de mutation par décès (*Sol.*, 21 avril 1879, 5490. *Rép. pér.*).

Au cas où le prix de l'assurance ne serait payé que par l'un des époux ou lorsque l'assurance aurait été faite par deux contrats séparés, les solutions seraient celles données au sujet de l'assurance contractée par deux étrangers au profit du survivant.

Lorsque l'assurance a été souscrite par deux époux communs en biens au profit du survivant, le contrat renferme un pacte aléatoire à titre onéreux. Chaque époux acquiert, au jour du contrat, en vertu de sa propre stipulation, un droit égal au capital assuré, droit éventuel, soumis en même temps à la condition suspensive de sa propre survie et à la condition résolutoire du prédécès de son conjoint (Cass. 28 mars 1877, *D. P.*, 77, 1241; Douai 2 février 1876, 4323, *R. p.*). L'aléa consiste en ce que chaque époux risque à la fois de recueillir le capital entier s'il survit et de n'y pouvoir rien prétendre s'il prédécède. La convention répond bien à la définition donnée du contrat aléatoire par l'article 1104 du Code civil; il y a bien chance de gain ou de perte pour chacune des parties; d'après un événement incertain. Le contrat est à titre onéreux, car chacun des époux fournit quelque chose, et aussi parce que la chance de survie est pour l'un comme pour l'autre. On ne trouve pas les éléments d'une libéralité: chacun ne consent à abandonner sa part que contre celle de l'autre, donnant, donnant. Il y a sacrifice de part et d'autre, donc pas donation. A l'époque du contrat chaque époux était vraisemblablement animé d'une certaine sollicitude à l'égard de son conjoint, mais il avait principalement en vue son intérêt personnel, si au regard des deux époux l'opération se décompose en deux donations, on doit pouvoir

distinguer deux objets donnés. Or, quel que soit le survivant, il recueillera le même objet, c'est-à-dire le capital assuré, qui n'est pas plus pris dans le patrimoine du conjoint prédécédé que dans celui du conjoint survivant. Il y a de part et d'autre une stipulation intéressée présentant une analogie complète avec le cas d'une rente viagère constituée contre l'aliénation de biens communs sur la tête de deux époux communs en biens et réversible sur la tête du survivant. « Le survivant acquiert la part du prémourant sans qu'il se mêle à son acquisition aucune idée de libéralité. Les règles sur la donation, leur réduction ou leur révocation, restent donc complètement inapplicables » (P. PONT, *Petits contrats*, n° 698). Par un arrêt du 15 mai 1866 (S. 66. 1. 304) la Cour de Cassation a décidé que la réversion au profit du survivant de la rente acquise des deniers communs ne procède pas d'une libéralité entre époux. La décision doit être la même pour l'assurance contractée par deux époux au profit du survivant.

D'après l'article 1401 du Code civil tous les biens acquis en commun par les époux forment des biens de communauté. Il semble, par suite, que l'époux survivant ne devrait avoir droit à la totalité de l'assurance que par l'effet du partage. Mais la jurisprudence décide le contraire en matière de rente viagère. Elle se fonde sur l'article 1437 du Code civil, d'après lequel « toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense ». On soutient que de cet article résulte implicitement pour les époux la faculté d'utiliser à leur profit personnel les ressources de l'Asso-

ciation conjugale, pourvu qu'ils indemnisent la communauté.

Faisant application de cette manière de voir au contrat d'assurance sur la vie, nous pensons que le survivant aura un droit exclusif au capital assuré, à charge de faire récompense des primes. Cette décision concorde bien avec l'intention des époux d'attribuer l'indemnité entière au survivant. Toutefois, pendant le mariage, la créance contre l'assureur est une valeur commune. Jusqu'à la mort de l'un des époux, le contrat ne produit d'effet immédiat à l'égard d'aucun d'eux : l'événement du décès seul détermine le vrai propriétaire, qui ne reçoit ainsi rien de son conjoint et tient ses droits du contrat d'assurance. Mais au décès du prémourant, le survivant devient propriétaire exclusif de l'indemnité avec effet rétroactif au jour de l'acquisition. « Aussitôt que le décès d'un des conjoints s'est produit, la condition, à l'événement de laquelle était subordonnée l'acquisition du survivant, a pour résultat d'investir ce dernier de la propriété personnelle de l'assurance, comme s'il l'avait possédée depuis la souscription de la police. Le capital assuré cesse donc d'appartenir à la communauté. Le survivant se trouve, par le décès de l'autre conjoint, investi du droit personnel et exclusif de l'assurance. » (C. Douai, 2 février 1876, 4323. *R. P.* — Cass. 28 mars 1877. — Meaux, 8 mars 1877. — *Sol.* 1^{er} août 1874 et 11 avril 1877. — GARNIER, *Rép. G.*, SUCCESSIONS n^o 738).

L'époux survivant, recueillant seul le capital assuré, en vertu d'un contrat à titre onéreux, il n'est dû aucun droit de mutation pour décès.

Mais le survivant doit récompense à la communauté des sommes déboursées pour lui, car il tire un profit personnel des biens de la communauté. Le principe de la récompense a prévalu au sujet des réversions de rentes constituées avec des biens communs, il en doit être de même pour les assurances sur la vie. La Cour de Cassation a jugé, par un arrêt du 30 décembre 1873 (S. 74-1-130) « qu'une veuve appelée par la clause de réversion (insérée dans la vente d'un immeuble commun) à profiter seule de la totalité de la rente constituée avec bien tiré de la communauté devait, aux termes de l'article 1437 du Code civil, récompense à la masse de la valeur dont elle bénéficiait. Par un autre arrêt du 24 janvier 1894 (D. 94.1.337) la Cour de Cassation persiste à considérer que, « par application de l'article 1437 du Code civil, l'époux survivant qui, à la dissolution de la communauté, profite d'une rente viagère acquise avec les deniers de la communauté et stipulée réversible sur la tête du survivant, doit récompense à la communauté pour l'avantage personnel qu'il en retire ». L'Administration décide aussi que l'époux survivant doit récompense des primes à la communauté (*Sol.*, 28 février 1878. J. E. 20943. — *Sol.*, 18 mars 1882, *R. P.* 5934). Dans une affaire civile, le Tribunal de Meaux (*R. P.*, 5018-2), a jugé que le capital assuré ne tombe pas dans la communauté, mais appartient à l'époux survivant à titre de propre sauf la récompense des primes. Même décision, au sujet des primes, par le Tribunal de Clermont (Oise) le 16 mai 1879 (*R. P.*, 5417). Le survivant devra donc indemniser la communauté des primes déboursées par elle et cette récompense qui ne pourra jamais excéder le capital payé par la

Compagnie sera comprise comme valeur commune dans la déclaration de la succession de l'époux prédécédé (*Sol.*, 28 février 1878). L'époux survivant pourrait avoir été affranchi de toute récompense par son conjoint prédécédé (Cass. 24 janvier 1894; S. 94-1-288). En pareil cas, la clause qui affranchit l'époux survivant de l'obligation d'une récompense a le caractère d'une donation réciproque entre époux (C. Paris, 14 février 1867; *R. P.*, 2.704; S. 67-2-359) qui serait passible du droit fixe de 7,50 en cas de présentation de la police à la formalité; et le droit de mutation par décès devient exigible.

Si l'assurance contractée par deux époux au profit du survivant apparaît en général comme un pacte aléatoire et à titre onéreux, il peut cependant se faire que chaque époux ait eu l'intention de gratifier l'autre. Il y a là une appréciation à faire par les juges du fond, d'après les termes du contrat (Cass. 28 mars 1877; *D. P.* 77-1-241). Lorsque le droit du survivant procédera d'une libéralité le droit de mutation par décès sera exigible sur le bénéfice de l'assurance.

Que décider si la femme survivante renonce à la communauté?

La femme aura droit quand même au capital assuré. La clause de réversibilité, ainsi que l'explique M. Paul Pont (*Petits contrats*, 1-702), implique une libéralité du mari décédé à la femme survivante. « L'attribution du capital assuré à la survivante n'est point assujettie à la condition qu'elle acceptera la communauté, et, du moment que les termes du contrat ne le disent point, un tel contrat, par son objet tout de prévoyance, peut indistinctement être

exécuté vis-à-vis de la femme, soit qu'elle accepte la communauté, soit qu'elle y renonce. » (C. Douai, 2 février 1876, *R. P.* 4323, confirmé en cass. le 28 mars 1877).

« Mais la nature de l'attribution se transforme alors. Au lieu de procéder d'un contrat aléatoire à titre onéreux, elle implique une libéralité de la part du mari. La femme est censée recevoir le capital assuré en exécution d'une donation du prédécédé. Il y a lieu, dès lors, d'appliquer à cette hypothèse les principes exposés au sujet des assurances ordinaires contractées par le mari au profit de la femme ». (GARNIER, *Rép. G.*, n° 738). La femme sera donc assujettie à l'impôt sur l'intégralité du capital assuré.

Le Tribunal de Clermont (Oise) a rendu un jugement contraire à cette solution (16 mai 1879, 5417, *R. P.*) ; il décide que, malgré la renonciation de la femme, le contrat restant à titre onéreux, la femme est dispensée de l'impôt. Cette décision ne nous paraît pas exacte. La femme renonçante est censée n'avoir jamais déboursé aucune fraction de la prime, puisque celle-ci a été payée par la communauté ou mieux par le mari.

Pour que l'assurance contractée par les époux au profit du survivant ait le caractère d'un contrat aléatoire et à titre onéreux, il faut que les deux époux aient stipulé par le même contrat. Si les époux ont contracté par des polices distinctes, le bénéficiaire doit le droit de mutation par décès sur le capital par lui recueilli. La raison en est que chaque police est complètement distincte de l'autre, et « que la validité de l'une est indépendante de la péremption de l'autre » (Sol. 11 avril 1879. *J. E.* n° 21-032 ; Tribunal Charleville, 29 août 1879. *J. E.* 21-156).

M. Maguéro enseigne (*Traité Alph.*, SUCCESSIONS, n° 208) que cette solution ne doit pas être absolue, et que « le montant de l'assurance devrait être affranchi de l'impôt si les stipulations des deux époux en faveur du survivant, quoique ayant donné lieu à la rédaction de deux contrats, devaient être considérées comme formant dans leur ensemble une convention unique exclusive de toute idée de libéralité ». Tout en admettant qu'il y a place pour l'interprétation des Tribunaux, nous pensons que la présomption de libéralité devrait être écartée moins volontiers qu'en cas d'assurance mutuelle entre étrangers. La libéralité se présume plus facilement entre époux qu'entre personnes étrangères.

Il peut se faire que l'un des époux ait contracté une assurance à son profit sur la tête de l'autre. On admet qu'il tient le capital directement de sa stipulation. En conséquence au décès de son conjoint, il ne doit pas être assujéti au droit de mutation par décès. Mais il sera tenu à indemniser la communauté des primes avancées pour lui. (1437 C. civ.).

CHAPITRE VI

Assurances contractées par des étrangers avec des Compagnies françaises. — Assurances contractées avec des Compagnies étrangères par des Français ou par des étrangers ayant un domicile de fait en France.

SECTION I

Assurances contractées par des étrangers avec des Compagnies françaises

En principe, tous les biens mobiliers français, corporels ou incorporels, faisant partie d'une succession, sont soumis à l'impôt de mutation par décès, quel que soit le lieu de l'ouverture de la succession, quelle que soit la nationalité du défunt ou des héritiers.

La nationalité des biens dépend de leur situation matérielle. Nulle difficulté pour les biens corporels, qui sont français quand ils ont leur assiette matérielle en France. Mais certains biens n'ont pas de situation matérielle à raison de leur nature, ce sont les valeurs mobilières, auxquelles il a fallu établir une situation fictive. D'après le système qui a prévalu tant en doctrine qu'en jurispru-

dence, elles sont censées situées au domicile du débiteur et sont par conséquent assujetties ou non à l'impôt, suivant que ce dernier a son domicile en France ou à l'étranger. A l'appui de cette manière de voir on invoque que c'est au domicile du débiteur que le créancier devra poursuivre l'exécution de l'obligation, qu'il devra recourir aux magistrats de ce domicile pour obtenir justice et que c'est sous l'autorité des lois du même lieu qu'il exercera des poursuites (Av. Cons. d'Etat, 11 mars 1829. *Inst.* 1.282, § 6. Cass. 29 août 1887; *Sol.* 37,1 762. — 29 novembre 1858; *Sol.* 59, 1.263; *Inst.* 2.142, § 7. — *Sol.* 2 décembre 1865, *R. P.* 2.223).

Ces principes ont été posés par un avis du Conseil d'Etat du 11 février 1829 ainsi conçu :

« Considérant qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 22 frimaire an VII, le droit de mutation est établi pour toute transmission de propriété de biens meubles ou immeubles, soit entre vifs, soit par décès; que la dite loi ne fait dépendre la perception de cet impôt ni de l'état ni de la qualité des personnes entre lesquelles la transmission s'opère; qu'il suffit, pour qu'il soit exigible, que le bien transmis soit assujetti à la législation française en raison de sa situation locale ;

« Considérant que si les créances et autres biens incorporels n'ont précisément nulle part de situation matérielle, il a toujours été permis de leur assigner, pour l'application des lois, une situation fictive ;

« Considérant que la garantie des droits du créancier étranger sur le sujet français repose principalement sur la protection que leur accorde la loi française ; que tant

que l'obligation subsiste, sa matière est censée se trouver en France, au domicile du débiteur français ; que c'est, en effet, au lieu et sous l'autorité des magistrats de ce domicile que le créancier vient, en cas d'inexécution du contrat, réclamer la somme promise, exercer ses poursuites et recevoir son paiement ; que, par conséquent, c'est au dit domicile, plus que partout ailleurs, qu'il est raisonnable de fixer la situation de la créance dont il s'agit : d'où il suit, ainsi que l'ont décidé les arrêts de la Cour de Cassation des 27 juillet 1819, 16 juin et 18 novembre 1823, que la transmission qui s'opère à l'égard de la dite créance doit être assujettie au droit de mutation, quoique le titre 4 de la loi du 22 frimaire an VII ne charge spécialement aucun bureau de recevoir en pareil cas la déclaration.

« Est d'avis qu'il y a lieu de résoudre affirmativement la question de savoir si le droit de mutation par décès est dû sur les obligations souscrites en France par des sujets français au profit de sujets étrangers, lorsque ceux-ci décèdent en pays étranger, et que les dites obligations y sont payables en monnaie française. »

L'Administration soutient d'une façon générale qu'on doit considérer comme valeur française toute créance dont l'exécution est garantie par la loi française et dont le recouvrement, notamment, peut être poursuivi en France, lors même que le débiteur serait domicilié à l'étranger.

Par application de ces principes, les sommes dues par les Compagnies d'assurances françaises aux étrangers, constituent des créances ou valeurs incorporelles françaises, par suite soumises au droit de mutation par décès.

Dans une solution du 23 juillet 1883 (*Rép. pér.*, n° 6200)

l'Administration a appliqué la règle posée par l'Avis du 11 février 1829 à diverses assurances souscrites par des étrangers. L'Administration admet que la détermination de la situation des créances possédées par les étrangers sur les Compagnies françaises nécessite, le plus souvent, une appréciation des circonstances dans lesquelles l'obligation a été constituée et des faits qui sont de nature à caractériser l'intention des parties.

La solution concerne trois hypothèses pour lesquelles l'Administration a reconnu l'exigibilité de l'impôt :

1^o Le contrat a été passé au siège social ; le capital a été stipulé payable à Paris ; dans ce cas il n'y a pas à s'arrêter à la circonstance que le paiement serait effectué à l'étranger en monnaie étrangère. Ce sont là des faits extérieurs qui ne sauraient prévaloir contre les stipulations de l'acte ni servir à en caractériser la nature (Cass. 18 février 1879, *R. P.*) ;

2^o La police a été souscrite à l'étranger dans une agence de la Compagnie française par un étranger, mais en même temps elle a été signée à Paris par le représentant de la Société. Le capital est stipulé payable à Paris et les parties se sont, par la police, soumises à la juridiction du Tribunal de la Seine pour l'exécution du contrat.

« La créance ainsi constituée ne paraît pas avoir d'autre situation légale que le domicile même du débiteur. Le fait que la police a été signée par l'assuré à l'étranger n'empêche pas l'obligation de l'assureur d'avoir pris naissance à Paris » ;

3^o La police a été également souscrite dans une agence étrangère. Les primes sont stipulées payables soit au siège

social, soit au domicile des assurés, au choix de la Compagnie. Les parties ont attribué juridiction au Tribunal du ressort de l'agence à l'étranger. Mais le capital assuré doit être dans tous les cas touché à Paris.

L'Administration soutient que malgré l'attribution de juridiction au tribunal étranger, la créance n'en reste pas moins une valeur française. « La soumission de juridiction peut bien avoir pour conséquence, dit-elle, de donner au tribunal étranger le droit de faire l'interprétation du contrat et de résoudre les difficultés d'ordre personnel existant entre les parties. Elle ne peut pas déssaisir les tribunaux français des objets qui sont de leur compétence *ratione materiae*. Les tribunaux seuls auront à autoriser les mesures nécessaires pour saisir les meubles ou les immeubles du débiteur, en un mot pour assurer l'emploi des moyens matériels tendant au paiement. Il est par conséquent vrai de dire que malgré la soumission de juridiction, c'est en France, au siège social, et sous la protection des lois nationales que se trouve placée l'exécution réelle de la convention. »

Dans toutes ces hypothèses, l'indemnité demeure exigible au domicile du débiteur, en France, l'exécution de l'obligation de la Compagnie reste de la compétence des tribunaux français ; cela suffit pour constituer, au point de vue de l'impôt, la situation juridique de la créance.

Par une solution du 4 novembre 1886, l'Administration a prescrit la perception du droit de mutation par décès, alors même que le capital était stipulé payable à l'étranger. Il s'agissait d'une assurance souscrite à Genève par l'assuré et par le représentant de la Compagnie, les primes

avaient été payées à Genève, la Compagnie avait accepté la juridiction des tribunaux genevois et s'était engagée à effectuer tous les paiements à Genève. Malgré cela, l'Administration a décidé, dans cette affaire, que l'indication du lieu de paiement reste sans influence sur la nationalité de la valeur, lorsque la créance est garantie par des biens français et que le créancier, pour exercer efficacement son action contre la Compagnie, doit s'adresser aux tribunaux français, seuls compétents *ratione materiae*.

L'Administration a admis la même interprétation par une solution du 2 juillet 1889, bien que la Compagnie eut versé aux mains du gouvernement étranger le cautionnement nécessaire pour garantir l'exécution de ses engagements. « Ce cautionnement lui a paru trop peu élevé pour répondre de tous les engagements contractés dans le pays par la Compagnie ; d'où elle a conclu que les condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux étrangers ne seront exécutées efficacement qu'en France, sur les biens français de la Compagnie. » (DUMAINE, n° 156).

Enfin, par une solution du 16 août 1895 (*Revue Enreg.*, MAGUÉRO, n° 1071), l'Administration a décidé que le capital dû par une Compagnie d'assurances à un étranger au décès de celui-ci, est une valeur française qui doit acquitter en France les droits de mutation par décès.

Il s'agissait d'une assurance contractée par un Belge à la Compagnie française l'*Urbaine*, ayant son siège social à Paris. La police avait été signée à Paris par le représentant de la Compagnie et à Liège par l'assuré. D'après les conditions générales communes aux assurances contractées en France et en Belgique, les primes et le capital assuré sont

payables au siège social et les contestations sont soumises au Tribunal de la Seine ou au Tribunal de l'agence où l'assurance a été souscrite. L'Administration a confirmé sa manière de voir, en décidant que, même en admettant la compétence du Tribunal de l'agence sise à l'étranger, cette compétence serait, dans tous les cas, limitée aux difficultés relatives à l'interprétation des clauses de la police. « C'est à la loi française et à la juridiction du Tribunal de la Seine que l'assuré aurait à recourir pour obtenir l'exécution définitive du contrat puisque la Compagnie l'*Urbaine* ne possède pas en Belgique des biens suffisants pour répondre à ses engagements. »

§ 2. — *Assurances contractées avec des Compagnies étrangères par des Français ou par des étrangers ayant un domicile de fait en France.*

D'après la législation actuelle, toutes les valeurs mobilières étrangères, dépendant d'une succession régie par la loi française, sont assujetties en France aux mêmes droits de mutation par décès que les valeurs mobilières françaises.

Cela résulte de l'article 7 de la loi du 18 mai 1850 qui assujettit aux droits de mutation par décès les fonds publics et actions des Compagnies ou Sociétés d'industrie ou de finances étrangères, dépendant d'une succession régie par la loi française; de l'article 11 de la loi du 13 mai 1863 qui applique les dispositions de l'article 7 de la loi du 18 mai 1850 aux obligations des Compagnies ou Sociétés d'industrie et de finances étrangères; enfin de l'article 3 de la loi du 23 août 1871 qui étend l'article 7 de la loi du

18 mai 1850 aux « créances, parts d'intérêts, obligations des villes, établissements publics, et généralement à toutes les valeurs mobilières étrangères de quelque nature qu'elles soient. »

Les sommes dues par les Compagnies étrangères à leurs assurés sont bien des valeurs étrangères, puisque ces Compagnies débitrices sont domiciliées à l'étranger. Ces créances doivent être soumises à l'impôt de mutation par décès, conformément aux lois ci-dessus, toutes les fois qu'elles dépendent d'une succession régie par la loi française.

Une succession est régie par la loi française quand la dévolution des biens est réglée par la loi française ; d'après l'opinion dominante cette loi est celle du dernier domicile du défunt. Le législateur de 1871 paraît avoir consacré cette manière de voir en écrivant l'article 4 de la loi du 23 août 1871, ainsi conçu : « Sont assujettis aux droits de mutation par décès, les fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances et généralement toutes les valeurs mobilières étrangères de quelque nature qu'elles soient, dépendant de la succession d'un étranger domicilié en France, avec ou sans autorisation. »

Il résulte de ces dispositions que les indemnités dues par des Compagnies étrangères à des Français sont assujetties à l'impôt de mutation par décès comme valeurs mobilières étrangères dépendant d'une succession régie par la loi française. Il en serait de même, par application de la loi du 23 août 1871, article 4, des créances sur des Compagnies d'assurances étrangères faisant partie de la succes-

sion d'un étranger domicilié en France, avec ou sans autorisation. Il est à noter que le domicile prévu par l'article 4 rapporté ci-dessus est non pas le domicile légal, mais le domicile de fait.

CHAPITRE VII

Assurances en cas de vie, contre-assurance — Rente viagère

D'après l'article 6 de la loi du 21 juin 1875, pour être soumises à l'impôt de mutation par décès, les sommes dues par l'assureur doivent être exigibles à raison du décès de l'assuré. Il en résulte que le droit de mutation par décès n'est dû que lorsqu'il s'agit d'une véritable assurance en cas de décès, c'est-à-dire d'une assurance à laquelle le bénéficiaire n'a droit que par suite du décès du signataire de la police. Lorsque le paiement du capital est subordonné à la vie de l'assuré à l'époque indiquée au contrat, l'article 6 de la loi du 21 juin 1875 n'est pas applicable.

Si l'assurance en cas de vie a été faite au profit d'un tiers, si, par exemple, un père de famille a stipulé d'une Compagnie qu'elle verserait une certaine somme à son fils à sa majorité, s'il vit à cette époque, lorsque ce dernier touchera le capital, aucun impôt ne sera exigible. Le bénéficiaire tenant son droit d'une libéralité entre vifs et recevant un capital mobilier, les droits ne seront dus qu'en cas de présentation de la police à la formalité.

Par une solution du 24 août 1896 (*R. R.* Art. 8916), l'Administration a décidé que l'assurance sur la vie contractée moyennant une prime unique payée comptant, avec stipulation du versement du capital à une date déterminée (si l'un des enfants du souscripteur désigné dans la police est vivant au dit jour) entre les mains du dit souscripteur et de sa femme ou du survivant d'eux et, à défaut de l'un ou de l'autre, à l'enfant dénommé au contrat, ne donne pas lieu au droit de mutation au décès de l'assuré, ce décès n'ayant pas eu pour effet de rendre exigible le capital de l'assurance.

Le droit de mutation par décès auquel peut donner lieu un contrat d'assurance sur la vie n'est acquis au Trésor que quand le capital assuré est dû à raison du décès de l'assuré, c'est-à-dire quand ce décès est l'événement en vertu duquel le bénéficiaire de la police peut réclamer à l'assureur le paiement de la somme ou de la rente convenue. Or, dans l'espèce, la mort de l'assuré n'avait produit aucun effet relativement à l'exécution du contrat d'assurance. Après comme avant cette mort, l'exigibilité du capital assuré était demeurée subordonnée à l'existence, au jour fixé, de l'enfant désigné dans la police d'assurance. Le décès de l'assuré n'avait donc pas donné ouverture au droit de mutation.

D'autre part, le droit de l'assuré ou de sa femme était subordonné à leur existence au moment de la réalisation de la condition. Leur décès a eu pour effet de faire évanouir leur droit éventuel au capital assuré, pour rendre l'enfant, sur la tête duquel repose l'assurance, seul créancier de la Compagnie. Il en résulte que l'enfant ayant tou-

jours été propriétaire de la créance qui n'a jamais reposé sur la tête de ses parents, on ne saurait prétendre que, la condition se réalisant, une partie du capital assuré a fait partie de leur succession et par suite la soumettre à l'impôt comme bien rentré dans l'hérédité.

Cependant il est une circonstance où l'assurance en cas de vie donnerait lieu à la perception d'un droit de mutation par décès. C'est lorsque le contractant ayant stipulé à son profit sur la tête d'un tiers, vient à décéder le premier.

M. Dumaine distingue à ce sujet suivant que l'assurance a été contractée avec une Société mutuelle tontinière où avec une Compagnie non mutuelle. Au sujet de la première assurance, il s'exprime ainsi n° 159 : « Par plusieurs solutions en date des 5 juillet 1865, 27 mars et 8 juillet 1869, 20 novembre 1872 (*Dict. Enreg. Ass.* n° 243), l'Administration a décidé que les héritiers du contractant doivent évaluer le bénéfice éventuel de l'assurance mutuelle et que cette évaluation ne peut être inférieure au montant des primes payées par le décédé. Ces solutions, dont les motifs n'ont pas été publiés, trouvent facilement leur justification.

« Les conventions tontinières, autorisées ou non, ne constituent pas des Sociétés dans le sens légal du mot : tous les auteurs paraissent d'accord à ce sujet. (Sol. 24 février 1882, *J. T.*, n° 21.818). Toutefois, une mutualité d'assurances sur la vie forme une association d'une espèce particulière, reconnue par la loi et autorisée par le Gouvernement (loi du 24 juillet 1867, art. 66), à laquelle appartient la propriété des capitaux de la masse. Chaque sous-

cripteur possède donc, non pas une quote-part indivise des biens de cette masse, mais un droit mobilier incorporel, semblable à celui de l'actionnaire, en vertu duquel il participera au partage des capitaux provenant des versements du groupe dont il fait partie. Le souscripteur du contrat d'assurance possède ce droit incorporel tant que (son fils généralement) est vivant ; il le perd si l'assuré meurt avant l'époque fixée pour le partage. Dès lors, si le souscripteur vient à mourir pendant la durée de l'existence de l'assuré, il transmet à ses héritiers le droit dont il s'agit. Ce droit, bien qu'affecté d'une condition résolutoire, n'en doit pas moins supporter l'impôt des mutations par décès, conformément aux solutions précitées ; il est de principe, en effet, qu'en matière de condition résolutoire, les transmissions qui s'effectuent *pendente conditione* sont passibles de l'impôt. » (Seine, 13 avril 1867, *R. pér.* 2463).

Quid lorsque l'assuré a souscrit avec une Compagnie non mutuelle, une assurance en cas de vie, dans son intérêt, sur la tête d'un tiers ?

Les polices des assurances en cas de vie contiennent généralement les deux clauses ci-après :

ARTICLE 2. — S'il a été versé, savoir :

Moins de trois annuités de primes pour les contrats d'une durée de 11 ans et au-dessus ;

Moins de deux annuités de primes pour les contrats d'une durée de 6 à 10 ans inclus ;

Moins d'une annuité de primes pour les contrats d'une durée de 1 à 5 ans inclus ;

La police est annulée de plein droit et les versements effectués restent acquis à la Compagnie.

S'il a été acquitté, savoir :

Au moins trois annuités de primes pour les contrats d'une durée de 11 ans et au-dessus ;

Au moins deux annuités de primes pour les contrats d'une durée de 6 à 10 ans inclus ;

Au moins une annuité de prime pour les contrats d'une durée de 1 à 5 ans inclus.

La somme assurée ou la rente constituée, divisée en autant de fractions qu'il y avait d'annuités stipulées dans la police, est réduite au chiffre d'une de ces fractions multiplié par le nombre d'annuités payées.

La somme ou la rente ainsi réduite reste payable à l'époque et dans les conditions prévues par la police.

ART. 5. — Si l'assuré meurt avant l'échéance de la présente police la Compagnie n'aura rien à payer et les sommes versées lui seront acquises.

Ainsi, dans cette espèce d'assurance, après paiement d'un nombre de primes variant avec la durée du contrat, et au cas où les primes cesseraient d'être payées, le capital est réduit proportionnellement aux primes versées. Si donc à son décès le contractant a acquitté le nombre de primes nécessaire pour que cette réduction proportionnelle du capital assuré s'opère, il possède un droit à une quote-part du capital assuré, droit recueilli par ses héritiers. Ainsi, avec une assurance de 10,000 francs payable au bout de dix ans, l'assuré venant à décéder après cinq années, sera créancier d'une somme de 5,000 francs. Mais l'assuré n'acquiert qu'une créance conditionnelle, subordonnée à l'existence du tiers à l'époque fixée ; il ne devien-

dra créancier définitif que par la réalisation de la condition.

Lors donc que l'assuré vient à mourir avant l'époque fixée, ses héritiers ne recueillant qu'une créance éventuelle, ne sont pas obligés d'acquitter le droit de mutation par décès sur la part de la créance acquise par leur auteur tant que la réalisation de la condition ne les aura pas rendus définitivement créanciers.

Il est vrai que les créanciers conditionnels sont immédiatement investis d'un droit éventuel transmissible à leurs héritiers. Mais il est admis que l'obligation de déclarer les biens héréditaires et d'acquitter les droits dans les six mois du décès n'incombe aux héritiers qu'autant que la mutation qui s'effectue à leur profit est certaine et n'est soumise à aucune éventualité. Dans le cas contraire, soit que la mutation ait été subordonnée à la réalisation d'une condition suspensive, soit que la succession comprenne des biens dont l'existence dans le patrimoine du défunt est incertaine et dépend d'événements non encore accomplis au moment du décès, l'obligation ne prend naissance qu'à partir du fait juridique qui réalise définitivement la mutation. La Cour de cassation l'a ainsi décidé à plusieurs reprises et dans des circonstances diverses. (Cass., 24 août 1841; S., 41, 1, 771; 26 avril 1870; *Inst.*, 2,405, § 1^{er}; S., 70, 1, 337; 5 mars 1883; *Inst.*, 2,683, § 3; S.; 84, 1, 133; 19 juillet 1887; *Inst.*, 2,741, § 8; *J. E.*, 22,875.)

La condition vient-elle à défaillir par le décès du tiers avant l'époque indiquée, la Compagnie n'a rien à payer et les primes versées lui restent acquises : par suite, l'Admi-

nistration ne peut réclamer aucun droit de succession, puisqu'il ne s'opère aucune transmission.

Si, au contraire, le tiers étant vivant à l'époque indiquée, la Compagnie est obligée de verser le capital assuré, la part du capital acquise au décès du contractant doit être considérée comme un bien rentré dans l'hérédité. Les héritiers sont tenus d'acquitter les droits dans les six mois de l'événement qui réalise définitivement la mutation. Bien entendu, au cas où les héritiers auraient continué le paiement des primes après le décès de leur auteur, ils ne devraient l'impôt que sur la partie du capital correspondant aux primes versées par ce dernier, le surplus obtenu au moyen des primes par eux soldées leur étant acquis à titre onéreux. Si le contractant était décédé avant d'avoir payé le nombre de primes nécessaire pour qu'il y ait lieu à réduction, les héritiers ne recueillant rien, n'auraient aucun impôt à payer. Mais supposons que ces derniers, continuant l'assurance, touchent le capital? Il semble qu'en ce cas l'impôt serait exigible sur une partie du capital, proportionnelle au nombre de primes versées par leur auteur.

Contre-assurance

L'assurance sur la vie présente un grave inconvénient : c'est que le contrat ne procure aucun avantage à l'assuré qui meurt avant le terme fixé par la convention. Pour y remédier, on a recours à la contre-assurance : en retour d'une prime déterminée, l'assureur s'engage à rembourser à la personne désignée, en cas de décès de l'assuré, le montant des sommes versées; il garde la contre-assu-

rance, si l'assuré existe encore à la date indiquée par le contrat.

On a vu parfois dans cette combinaison une véritable assurance en cas de décès sur la tête d'un tiers. Cela ne paraît pas exact. La contre-assurance n'est pas une opération destinée à atténuer les conséquences immédiates du sinistre; c'est simplement une clause modifiant un contrat aléatoire.

Quel que soit le caractère de la contre-assurance en droit civil, la solution suivante paraît s'imposer au point de vue de l'impôt de succession. Si la restitution des primes est faite au contractant lui-même, il n'est dû aucun droit de mutation par décès; mais si le contractant est mort le premier et que le remboursement soit fait à ses héritiers, les primes] versées par lui seront considérées comme biens rentrés dans l'hérédité, par suite passibles du droit de mutation par décès dans les six mois du décès de l'assuré.

*Rente viagère constituée sur la tête de deux époux communs
en biens et réversible sur la tête du survivant*

Nous avons vu que l'aliénation de biens communs par deux époux moyennant une rente viagère, réversible au profit de l'époux survivant, donne lieu à la dissolution du mariage, à une récompense envers la communauté. La solution doit être la même au cas de rente viagère stipulée par des conjoints d'une Compagnie d'assurances sur la

vie, lorsque les primes sont payées avec des deniers communs et que, au décès du prémourant, la réversion de la totalité de la rente s'opère sur la tête du survivant.

Quelle doit être la récompense?

En matière de rente viagère constituée au moyen de l'aliénation de biens communs, la Cour de Cassation a décidé, le 16 décembre 1867, que la récompense devait être proportionnelle au bénéfice personnel de l'époux survivant. La Cour de Paris a jugé dans le même sens, le 26 juin 1880 (S. 80, 2,315) que « la récompense doit être fixée, d'après la valeur estimative qui sera donnée à la rente viagère, au moment du décès de la femme (prémourante) en tenant compte de l'âge du mari et de toutes les éventualités se rattachant à la durée de son existence. »

Par une solution du 6 août 1881 (*R. P.*, n° 5789) l'Administration a reconnu que la récompense doit être égale à la valeur de la rente viagère au jour de la dissolution de la communauté, à moins que la somme déboursée par la communauté pour assurer la réversion de la rente au survivant ne soit inférieure à cette valeur, auquel cas l'impôt serait dû sur la somme en question.

Les mêmes règles doivent être suivies pour la rente viagère stipulée d'une Compagnie d'assurance sur la vie. La récompense sera égale à la valeur de la rente viagère à la dissolution de la communauté ou à la somme déboursée par la communauté pour assurer la réversion, si elle est inférieure. Si donc la valeur de la rente à la dissolution de la communauté, en raison de l'âge avancé du survivant,

est inférieure à la somme déboursée, la communauté devra être indemnisée de cette valeur seule.

C'est aux parties qu'incombe le soin d'évaluer la récompense, sous le contrôle de l'Administration qui peut en vérifier l'exactitude au moyen des tarifs des Compagnies d'assurances.

CHAPITRE VIII

Droits d'Enregistrement

La police n'est pas un des actes soumis par la loi à l'enregistrement dans un délai déterminé. La formalité n'est obligatoire que dans les cas prévus par les articles 23 et 42 de la loi du 22 frimaire an VII ainsi conçus : Article 23 : « Il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement de tous autres actes que ceux mentionnés dans l'article précédent (*Transmissions immobilières*), qui seront faits sous signatures privées, ou passés en pays étranger et dans les îles et colonies françaises où l'Enregistrement n'aurait pas encore été établi, mais il ne pourra en être fait usage, soit par acte public, soit en justice, ou devant toute autre autorité constituée, qu'ils n'aient été préalablement enregistrés ». Article 42 : « Aucun notaire, huissier, greffier, secrétaire ou autre officier public, ne pourra faire ou rédiger un acte en vertu d'un acte sous signatures privées, ou passé en pays étranger, l'annexer à ses minutes, ni le recevoir en dépôt, ni en délivrer extrait, copie ou expédition, s'il n'a été préalablement enregistré, à peine de cinquante francs d'amende et de répondre personnellement du droit ».

Il a été jugé que le contrat d'assurance non enregistré ne peut pas être mentionné dans un acte notarié (Trib. Mans, 1^{er} décembre 1882; *Jour. Enreg.*, 22, 162).

Ainsi, toutes les fois qu'un notaire rédige un acte en vertu d'une police, il est obligé de la faire enregistrer.

Cependant un notaire n'encourt aucune amende pour mentionner dans un contrat de mariage, parmi les apports du futur, une police d'assurance sur la vie non enregistrée (*Sol.*, 6 août 1866; *Rép. pér.*, 2, 295). La mention a alors un caractère énonciatif qui dispense de la formalité.

L'enregistrement est obligatoire lorsque la police est mentionnée dans la procuration donnée par le bénéficiaire ou l'héritier à l'effet de toucher le capital assuré.

Il doit en être de même en cas de rédaction d'un acte d'emprunt ou de quittance en vertu d'une police d'assurance.

En cas de cession de la police, l'huissier doit faire enregistrer la police pour l'énoncer dans la signification prescrite par l'article 1690 du Code civil. De même pour la mise en demeure notifiée par huissier à l'assuré d'avoir à payer la prime échue.

Il ne s'est jamais élevé de difficulté à ce propos. Elles ne commencent que lorsqu'il s'agit de déterminer la somme sur laquelle le droit d'enregistrement doit être calculé.

L'article 69, § 2, n° 2 de la loi du 22 frimaire an VII a assujetti les actes et contrats d'assurances au droit de 0 fr. 50 0/0 sur la valeur de la prime, avec réduction de moitié en temps de guerre.

Ce droit a été porté à 1 0/0 sur la valeur de la prime,

toujours avec réduction de moitié en temps de guerre, par l'article 51 de la loi du 28 avril 1816.

Nous ne parlerons pas des controverses qui se sont élevées sur la question de savoir si les textes précités sont applicables aux assurances sur la vie. L'Administration soutient, d'accord en cela avec certains auteurs (DEMANTE, *Principes de l'Enregistrement*, n° 529; NAQUET, *Traité des droits d'Enregistrement*, n° 688) que la portée de l'article 69 est générale et s'applique à tous les contrats par lesquels les assurés, en retour d'une prime payable, soit comptant, soit à terme, font garantir leurs maisons, bâtiments, effets mobiliers ou autres biens, des risques de l'incendie, de la grêle ou tous autres dangers. (*Int.*, 983, § 2, *Sir.*, 14 novembre 1873, *J. E.*, 19, 371).

Nous admettons donc que les assurances sur la vie sont soumises aux dispositions précitées.

Lorsqu'elle est faite en faveur d'un tiers déterminé l'assurance sur la vie constitue une stipulation pour autrui : elle contient donc une double stipulation. L'une à titre onéreux entre la Compagnie et le souscripteur de la police et par laquelle ce dernier s'engage à payer la prime ; l'autre, en faveur du bénéficiaire, contrat de bienfaisance, soumis à l'événement du décès du donateur. Ce sont deux dispositions indépendantes, assujetties chacune à un droit particulier par application de l'article 11 de la loi du 22 frimaire an VII ainsi conçu : « Lorsque dans un acte quelconque, soit civil, soit judiciaire ou extrajudiciaire, il y a plusieurs dispositions indépendantes ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres ; il est dû, pour chacune d'elles, un droit particulier ».

La première de ces dispositions de la police est soumise au droit de 1 0/0 sur la valeur de la prime, la deuxième au droit fixe.

Le contrat d'assurance est soumis au droit de 1 0/0 sur la valeur de la prime, dit la loi. Mais sur quel nombre de primes le droit doit-il être calculé? En principe il doit être liquidé sur le montant cumulé de toutes les primes à payer pendant la durée du contrat. Mais, dans l'application, les difficultés ne font pas défaut.

Quand l'assuré verse une prime unique, il est évident que le droit à 1 0/0 est dû sur le montant de cette prime.

De même il est sans difficulté que si le contrat est expiré, ou si l'assuré a demandé la réduction, le droit est assis sur le nombre des primes payées, puisqu'on le connaît.

Mais quand on présente à la formalité un contrat d'assurance en cours, pour la vie entière, à primes viagères, quelle sera la somme soumise à l'impôt? Le nombre des primes est inconnu, puisqu'elles sont payables jusqu'au décès de l'assuré, événement incertain. La règle d'après laquelle les dispositions en matière fiscale ne peuvent être étendues d'un cas à un autre par voie d'analogie, interdit de penser à appliquer l'article 14, n° 9, de la loi du 22 frimaire an VII, qui, pour les baux à vie, les rentes ou les pensions viagères, fait porter le droit sur un capital formé en multipliant par dix la rente viagère ou la pension. On se trouve donc en présence d'un contrat soumis au droit proportionnel dont les sommes ou valeurs sont indéterminées et auquel on ne peut qu'appliquer l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

« Si les sommes ou valeurs ne sont pas déterminées

dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, les parties seront tenues d'y suppléer, avant l'enregistrement, par une déclaration estimative certifiée et signée au pied de l'acte. » L'Administration en a décidé ainsi par une solution du 14 novembre 1878 ainsi conçue :

« Le droit n'aurait dû être liquidé que sur le montant cumulé de la prime qui doit être payée par le sieur B... en vertu du contrat, pendant toute la durée de sa vie. Cette durée étant incertaine et la valeur de la prime en capital n'étant pas déterminée par la loi fiscale, comme pour les baux à vie et pour les rentes ou pensions viagères (dont la valeur imposable est fixée à dix fois le loyer, la rente ou la pension), la seule base légale pour l'assiette du droit est la déclaration estimative que les parties doivent faire en exécution de l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

« Il y a lieu de faire rectifier la perception en conséquence, mais de prendre des mesures pour que le droit dû sur le montant intégral des primes annuelles qui seront payées successivement par le sieur B... soit réclamé, s'il vient à être prouvé que ces primes s'élèvent à une somme supérieure à celle qui aura été déclarée. » (*Journal Enreg.*, 19, 370).

L'évaluation ne saurait être inférieure au nombre de primes payées au moment de la formalité. Il résulte de la solution précitée que la perception est provisoire et qu'un complément de droit pourrait être réclamé si l'Administration avait la preuve que le total des primes payées est supérieur à celui qui a été déclaré.

Ce complément de droit serait exigible malgré l'extinc-

tion de la dette en garantie de laquelle la police aurait été cédée et lors même que plus de deux ans se seraient écoulés depuis l'enregistrement. (*Sol.*, 16 juillet 1885 et 17 mai 1892.)

Le système de l'évaluation a été vivement combattu. On s'est d'abord demandé comment une estimation est possible, puisque la date du versement de l'indemnité est inconnue. C'est justement cette incertitude qui commande l'évaluation. On indiquera un nombre de primes égal à la durée probable de la vie de l'assuré, calcul assez facile avec les tables des Compagnies.

M. Béchade a contesté aussi l'évaluation, n'admettant la perception du droit proportionnel que sur la prime de l'année et l'exigibilité d'un droit fixe de 3 francs sur la promesse d'assurer. (*Op. cit.*, n° 119 et suiv.).

Il objecte encore que la prétention de l'Administration est inconciliable avec cette idée essentielle que tout contrat d'assurance est annuel. « Dès lors qu'il n'y a pas obligation de somme, dit-il, la perception s'attache exclusivement à l'opération tarifée : la vente du risque ; elle ne saurait porter que sur le prix convenu, la prime. Or cette prime est bien le prix réel puisque l'assurance n'est jamais conclue que pour un an..... L'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII qui vise la déclaration estimative n'est applicable qu'à défaut de détermination des sommes ou valeurs relatées dans l'acte sujet au droit proportionnel ; mais dans la police qui ne constate que l'assurance d'un an, rien n'est indéterminé. Le montant de la prime est le véritable prix de l'assurance et lui seul doit servir à la liquidation. »

Limitier la perception à la prime annuelle, parce que le contrat est annuel, est, à notre avis, tirer une conséquence inexacte de ce caractère du contrat. L'assurance, contrat annuel, cela doit s'entendre en ce sens que l'assuré est toujours libre d'y renoncer. Mais il n'en résulte pas que la convention des parties ne s'applique qu'à l'année correspondant au versement de la prime. Quand il a contracté, l'assuré a stipulé pour l'avenir. Il lui est loisible de poursuivre le contrat tant qu'il consentira à payer la prime. C'est ce contrat destiné à durer dans l'intention des parties qu'on a à tarifier. La police, loin de ne constater que l'assurance d'un an est le titre du contrat d'assurance destiné à se perpétuer pendant un temps indéterminé. C'est sur le prix de ce contrat que le droit doit être perçu, mais ce prix est indéterminé. Il se compose de la totalité des primes à recevoir par la Compagnie; comme le nombre en est inconnu au moment de l'enregistrement, force est bien de l'évaluer. On rentre donc bien dans le cas prévu par l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII, d'un acte soumis au droit proportionnel dont les sommes et valeurs sont indéterminées.

La même règle est-elle applicable à l'assurance mixte? L'Administration a décidé que dans cette espèce d'assurance, le droit devait être liquidé sur la prime annuelle multipliée par la durée du contrat, à l'exclusion de toute déclaration estimative. (*Sol.* juillet 1875, janvier 1878, mai 1879, 18 décembre 1888). Pour refuser la déclaration estimative, l'Administration soutient que le contrat d'assurance constitue un engagement ferme portant sur la période entière fixée par la police, que, par suite, la valeur

imposable est déterminée. Elle pense qu'il y a un contrat synallagmatique dont l'effet est actuel et immédiat, et que la faculté pour l'assuré de résilier le contrat chaque année, en cessant de payer les primes, n'opère que comme une condition résolutoire qui n'empêche pas la formation du contrat pour toute la durée de l'assurance.

Cette manière de voir est en opposition avec la jurisprudence la plus récente. (Belley, 2 mai 1894. *Rép., pér.* 8451. — Blois, 9 mars 1898. *Rev. Enr.* 1742). Le Tribunal de Blois a jugé, par la décision précitée, que le droit de 1 0/0 doit être liquidé sur la valeur estimative des primes payées et à payer d'après la déclaration des parties et non sur le montant de la prime annuelle multipliée par la durée maximum du contrat.

Le mode de perception admis par la jurisprudence nous paraît seul exact. A notre avis le capital soumis au droit est seulement, dans l'assurance mixte comme dans l'assurance à vie entière, le montant des primes qui sont ou seront effectivement payées par l'assureur. L'engagement pris par l'assuré de payer les primes, soit pendant sa vie, soit pendant un temps fixe, n'est pas un engagement ferme, puisqu'il peut toujours cesser ses paiements sans que l'assureur ait contre lui une action quelconque pour l'obliger à ce paiement. A ce point de vue, il n'y a de différence entre l'assurance à vie entière et l'assurance mixte qu'en ce que dans la première les primes sont versées pendant la vie entière tandis que dans la seconde ce versement est limité à un nombre maximum d'années. Mais dans les deux sortes d'assurances, le nombre des primes

à verser est inconnu et peut être réduit à quelques-unes seulement, si l'assuré vient à décéder.

D'ailleurs la perception n'est que provisoire et l'Administration a le droit de réclamer les droits sur la totalité des primes payées.

En matière d'assurance contractée pour une durée fixe, avec faculté de résilier la police à époque déterminée, au gré des deux parties, l'Administration enseigne que le droit doit être liquidé sur la totalité des primes stipulées, sans qu'elle ait à se préoccuper de ce que la police est déclarée résiliable, car ce n'est là qu'une condition résolutoire qui n'empêche pas la formation du contrat pour toute la durée de l'assurance (*Sol.*, 18 décembre 1888). Nous pensons, pour les motifs exposés plus haut, que le droit ne serait dû que sur la déclaration estimative des parties.

Mais la résiliation de la police ne saurait motiver la restitution du droit perçu sur l'ensemble des primes pour la période postérieure à la résiliation. (*Sol.*, 14 février 1896. *Rép. Pér.*, 8752).

Le droit de 1 0/0 est dû sur la valeur de la prime, mais sur cette valeur seulement. Il en résulte que si, par la participation aux bénéfices, la somme effectivement versée à titre de prime se trouve réduite, il faut tenir compte de cette réduction pour la perception.

L'Administration reconnaît que le droit de 1 0/0 dû lors de l'enregistrement d'une police d'assurance sur la vie, sur le chiffre total des primes, ne doit être calculée que sur le montant net des primes, c'est-à-dire déduction faite, le cas échéant, de la prime remboursée à titre de partici-

pation dans les bénéfices. (*Sol.*, 23 février 1864 et décembre 1884. *Sol.*, 21 septembre 1896; *Revue Enreg.*, 1599.)

« Il est de principe, porte la solution du 21 septembre 1896, que le droit de 1 0/0 auquel l'article 51-2^o de la loi du 28 avril 1816 a assujetti les actes et contrats d'assurances est dû sur les primes réellement encaissées par la Compagnie. D'autre part, il est constant que la participation aux bénéfices constitue une opération destinée à ramener la prime à un taux aussi modéré que possible, au moyen d'une remise de ce qui a pu être demandé à chaque assuré au-delà de la cotisation strictement nécessaire. Par suite, soit que l'assuré touche sa quote-part de bénéfices, soit qu'il l'abandonne en diminution de la prime, la répartition n'en a pas moins pour résultat, dans l'un comme dans l'autre cas, de réduire la somme effectivement versée, à titre de prime, à la Compagnie, par l'assuré. Il convient, dès lors, de tenir compte de cette quote-part pour la liquidation du droit de 1 0/0. »

En plus du droit proportionnel de 1 0/0 sur la valeur de la prime, lorsque la police, étant signée en faveur d'un tiers, a le caractère d'une libéralité, et quand, par conséquent, la personne gratifiée peut être considérée comme un donataire en vertu d'un acte de libéralité soumis à l'événement du décès, un droit est exigible à raison de la désignation du bénéficiaire dans la police. C'est le droit de 7 fr. 50 qui frappe les testaments et tous autres actes de libéralité qui ne contiennent que des dispositions soumises à l'événement du décès (Loi du 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, n^o 5-45; n^o 4, loi du

28 avril 1816). Au décès de l'assuré, il s'opérera une mutation par décès régie par les articles 24, 27, 29, 32 et 39 de la loi du 22 frimaire an VII. (*Inst.* 2562 § 2, p. 15).

Le droit de 7 fr. 50 est exigible alors même que la libéralité n'est pas acceptée par le bénéficiaire avant l'enregistrement de la police, car l'article 68 § 3, n° 5 ne fait point dépendre la perception de l'acceptation.

Bien entendu le droit de 7 fr. 50 n'étant applicable qu'aux actes de libéralité ne serait pas exigible si la police était souscrite au profit d'un créancier à titre de dation en paiement.

Enfin si l'assurance est souscrite sur la tête d'un tiers, la libéralité n'étant plus subordonnée au décès du donateur, il ne serait dû qu'un droit de 3 francs pour donation sous condition suspensive.

Assurances en cas de vie. — Nous avons vu que ces contrats ne constituent pas des assurances proprement dites, car elles ont pour but de procurer un enrichissement à l'assuré et non pas de réparer un sinistre ; ce ne sont pas des contrats d'indemnité. Nous en concluons, en vertu du principe d'interprétation restrictive de textes fiscaux, que le droit de 1 0/0 fixé par l'article 69, § 2, n° 2 de la loi du 22 frimaire an VII, n'est pas applicable aux polices d'assurance en cas de vie. En cas de présentation à la formalité, le seul droit exigible serait celui de 3 francs pour les actes innommés.

Toutefois certains auteurs voient dans les contrats de l'espèce de véritables assurances, pour ce motif qu'il y a risque pour les deux parties, puisque si l'assuré décède avant la date fixée, ses primes seront perdues, tandis que

s'il survit, l'assureur devra lui verser un capital plus considérable. Il faudra alors leur appliquer les règles de perception indiquées pour les assurances en cas de décès.

« Dans ces contrats, en effet, la prime est payable jusqu'à une certaine époque ; mais si l'assuré ou celui sur la tête de qui l'assurance est conclue vient à mourir avant, la prime cesse immédiatement d'être due. Les chances plus ou moins grandes de mortalité avant le terme qui a été fixé pour le paiement du capital ou le service de la rente, nécessitent une évaluation de la durée pendant laquelle les primes peuvent être payées. Ajoutons que le paiement de la prime est facultatif, comme dans les assurances en cas de décès, et que, par suite, le système de l'obligation sous condition résolutoire n'est pas admissible ici. » (GARNIER, *Rep. Gén.*, ASSURANCES, n° 137).

Rentes viagères. — Le contractant peut avoir stipulé de la Compagnie, au lieu du paiement d'un capital, le service d'une rente viagère. Quel droit sera applicable à ces espèces d'assurances ?

Il faut distinguer, selon nous, entre les assurances en cas de vie et les assurances en cas de décès.

Nous l'avons vu, les contrats d'assurances en cas de vie qui ont pour objet soit des rentes viagères immédiates, soit des rentes viagères différées, ne constituent pas des assurances. Ce sont de véritables contrats de constitution de rente, tombant sous l'application du tarif de 2 0/0 édicté par l'article 69, § 5, n° 2 de la loi du 22 frimaire an VII. La circonstance que la rente est à la charge d'une Société d'assurance ne saurait modifier la nature du contrat ni le taux du droit exigible. Cela n'est pas contesté

pour la rente viagère immédiate (Cass. 25 mai 1891, Inst. 2807, § 10). Nous pensons qu'il en est de même pour les rentes viagères différées.

La rente viagère n'étant pas, dans l'assurance en cas de vie, l'indemnité d'un sinistre, mais une cause d'enrichissement, le contrat n'est pas un contrat d'assurance et ne saurait par suite être soumis au tarif édicté pour les assurances.

« Les lois fiscales doivent être appliquées à la lettre et il n'est pas permis, sous prétexte d'analogie, d'étendre la perception de l'impôt des cas expressément prévus par leur texte à d'autres qui n'y sont pas soumis. »

Il n'en est pas de même lorsque la rente viagère a été stipulée dans une assurance en cas de décès. Dès lors que la somme à payer par l'assureur est la réparation d'un sinistre, qu'elle consiste en un capital ou en une rente viagère, il importe peu, car le contrat constitue alors une véritable assurance, contrat d'indemnité.

Le tarif applicable sera donc celui des contrats d'assurances, c'est-à-dire le droit de 1 0/0 sur le montant des primes évaluées par les parties.

Cession de la police. — En cas de transmission de la police, il est incontestablement dû un droit proportionnel, sans distinguer si la mutation intervient avant ou après l'échéance du contrat. Le droit est de 1 0/0 ou de 2 0/0 suivant que l'objet de l'assurance est un capital ou une rente viagère (Loi du 22 frimaire an VII, 69, § 3, n° 3 ; 69, § 5, n° 2). Mais sur quelle somme ce droit de transmission doit-il être liquidé ?

Quand la cession intervient après l'expiration du terme

de l'assurance, alors que l'assureur est devenu débiteur certain du capital ou de la rente, il y a cession de créance ou cession d'une rente viagère (*Sol.* 13 février 1864). Si l'objet de l'assurance est une rente viagère, il y a cession de rente viagère passible du droit de 2 0/0 sur un capital formé de dix fois la rente viagère (art. 14, n° 9 de la loi du 22 frimaire an VII).

Si c'est au contraire un capital assuré, il y a cession de créance assujettie au droit de 1 0/0 sur le montant du capital assuré (art. 14, n° 2 de la loi du 22 frimaire an VII).

Parfois les Compagnies se réservent la faculté de se libérer au moyen d'une inscription de rente sur l'Etat au nom de l'assuré. N'y a-t-il pas alors cession d'une rente sur l'Etat, exempte du droit proportionnel ?

Si, au moment du transport, l'assurance ayant pris fin, l'inscription de rente sur l'Etat est déjà immatriculée au nom de l'assuré, il y a évidemment cession d'une rente sur l'Etat passible du droit fixe de 3 francs.

Mais la négative est certaine dans tous les autres cas, alors même que, d'après la clause de la police, la libération en rentes sur l'Etat serait obligatoire. Ce n'est là qu'un mode de paiement sans influence sur la nature de la créance de l'assuré **qui** est propriétaire de l'indemnité due par l'assureur et non pas d'une créance sur l'Etat. (*Seine*, 13 avril 1867 [24632 P.], (*GARNIER, Rep. Gén., ASSURANCES*, n° 156).

Lorsque la cession a lieu au cours du contrat, sur quelle somme asseoir le droit proportionnel ? Il faut distinguer avec les diverses combinaisons d'assurances.

S'il s'agit d'une assurance en cas de décès pour la vie

entière, nous pensons que la réserve seule du contrat est passible du droit proportionnel. D'après l'article 14, n° 2, de la loi du 22 frimaire an VII, le droit est perçu pour les créances à terme, leurs cessions et transports sur le capital exprimé dans l'acte et qui en fait l'objet, c'est-à-dire sur le montant de la créance, parce que le législateur a voulu par là prévenir le cas où le transport de la créance à terme se ferait à un prix inférieur à celui du capital. Or, au moment du transport, la seule créance actuelle et exigible est la réserve, c'est la seule chose dont le contractant puisse demander le remboursement à la Compagnie. On objecte qu'il n'y a pas seulement cession de la réserve, mais aussi du droit aléatoire de toucher l'indemnité, si certaines conditions prévues au contrat se réalisent. Mais ce droit éventuel n'est pas une valeur susceptible d'être touchée actuellement par le cessionnaire, elle n'est pas une valeur transportée au moment du contrat. Il faut noter aussi que si le cessionnaire acquiert ce droit éventuel de toucher le bénéfice de l'assurance il risque en revanche de ne rien recueillir du tout, si la condition vient à défaillir. Pourquoi plutôt tenir compte des chances favorables que des chances mauvaises ? On a prétendu aussi que la cession comprenant le droit de toucher, outre la valeur de rachat, la valeur de réduction, le droit est exigible sur le prix stipulé. Mais d'abord cela est contraire à l'article 14 de la loi du 22 frimaire an VII qui prescrit de liquider le droit sur le capital de la créance. De plus si, lors de la cession, le cédant n'a pas manifesté l'intention de faire réduire l'assurance, la valeur de réduction n'est pas la valeur cédée. Pour qu'il y ait réduction le cessionnaire devra la deman-

der à la Compagnie, cette réduction suppose une convention nouvelle dans laquelle la prime et le capital sont changés. C'est donc de sa convention et non du contrat de cession que le cessionnaire tiendra son droit à la valeur de réduction.

S'agit-il d'une assurance mixte, ou à terme fixe, dont les trois premières primes ont été payées, le droit doit être liquidé sur la valeur de réduction. Même solution pour l'assurance en cas de vie à capital différé, pour lequel le nombre de primes donnant droit à la réduction a été payé.

En cas d'assurance ayant pour objet une rente viagère immédiate, nulle difficulté : le droit est assis sur le capital constitué pour la création de la rente, c'est-à-dire sur la prime unique, par application de l'article 14, n° 7 de la loi du 22 frimaire an VII, qui pour les cessions ou transports de rentes ou pensions créées à titre onéreux, prescrit de liquider le droit sur le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement.

En cas d'assurance à rente viagère différée, le droit est dû sur un capital formé de dix fois la portion acquise de la rente viagère au moment du contrat. (Loi du 22 frimaire anVII, art. 14, n° 9). Nous savons en effet qu'en cas de rente viagère différée la rente se partage en autant de fractions égales qu'il y a de primes annuelles à payer et que chacune de ces constitutions de rentes partielles correspond au versement de chacune de ces primes annuelles. Au moment du contrat, il y a donc cession d'une rente viagère égale à la portion de la rente viagère acquise.

Les polices n'ont une valeur de rachat qu'après paie-

ment des trois premières primes. Si ces trois premières primes n'avaient pas été acquittées, nous pensons que le droit serait dû sur la partie réservée des primes versées par le cédant.

Aucune difficulté ne saurait s'élever en présence d'une cession à titre de garantie ou de nantissement; s'il n'y a pas transmission et si la cession ne constitue qu'une pollicitation non acceptée, le droit fixe de 3 francs est seul exigible.

Il y aurait lieu de percevoir le droit proportionnel de 1 0/0 ou de 2 0/0 selon que l'objet de l'assurance est un capital ou une rente, pour la cession qui a le caractère d'une délégation même si le créancier délégataire n'avait pas accepté, l'article 69, § 3 n° 3, ne distinguant pas, pour la perception du droit proportionnel, entre la délégation acceptée et celle qui ne l'est pas.

Si la police est endossable conformément aux articles 136 et 137 du Code de Commerce, cet endossement doit être assimilé à celui des effets à ordre et il est exempt de la formalité en vertu de l'article 70, § 3, n° 15 de la loi du 22 frimaire an VII (*Sol.*, 5 avril 1881, 5966, *R. P.*).

Si la police n'était pas endossable, l'endossement n'empêcherait pas la perception du droit proportionnel.

La police est-elle endossable, l'endossement peut être valablement écrit à la suite de la police sans contravention à la loi sur le timbre.

Lorsque le paiement du capital est constaté dans un acte soumis à la formalité, le droit de quittance est exigible. Cependant si la Compagnie se libérait par la délivrance d'une

rente sur l'Etat inscrite au nom de l'assuré le droit fixe serait seul exigible.

Contre-Assurance. — Nous avons dit que la contre-assurance ne constituait pas un véritable contrat d'assurance. En conséquence le seul droit exigible serait le droit fixe de 3 fr. applicable aux actes innommés. L'Administration a rendu une solution contraire le 18 octobre 1895 (*Revue Enreg.*, n° 1042). « La police de contre-assurance, dit-elle, présente les caractères essentiels de l'assurance ; un risque contre lequel le souscripteur se prémunit (ou prémunit ses héritiers) et une prime stipulée en échange de la garantie de ce risque. Cet acte est ainsi passible par application de l'article 51, n° 2, de la loi du 28 avril 1816, du droit de 1 0/0 sur le montant des primes stipulées. »

Polices des Compagnies Mutuelles

I — *Assurances Mutuelles en cas de vie.* — Il s'agit d'une assurance mutuelle tontinière, c'est-à-dire d'une réunion de capitaux versés par un groupe d'adhérents, en bloc ou par annuités, pour être répartis à une époque déterminée entre les membres survivants du groupe.

Ces conventions n'ont pas le caractère de Sociétés, parce qu'il est de l'essence des conventions d'assurances mutuelles d'exclure pour les adhérents toutes chances de bénéfice ; or il n'y a Société que lorsque les parties mettent quelque chose en commun dans le but de réaliser des bénéfices et de les partager. Il en résulte que les primes ne sauraient être considérées comme des apports en Société assujetties au droit de 0, 20 0/0 établi par l'article 19 de la loi du 28 avril 1893 (*Sol.* 28 mai 1874 — 16 octobre 1895 — *Revue d'Enreg.* 1042.)

L'Administration a décidé que les contrats d'adhésion à ces Sociétés sont des actes innommés passibles du droit fixe de 3 francs. « Il est bien certain, porte la solution du 16 octobre 1895, que ces conventions n'ont pas pour objet de prémunir l'adhérent contre un risque ; la somme que le souscripteur s'engage à verser ne peut être considérée comme une prime puisqu'elle contribue, avec les versements effectués par les autres membres de l'association, à la formation de la masse qui sera répartie ultérieurement entre les ayants droit. Elle forme donc l'objet même du risque exposé aux chances qui résultent du pacte tontinier et l'acte ne saurait dès lors être considéré comme une police d'assurance. »

Le but du contrat étant de procurer un enrichissement et non de réparer un sinistre, le pacte tontinier ne saurait être considéré comme un contrat d'assurance, ni par suite être soumis au tarif édicté par l'article 59, § 2, n° 2, de la loi du 22 frimaire an VII.

II. — *Assurances mutuelles en cas de décès.* — Dans ce genre d'assurance le contractant paraît bien avoir en vue, en versant sa cotisation, de se prémunir contre un risque, d'obtenir une indemnité pour ses héritiers. Le contrat a alors le caractère de contrat d'indemnité.

Dans les assurances mutuelles en cas de décès, la prime annuelle est fixée d'avance par la police, le capital assuré à toucher au décès est seul incertain.

Puisque la prime est ferme et déterminée, il semble que le droit de 1 0/0 est exigible sur les primes, d'après l'évaluation des parties.

CHAPITRE IX

De la réassurance

La réassurance est un contrat par lequel un premier assureur fait assurer par un second tout ou partie des risques dont il s'était chargé.

Il peut arriver qu'une Compagnie trouve qu'un risque est trop considérable ou bien qu'il dépasse le maximum du risque déterminé par ses statuts ; c'est alors qu'intervient le contrat de réassurance. Elle cède une partie du risque au réassureur.

La réassurance n'apporte aucune modification au contrat passé entre l'assureur et l'assuré ; celui-ci est toujours garanti par l'assureur primitif et ne peut s'adresser qu'à lui.

La réassurance est une véritable assurance, soumise aux règles de l'assurance ordinaire. Considérée dans les rapports de l'assureur et du réassureur, elle n'est qu'une assurance par laquelle le réassureur prend à sa charge une partie des risques assurés par l'assureur (Cass. 23 janvier 1854. *Inst.* 2010, § 11).

La réassurance est partielle ou générale.

Partielle, quand elle ne concerne qu'un certain nombre de polices. En ce cas, le contrat passé entre l'assureur et l'assuré conserve ses effets primitifs. Elle est générale quand elle concerne tous les risques ; quand la Compagnie cède tout son portefeuille, elle peut alors s'opérer de deux manières.

Parfois, la Compagnie conserve son existence légale son capital statutaire, ses assemblées annuelles, en un mot elle continue à fonctionner comme Société distincte. Mais la réassurance peut se présenter sous un autre aspect. Ainsi une Compagnie a cédé à une autre Compagnie toutes ses polices, avec les droits et les devoirs qui s'y rattachent ; elle a supprimé tout ce qui constituait son organisme propre, ses bureaux ont été transportés au siège social de l'autre Compagnie, elle a perdu son existence légale, elle a été absorbée par la Compagnie assureur. La Compagnie cesse toutes ses relations avec sa clientèle, elle s'interdit de conclure de nouvelles affaires ; l'opération intervenue est une véritable cession de fonds de commerce. Il y a là une question d'appréciation fort délicate.

I. — *Droits d'Enregistrement*

« Les réassurances font généralement l'objet d'un traité préliminaire par lequel l'assureur et le réassureur arrêtent les bases de leurs conventions.

« Les affaires proposées en réassurance, en vertu de ce traité général, figurent sur un carnet communiqué chaque jour par l'assureur à son réassureur.

« Ce n'est que périodiquement, ordinairement tous les trois mois, que les opérations acceptées sont récapitulées

sur un bordereau collectif qui comprend le détail de tous les risques réassurés pendant le trimestre écoulé.

« En même temps l'assureur fait connaître à son réassureur, au moyen d'un bordereau particulier, les affaires qui ont été annulées ou qui ont subi une réduction de prime pendant la même période. » (MAGUÉRO, *T. A. Assurances*, n° 198).

La réassurance étant un véritable contrat d'assurance, doit être soumise au droit de 1 0/0 sur les primes touchées ou à toucher par le réassureur, d'après l'évaluation des parties.

Quant au carnet et aux bordereaux, considérés plutôt comme des actes de complément, ils ne paraissent passibles que du droit fixe de 3 fr. applicable aux actes innommés; sauf à réclamer un supplément de droit sur le traité préliminaire au cas où les bordereaux prouveraient que les versements se sont élevés à une somme supérieure à l'estimation.

La cession de portefeuille peut être soumise à des droits différents, suivant qu'elle constitue une simple réassurance ou une cession de fonds de commerce.

Si la convention n'est qu'une simple réassurance rédigée par acte sous signatures privées, elle n'est pas assujettie à l'enregistrement dans un délai déterminé. Lors de la formalité le droit exigible est celui de 1 0/0 sur les primes cédées en réassurance.

La cession de portefeuille constitue-t-elle au contraire une cession de fonds de commerce, elle tombe sous l'application des articles 7 et 8 de la loi du 28 février 1872 relative aux mutations de fonds de commerce. Elle doit

done être enregistrée dans les trois mois, soit de la date de l'acte sous signatures privées, soit de l'entrée en possession et soumise au droit de 2 0/0 sur le prix et les charges (Seine, 17 février 1888, *R. P.*, 7. 056).

II. — *Droits de timbre*

La loi du 29 décembre 1884, article 8, a exempté les actes de réassurance de la taxe annuelle, lorsque cette taxe est payée par l'assureur primitif.

Si les contrats de réassurances concernent des polices qui n'ont pas acquitté la taxe d'abonnement, elles donnent ouverture à la taxe obligatoire.

Si, au contraire, les polices primitives ont supporté la taxe, les contrats de réassurances en sont exemptés. Mais ils sont soumis au timbre de dimension par application de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII qui assujettit au timbre de dimension tous actes et écritures, extraits, copies et expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense. Les contrats de réassurances n'ont pas en effet pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable du contrat primitif qui subsiste intact entre l'assureur et l'assuré.

Il semble que les contrats de réassurances formant des cessions de fonds de commerce doivent être soumis dans tous les cas au timbre de dimension.

Par application de la loi du 30 décembre 1876, les contrats de réassurances passés en France par actes sous signatures privées, applicables à des polices souscrites à l'étran-

ger, sont dispensés de tout impôt, soit par abonnement soit au comptant (*Inst.* 2. 567).

Mais il faudrait les soumettre au timbre, moyennant le paiement du droit au comptant pour en faire usage soit dans un acte public, soit dans une déclaration quelconque, soit devant une autorité judiciaire ou administrative.

CHAPITRE X

Droits de timbre

Les polices d'assurances étaient assujetties au timbre de dimension par l'article 56 de la loi du 9 vendémiaire, an VI. L'article 5 de la loi du 6 prairial an VII prescrivait de les inscrire sur papier du timbre de 1 franc, puis le décret du 3 janvier 1809 autorisait les parties à se servir, pour rédiger ces actes, de telle dimension de papier timbré qu'elles jugeront convenable. Si la loi organique du 13 brumaire an VII n'en parlait pas spécialement, elles tombaient évidemment sous l'application de son article 12, n° 1, *in fine*, qui assujettit au timbre de dimension « généralement tous actes et écritures, extraits, copies et expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense.

Mais ces dispositions n'étaient pas appliquées. Les Compagnies d'assurances, dit M. Wahl (Note, S. 92, 1,33), trouvaient le moyen d'échapper au droit de timbre et rédigeaient en général leurs polices sur papier libre, les contraventions ne pouvant être reconnues qu'au moment de

l'enregistrement et l'enregistrement n'étant obligatoire qu'en cas de production en justice. (Loi du 22 frim. an VII, art. 23).

On peut dire que la perception des droits de timbre sur les assurances sur la vie date de la loi du 5 juin 1850.

Le titre III de cette loi porte les dispositions suivantes :

ART. 23. — A compter du 1^{er} octobre 1850, tout contrat d'assurance, ainsi que toute convention postérieure contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré, sera rédigé sur papier d'un timbre de dimension, sous peine de 50 francs d'amende contre l'assureur, sans aucun recours contre l'assuré. Si l'assuré en fait l'avance, il aura un recours contre l'assureur. Lorsque la police contiendra une clause de tacite reconduction, elle sera en outre soumise au visa pour timbre dans le délai de cinq jours de sa date, sous la même peine de 50 francs d'amende contre l'assureur. Le droit de visa sera le même que celui du timbre employé pour l'acte.

L'article 34 oblige les Sociétés et Compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes à faire au bureau d'enregistrement du lieu où ils auront leur principal établissement, une déclaration constatant la nature des opérations et les noms du directeur de la Société, sous peine d'une amende de 1.000 francs.

D'après l'article 35, les Sociétés, Compagnies et assureurs sont tenus d'avoir, au siège de l'établissement, un répertoire sommaire, non sujet au timbre, mais coté, paragraphé et visé, soit par un des juges du Tribunal de Commerce, soit par le juge de paix, sur lequel ils portent par ordre de numéros, et dans les 6 mois de leur date,

toutes les assurances faites soit directement, soit par leurs agents, ainsi que les conventions qui prolongeront l'assurance, augmenteront la prime ou le capital assuré.

Les préposés de l'Enregistrement peuvent exiger au siège de l'établissement la représentation : 1^o Des polices en cours d'exécution, ou renouvelées par tacite reconduction depuis au moins 6 mois ; 2^o de celles expirées depuis moins de 2 mois.

ART. 37. — Les Compagnies et tous les assureurs sur la vie pourront s'affranchir de l'obligation imposée par l'article 33, en contractant avec l'Etat un abonnement annuel de 2 francs par mille du total des versements faits chaque année aux Compagnies ou aux assureurs.

L'abonnement de l'année courante se calculera sur le chiffre total des opérations de l'année précédente.

ART. 38. — Les Sociétés, Compagnies ou assureurs qui, après avoir contracté un abonnement, voudront y renoncer, seront tenus de payer un droit de 35 centimes pour chaque police en cours d'exécution quels que soient la diminution du papier et le nombre des doubles.

Ainsi, pour les Compagnies d'assurances sur la vie, l'abonnement était facultatif. Mais elles ne mirent pas à profit la faculté d'abonnement et continuèrent à se servir du timbre de dimension. Les Compagnies échappaient à la perception d'un droit élevé de timbre par l'écriture microscopique de leurs polices. Le Trésor subissait de ce fait un préjudice sensible. Aussi l'Administration de l'Enregistrement voulut réagir ; elle fit déposer par le gouvernement un projet de loi tendant à rendre l'abonnement obligatoire. Après un échec en 1879, la loi de finances du

29 décembre 1884 rendit l'abonnement obligatoire. L'article 8 est ainsi conçu : « Le droit de timbre établi par la loi en vigueur sur les contrats d'assurances, ainsi que sur tous les actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable de ces contrats, sera acquitté par les Sociétés, Compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre l'incendie et sur la vie, selon le mode réglé par les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 37 de la loi du 5 juin 1850.....

« Toutefois, il sera tenu compte aux assureurs qui ont acquitté le droit au comptant sur les clauses de tacite reconduction et sur les polices en cours, conformément aux articles 33 et 38 de la loi du 5 juin 1850, de la partie de ces droits qui excède le montant de la taxe annuelle par eux perçue après le désabonnement.

« Les actes de réassurances ne sont point assujettis à la taxe annuelle, lorsque cette taxe est payée par l'assureur primitif.

« La perception du droit de timbre d'abonnement, établie par l'article 37 de la loi du 5 juin 1850 et par le présent article, aura lieu dans les délais et suivant les formes déterminées par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du règlement, d'administration publique du 25 novembre 1871. A défaut de paiement dans les délais ci-dessus, l'amende édictée par l'article 10 de la loi du 23 juin 1857 sera exigible (Amende de 100 à 5,000 francs).

« L'avis de l'acquittement du droit inséré au *Journal Officiel* équivaldra à l'apposition du timbre pour les actes spécifiés au présent article ».

Il paraît indispensable de reproduire les dispositions du

décret du 25 décembre 1871, auxquelles la loi de 1884, se réfère.

ART. 5. — La taxe fixée par l'article 6 de la loi du 23 août 1871, pour les assurances contre l'incendie est établie sur l'intégralité des primes, cotisations ou contributions constatées dans les écritures des Compagnies, Sociétés et assureurs. — Toutefois sont déduites pour le calcul de la taxe :

1^o Les primes, cotisations ou contributions relatives à des immeubles ou objets mobiliers situés à l'étranger ;

2^o Celles perçues pour réassurances, à moins que l'assurance primitive souscrite à l'étranger n'ait pas été soumise à la taxe ;

3^o Les primes, cotisations ou contributions que les Sociétés, Compagnies et assureurs justifieraient n'avoir pas recouvrées par suite de la résiliation ou de l'annulation des contrats.

Il sera ouvert dans les écritures des Sociétés, Compagnies et assureurs, un compte spécial à chacune des différentes natures de primes et contributions énumérées aux trois paragraphes précédents.

ART. 6. — Le paiement de la taxe est effectué, pour chaque trimestre, avant le dixième jour du troisième mois du trimestre suivant, au bureau de l'Enregistrement du siège des Sociétés ou Compagnies, ou du domicile de l'assureur. — Toutefois, pour les Sociétés d'assurances mutuelles, dans lesquelles le montant des cotisations annuelles est, d'après les statuts, exigible par avance, le 1^{er} janvier de chaque année, le paiement de la taxe afférente aux contrats existants à cette époque est

effectué par quart et dans les dix jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre.

ART. 7. — Chaque année, après la clôture des écritures relatives à l'exercice précédent et, au plus tard, le 31 mai, il est procédé pour toutes les Compagnies, Sociétés ou assureurs à une liquidation générale de la taxe due pour l'exercice entier. — Si, de cette liquidation, il résulte un complément de taxe au profit du Trésor il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant.

ART. 8. — A l'appui des versements prescrits par l'article 7 les Sociétés, Compagnies et assureurs remettent au receveur de l'Enregistrement un état certifié conforme à leurs écritures commerciales et indiquant :

1° Le montant des primes, cotisations et contributions échues pendant le trimestre et provenant des exercices antérieurs;

2° Le montant des mêmes primes, cotisations ou contributions provenant de souscriptions nouvelles ;

3° Les déductions à opérer en exécution de l'article 5; il est ouvert une colonne spéciale à chaque nature de déduction;

4° Le montant net des primes, cotisations ou contributions assujetties à la taxe.

Pour opérer la liquidation générale prévue par l'article 7, les Sociétés, Compagnies et assureurs remettent au receveur de l'Enregistrement avec la balance des comptes ouverts à leur grand-livre, un état récapitulatif de la totalité des opérations de l'année précédente. Cet état dûment certifié, est vérifié au siège social par les agents de l'Adminis-

tration, auxquels sont représentés, à toute réquisition, tous les livres, registres, polices, avenants et autres documents, quelle que soit d'ailleurs leur date.

ART 10. — Les Compagnies, Sociétés et assureurs étrangers qui feraient en France des opérations d'assurances, soit maritimes, soit contre l'incendie sont soumis aux dispositions du présent règlement. De plus ils doivent, avant toute opération ou déclaration, faire agréer par l'Administration de l'Enregistrement, un représentant français personnellement responsable des droits et amendes.

Actuellement la taxe d'abonnement est de 2 fr. 40 par 1,000 francs du total des versements effectués chaque année aux assureurs. Les articles 2 de la loi du 23 août 1871 et 3 de la loi du 30 mars 1872 ont ajouté un double décime au droit principal fixé par l'article 37 de la loi du 5 juin 1850.

Par versement, la loi entend toutes les sommes payées par les assurés, que ces sommes soient employées aux frais de gestion ou qu'elles soient conservées par les Compagnies. (Cass. 23 mai 1853, *Inst.*, 1.982, § 8).

Dans le système organisé par la loi du 5 juin 1850, les seuls actes dispensés du droit du timbre par le fait de l'abonnement étaient les contrats d'assurances et les conventions postérieures contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime sur le capital assuré (art. 33).

Le paragraphe 1^{er} de l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884 étend la dispense à tous les actes quels qu'ils soient, qui ont exclusivement pour objet la formation, la

modification ou la résiliation amiable des contrats d'assurances.

Cette disposition a une portée générale. Elle embrasse non seulement les polices et les actes qui servent à les préparer, tels que les propositions d'assurance, mais encore les avenants de diminution, de prolongation ou d'augmentation, le livret remis à un assuré, s'il constitue un élément du contrat (*Sol.*, 14 mai 1879), la déclaration du nombre de ses employés faite par un entrepreneur, quand cette déclaration doit servir à établir le chiffre de la prime (*Sol.*, 30 septembre 1886). Par contre, elle exclut tous les actes qui n'ont pas pour objet exclusif la formation, la modification ou la résiliation amiable du contrat d'assurance, notamment les quittances de primes et d'indemnités, les déclarations et règlements de sinistres, les actes de prêt sur police ou avenants de prêt, les déclarations d'accidents et de guérison à remettre à la Société d'après les stipulations statutaires (*Sol.*, 30 janvier 1885), les duplicata ou les copies de polices. (Cass. 8 novembre 1876, *Inst.*, 2570, § 2). Ces actes continuent à être rédigés sur papier timbré par application de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII.

Un écrit ne peut profiter du bénéfice de l'exemption du timbre dans les termes de l'article 8, § 1 de la loi du 29 décembre 1884, qu'autant qu'il se rattache à une police assujettie à l'abonnement obligatoire. Lorsqu'un acte, avenant ou autre, se rapportera à une convention d'assurance qui, pour une cause quelconque, ne donne pas lieu à la taxe annuelle, c'est d'après les règles admises sous l'empire de la loi du 5 juin 1850, à laquelle cet acte reste

soumis, que la question d'exigibilité du droit de timbre devra être résolue.

Les actes de réassurance ne sont pas assujettis à la loi de 1884, quand la taxe a été payée par l'assureur primitif (art. 8, § 5). Dans ce cas, les actes dont il s'agit restent soumis à la loi ordinaire. (*Instruction*, 2708, § I).

Le certificat délivré par le médecin, après la mort de l'assuré, pour faire connaître à l'assureur la maladie à laquelle l'assuré a succombé, étant susceptible d'être produit en justice pour la justification, demande ou défense, est soumis au timbre de dimension; il n'entre pas parmi les actes qui profitent de l'abonnement. (Cosne, 15 juin et Angoulême, 12 juillet 1875; *R. P.*, 4, 151).

Quant au certificat délivré par le médecin pour faire connaître l'état de santé de la personne qui désire s'assurer, il constitue une pièce d'ordre intérieur et, à ce titre, il est exempt du droit de timbre. (*Sol.*, 25 septembre 1889; *Rev. prat.*, 3.005).

La taxe est perçue sans suivre les sommes de 20 francs en 20 francs sur l'intégralité des versements de l'année courante, substitués comme base de liquidation aux versements de l'année précédente. Il y aura lieu toutefois de déduire les versements relatifs :

1^o Aux contrats en cours antérieurement à la loi de 1884, ayant déjà acquitté le droit de timbre de dimension;

2^o A ceux passés en pays étranger pour assurer les étrangers;

3^o A ceux perçus pour réassurances acceptées, lorsque la taxe est payée par l'assureur primitif;

4^o Les annulations de contrats si les Compagnies com-

prennent dans leur règlement annuel la totalité des primes constatées, c'est-à-dire celles recouvrées et celles non recouvrées.

La loi détermine les cas dans lesquels les contrats antérieurs à la loi de 1884 sont assujettis à la taxe obligatoire.

Les Compagnies et assureurs restent soumis à la loi de 1850 pour leurs contrats antérieurs à 1885 ayant supporté le droit de timbre de dimension au comptant. Au moyen du paiement de ce droit, ils sont réputés avoir acquitté la taxe de timbre dont ils sont passibles.

Ils échappent donc à toute perception nouvelle. Les polices nouvelles sont seules assujetties à la taxe.

Quant aux polices antérieures à 1885 qui étaient abonnées, elles restent comme auparavant passibles de la taxe de 2 fr. 40 0/00, ce tarif n'ayant pas été modifié. Mais elles profitent des déductions autorisées pour les nouveaux contrats et la taxe est liquidée sur les opérations de l'année courante. (*Inst.*, 2708, § 3).

Contrats de rente viagère. — Par trois arrêts du 25 mai 1891 (*Inst.*, 2,807, § 10), la Cour de Cassation avait décidé que les contrats de rentes viagères immédiates ne sont pas des contrats d'assurances et qu'ils ne tombent pas sous l'application de la loi de 1884. Si ces arrêts n'étaient pas relatifs aux contrats de rentes viagères différées, plusieurs Compagnies manifestaient l'intention de discuter l'exigibilité de la taxe sur ces opérations. Les contrats de rentes viagères immédiates et différées ayant pris un développement considérable et leur soumission au seul timbre de dimension faisant éprouver un sérieux préjudice au Trésor, il appartenait à l'Administration de provoquer une

loi pour leur rendre la loi de 1884 formellement applicable. Cette disposition forme l'article 8, paragraphes 1 et 2 de la loi de finances du 13 avril 1898 et est ainsi conçue :

« L'abonnement que l'article 8 de la loi du 29 novembre 1884 a rendu obligatoire pour le paiement des droits de timbre applicables aux contrats d'assurances est étendu aux contrats de rente viagère passés par les Sociétés, Compagnies d'assurances et tous autres assureurs sur la vie.

« Les dispositions de l'article 35 de la loi du 5 juin 1850 s'appliqueront aux contrats de rente viagère énoncés au paragraphe 1^{er} du présent article. »

Dans son *Instruction générale*, n° 2,953, § 4, l'Administration donne le commentaire suivant de la disposition nouvelle :

« Désormais, les capitaux encaissés comme prix de la constitution de rentes viagères entreront donc en ligne pour la liquidation de la taxe d'abonnement, et, suivant la disposition expresse de la loi, les contrats de cette nature seront inscrits sur le répertoire tenu en exécution de l'article 35 de la loi du 5 juin 1850.

« En ce qui concerne les polices souscrites antérieurement à la loi nouvelle et régulièrement timbrées au comptant, les droits du Trésor se trouvent épuisés par la perception à laquelle elles ont été soumises et les Compagnies n'ont pas à faire état des sommes qu'elles ont reçues de ce chef pour les contrats en cours. »

L'article 18 de la loi du 23 août 1871 soumet à un droit de timbre de 0 fr. 10 « les quittances ou acquits donnés au pied des factures et mémoires, les quittances pures et

simples, reçus ou décharges de sommes, titres, valeurs ou objets et généralement tous les titres de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés qui emporteraient libération, reçu ou décharge. »

Ces dispositions s'appliquent aux quittances de primes et d'indemnité en matière d'assurances sur la vie. L'abonnement ne confère aucune dispense.

Pour calculer le chiffre de dix francs au-dessus duquel les quittances de primes et cotisations sont soumises au timbre de 10 centimes, il faut considérer le montant de la perception revenant à la Compagnie, augmenté de l'abonnement au timbre, le montant des commissions aux agents de la Compagnie. La loi, en effet, atteint le fait de la libération, sans distinguer entre les éléments dont la créance se compose. (*Instr.*, n° 2425, § 4; *Sol.*, 6 décembre 1871.) D'après un arrêt de la Cour de Cassation du 4 juin 1880 (*D. P.*, 80, 1, 289) qui a été pris pour règle par l'Administration, l'apposition du timbre ne devient obligatoire qu'à l'instant où la quittance est remise au débiteur comme titre constatant sa libération.

Assurances mutuelles. — Les dispositions de la loi du 5 juin 1880 et de la loi du 29 décembre 1884 concernent les Associations mutuelles comme les Compagnies à primes fixes pour le tarif, l'application et l'assiette du droit.

Assurances souscrites dans les Agences étrangères des Compagnies françaises par des personnes domiciliées à l'étranger. — La loi du 30 décembre 1876 a exempté du droit de timbre, sauf le cas d'usage en France, les contrats d'assurances contre l'incendie ayant exclusivement pour

objet des biens situés à l'étranger. L'article unique est ainsi conçu :

« A partir de la promulgation de la présente loi, le droit de timbre établi par les articles 33 et 37 de la loi du 5 juin 1850 cessera d'être perçu sur les contrats d'assurances passés en pays étranger et ayant exclusivement pour objet des immeubles, des meubles ou des valeurs situés à l'étranger. Mais ces contrats doivent être soumis au timbre, moyennant le paiement du droit au comptant, avant qu'il puisse en être fait aucun usage en France, soit dans un acte public, soit dans une déclaration quelconque, soit devant une autorité judiciaire ou administrative, à peine d'une amende de 50 francs.

« Les mêmes dispositions sont applicables aux contrats de réassurance passés en France par actes sous signatures privées applicables à des polices souscrites à l'étranger et ayant également pour objet exclusif des immeubles, des meubles ou des valeurs situées à l'étranger. »

L'Administration avait déclaré cette loi applicable aux assurances sur la vie. (*Instr.*, 2567.) Cette décision est confirmée par l'article 16, § 3 de la loi du 13 avril 1898, ainsi conçu :

« Sont déduites, pour le calcul de la taxe d'abonnement représentative du droit de timbre instituée par les lois des 5 juin 1850 et 29 décembre 1884, les sommes reçues par les Compagnies d'assurances sur la vie, dans les agences établies à l'étranger, pour les assurances et autres contrats voyageurs souscrits dans les dites agences par des personnes domiciliées à l'étranger. »

L'Administration explique les raisons pour lesquelles

elle a fait compléter, par la loi nouvelle, la disposition de la loi du 30 décembre 1876, en tant qu'applicables aux assurances sur la vie. (*Instr.*, 2953, § 5).

« Cette disposition est applicable aux assurances sur la vie (loi du 30 octobre 1876). Il a paru utile de la compléter à leur égard en raison des conditions particulières dans lesquelles ces contrats sont passés.

« En effet, alors que les polices d'assurance contre l'incendie peuvent acquérir leur perfection juridique à l'étranger au moyen des signatures apposées tant par les assurés que par les représentants des Compagnies françaises, les contrats d'assurance sur la vie sont seulement souscrits à l'étranger par les particuliers et ne deviennent définitifs qu'après avoir été examinés au siège social, où ils sont signés par un administrateur de la Compagnie intéressée.

« L'application de la loi du 30 octobre 1876 qui vise uniquement les contrats passés en pays étranger conduit donc à leur refuser le bénéfice de l'exemption.

« C'est afin de remédier à cette situation que le paragraphe 3 de l'article 16 autorise la déduction des sommes reçues par les Compagnies d'assurances sur la vie dans les agences établies à l'étranger, pour les assurances souscrites dans les dites agences par des personnes domiciliées à l'étranger.

« D'après les termes formels de la loi, la même déduction doit avoir lieu pour les contrats de rente viagère qui sont passés dans des conditions identiques. »

L'exemption accordée aux actes passés en pays étranger ne saurait être étendue aux contrats passés en Algérie par

des Compagnies ou assureurs français; ces opérations doivent donc servir au calcul de la taxe. L'article 8 de la loi du 29 octobre 1884 a été déclaré exécutoire en Algérie par un décret du 16 avril 1885 (*Journal des Assureurs* du 1^{er} juin 1885).

Sociétés étrangères. — Les Compagnies étrangères qui font en France des opérations d'assurance sur la vie sont assujetties à la taxe annuelle comme les assureurs français. Cela résulte de l'article 10 du décret du 25 novembre 1871 déclaré applicable aux assurances sur la vie, par l'article 8 de la loi du 29 octobre 1884. Ces Compagnies doivent en outre, avant toute opération, faire agréer par l'Administration de l'Enregistrement un représentant français personnellement responsable des droits et amendes.

CHAPITRE XI

Prescription. — Communication

Lorsque l'assurance a été contractée au profit d'une personne déterminée, elle constitue un legs qui doit faire l'objet d'une déclaration spéciale de la part du bénéficiaire. A défaut de déclaration, le bénéficiaire encourt la pénalité des déclarations hors délai, c'est-à-dire le demi-droit en sus, dû pour les omissions. Quant aux assurances au profit de personnes indéterminées, le capital assuré doit être compris à l'actif successoral de l'assuré au même titre que les autres valeurs héréditaires, sous peine d'un droit en sus exigible sur les omissions (Loi du 22 frimaire an VII, art. 39).

Aux termes de l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII, modifié par l'article 11 de la loi du 18 mai 1850, il y a prescription après dix années à compter du jour du décès pour les successions non déclarées. Cette prescription est applicable aux assurances soumises au droit de mutation.

Quand les parties ont fourni au receveur les indications nécessaires capables de lui faire connaître l'existence de l'assurance, si les droits n'ont été réclamés que sur les

primes, il y a non pas succession non déclarée, mais insuffisance de perception prescriptible par deux ans à compter du jour de la déclaration. (Loi du 22 frimaire article (61, n° 1.) Il a été jugé que si, dans une déclaration de succession, il a été fait mention des primes payées à une Compagnie pour constituer une assurance sur la tête du *de cujus* au profit de sa femme cette énonciation est suffisante pour indiquer l'existence d'une assurance et pour permettre aux agents de faire compléter cette mention pour l'assiette de l'impôt en exigeant de la déclarante l'indication du capital assuré. (Lille, 20 décembre 1878, 5337. *R. P.* ; — Mantes, 19 juin 1880, 21859, *J. E.*, GARNIER, *Rép. Gén.*, SUCCESSIONS, 754).

Nous pensons, avec Garnier, qu'il y a surtout là une question de fait, susceptible d'appréciation dans chaque cas spécial.

Lorsque l'assurance contractée au profit d'une personne indéterminée n'a pas été comprise à la masse successorale de l'assuré il y aura omission prescriptible par cinq ans à compter du jour de la déclaration. (Loi du 18 mai 1860. article 11).

A notre avis, si, au moment du décès de l'assuré, la rente sur l'Etat, au moyen de laquelle les Compagnies peuvent parfois se libérer, avait été immatriculée au nom de l'assuré la prescription de trente ans applicable aux rentes sur l'Etat (Loi du 8 juillet 1872, article 26) serait substituée aux prescriptions de cinq ans et de dix ans.

Communication. — Pour assurer l'exécution des lois sur le timbre et l'enregistrement l'Administration a un droit d'investigation très étendu au siège social et dans les suc-

cursales et agences des Compagnies. Ce droit résulte de l'article 35 déjà cité de la loi du 5 juin 1850, et notamment des articles 22 de la loi du 23 août 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1875.

Nous nous étendrons peu sur cette question.

Un arrêt du 30 décembre 1879¹ (*Inst.*, 2637-6; *Inst.*, *R. P.*, 5. 443) a décidé que l'agent d'une Compagnie d'assurances mutuelles chargé de rechercher les personnes disposées à s'assurer, d'estimer les risques et de recouvrer les cotisations doit être réputé tenir une agence ou succursale et est astreint à communiquer ses livres, titres, pièces de comptabilité, polices, etc.

Mode de communication. — La communication doit être effective et ne consiste pas seulement, pour les représentants d'une Société, dans la faculté laissée aux agents de l'Administration d'opérer eux-mêmes les recherches dans les archives de la Société (Cass. 4 mai 1885; *Instruction*, 2637-5).

Etendue. — La loi du 23 août 1871 oblige les Compagnies à communiquer leurs livres, registres, titres, pièces de recette, de dépense et de comptabilité. Cette énumération a été conçue en termes généraux afin d'embrasser tous les documents qu'il peut être utile de consulter dans l'intérêt du Trésor.

La communication s'étend à tous les registres et pièces composant la comptabilité commerciale des Sociétés sans faire aucune distinction entre les livres et documents qui seraient soumis au timbre et à l'enregistrement et ceux qui n'y seraient pas soumis (Cass. 23 août 1877. S. 77. 1. 279. *Inst.*, 2575, § 3; Cass., 12 mai 1887; *Inst.*, 2. 741, § 1^{er});

aux livres facultatifs et accessoires que les Sociétés jugent à propos d'établir pour la clarté de leurs écritures comme aux livres dont la tenue est prescrite par le Code de Commerce (Cass. 7 janvier 1878, *Inst.*, 2591) ; non seulement aux écritures de l'exercice courant, mais encore à celles des exercices antérieurs (Cass. 23 avril 1877, *Inst.*, 2575-3 ; Cass. 30 décembre 1879, *Inst.*, 2637-5).

Un jugement du Tribunal de la Seine du 28 décembre 1888 (*R. P.*, 7204) ordonne la communication des rapports présentés par le Conseil d'administration de la Société à l'assemblée générale des actionnaires ; un autre jugement du même tribunal, du 19 juin 1875 (*R. P.*, 4.136) a reconnu « que l'Administration a le droit indiscutable de prendre connaissance des lettres qui contiennent reçu, décharge ou quittance et qui sont devenues des documents de comptabilité ». Mais, par une solution du 15 novembre 1875 (*R. P.*, 5,027), l'Administration a recommandé aux agents de ne demander communication des lettres missives qu'autant que des mentions sur les livres et registres de la Société qui les a reçues permettent de supposer qu'elles offrent de l'intérêt au point de vue fiscal.

Tout refus de communication sera constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 100 francs à 1.000 francs.

L'Administration exerce son droit d'investigation dans toutes les succursales et agences des Compagnies d'assurances étrangères établies en France. Un jugement du Tribunal de la Seine du 12 juin 1875 (*R. P.*, 4.383) a décidé que les représentants en France des Compagnies d'assurances étrangères ne peuvent se soustraire aux communi-

cations autorisées en alléguant que les documents, dont la représentation est demandée, sont immédiatement transmis au siège social (MAGUÉRO, *Traité Alph.*, COMMUNICATIONS, n^{os} 86 et suivants).

APPENDICE

Presque tous les auteurs demandent le vote d'une loi spéciale sur les assurances sur la vie mettant fin à toutes les controverses qui divisent la doctrine, loi dont le besoin devient chaque jour plus impérieux avec le développement de l'assurance sur la vie.

La connaissance des difficultés de la matière en droit fiscal nous porte à désirer aussi le vote d'une loi substituant une taxe uniforme aux droits d'enregistrement des polices et de mutation par décès.

Dans ce but, MM. Barbe, Viger, Gévelot et Victor Proust ont déposé, le 29 mars 1890, un projet de loi dont nous ne citerons que les premiers articles :

ARTICLE PREMIER. — Les contrats d'assurances sur la vie et tous les actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable de ces contrats sont soumis à une taxe obligatoire.

Moyennant le paiement de cette taxe, la formalité de l'enregistrement sera donnée gratis toutes les fois qu'elle sera requise et les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré

seront considérés, pour la perception du droit de mutation par décès, comme ne faisant pas partie de la succession de l'assuré. La dite taxe est fixée à 1 fr. par 100 francs du montant des primes.

ART. 2. — Les contrats de rente viagère passés avec les Compagnies ou Sociétés d'assurances sur la vie sont assujettis à la même taxe, moyennant le paiement de laquelle la formalité de l'enregistrement leur sera donnée gratis toutes les fois qu'elle sera requise. La taxe sera due sur le montant des primes ou capitaux versés à la Compagnie pour constituer la rente.

ART. 3. — Les dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus sont applicables aux Compagnies ou Sociétés étrangères qui auraient un établissement ou une succursale en France.

Notre intention n'est pas d'apprécier le projet ci-dessus. Mais nous pensons qu'il serait utile de modifier l'impôt actuel et de le remplacer par la taxe proposée ou une autre analogue ; l'Etat y trouverait la source d'importants produits et le recouvrement de l'impôt en serait bien facilité.

Cette opinion ne laisse pas d'être combattue par ceux qui craignent que l'établissement d'une taxe ne contrarie le développement de l'assurance, opération digne de toute sollicitude, puisqu'elle est un puissant moyen d'épargne. Ces craintes paraissent vaines. Cette modification, comme le porte la proposition de loi, serait acceptée facilement par les Compagnies, parce que le recouvrement de la taxe serait plus facile que celui de l'impôt actuel ; nous ajoutons que les tarifs des Compagnies paraissent assez élevés

pour leur permettre de supporter la nouvelle taxe sans élever les primes. La participation aux bénéfices pourrait en être diminuée. Qu'est cela à côté des mille difficultés suscitées par la réclamation des droits de mutation par décès ou des droits d'enregistrement ? Notre courte expérience nous permet d'affirmer que l'impôt est d'autant plus vexatoire que la liquidation en est plus incertaine. Le contribuable aime mieux payer un peu plus, mais payer une seule fois ; combien il préférerait l'acquittement, même plus onéreux, d'une taxe annuelle aux impôts actuels qui trop souvent donnent lieu à des réclamations après la déclaration de la succession ou l'enregistrement de l'acte.

L'essor de l'assurance ne paraît donc pas devoir souffrir d'une élévation de taxe ; l'inconvénient serait compensé par la facilité du recouvrement, plus appréciée peut-être du contribuable que de l'Administration.

Qui resterait indifférent devant les ressources données par le nouvel impôt, si le développement de l'assurance n'en doit pas être atteint ? Si les calculs des auteurs du projet sont exacts, c'est presque deux millions que la taxe produirait au lieu de 260.000 francs actuellement perçus.

Il y a là une réforme digne de l'attention du législateur.

ABRÉVIATIONS

Rép. Gén. G.—Répertoire général de l'enregistrement par Garnier

R. P...... Répertoire périodique —

S...... Recueil des arrêts de Sirey.

D. P...... Dalloz périodique.

Sol...... Solution de l'Administration de l'Enregistrement.

Inst...... Instruction —

T. A...... Traité alphabétique de M. Maguéro.

Rev. Enreg. Revue de l'Enregistrement de M. Maguéro.

Vu :

Le Doyen,

GLASSON.

Vu :

Le Président de la Thèse,

ANDRÉ WEISS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Droit civil

CHAPITRE PREMIER. — Définition ; éléments du contrat ; diverses combinaisons de l'assurance.....	5
CHAPITRE II. — Nature juridique du contrat d'assurance.....	14
CHAPITRE III. — De la police.....	17
CHAPITRE IV. — Capacité de l'assuré, du bénéficiaire...	19
CHAPITRE V. — Attribution du bénéfice; nature de la convention par rapport au bénéficiaire; stipulation pour autrui.....	21
CHAPITRE VI. — De la libéralité au profit du bénéficiaire; rapport et réduction.....	36
CHAPITRE VII. — Du mode de désignation du bénéficiaire.....	43
CHAPITRE VIII. — De la révocation; de la participation aux bénéfices; de la réduction; du rachat; du droit d'emprunt.....	49
CHAPITRE IX. — De la transmission du contrat.....	56

DEUXIÈME PARTIE

Droit fiscal

CHAPITRE PREMIER. — Droits de mutation par décès. Loi du 21 juin 1875.....	61
CHAPITRE II. — Bénéficiaires à titre onéreux.....	70
CHAPITRE III. — Généralités sur la perception du droit de succession; assurance sur la tête d'un tiers; par deux ou plusieurs personnes au profit du survivant; sur la tête d'un tiers au profit d'un tiers; paiement des primes par le bénéficiaire de l'assurance ou pour un tiers; assurances mixtes et à terme fixe.....	90

CHAPITRE IV. — Assurances mixtes et à terme fixe; rentes viagères; prêts sur polices; prime due au décès; espèces; espèces particulières envisagées au point de vue de la liquidation du droit de mutation par décès (<i>Capital réduit; participation dans les bénéfices; suicide de l'assuré; transaction; absence; perte de la police; fallite</i>).....	108
CHAPITRE V. — Droits des époux.....	122
<i>Section I.</i> — Assurance contractée par un époux à son profit personnel.....	122
<i>Section II.</i> — Assurance contractée par un époux en faveur d'une autre personne que son conjoint.....	123
<i>Section III.</i> — Assurance passée par un époux au profit de l'autre ou au profit de celui-ci et des enfants.....	137
<i>Section IV.</i> — Assurance contractée par les deux époux au profit du survivant.....	154
CHAPITRE VI. — Assurances contractées par les étrangers avec des Compagnies françaises. Assurances contractées avec des Compagnies étrangères par des Français ou par des étrangers ayant un domicile de fait en France.....	162
CHAPITRE VII. — Assurances en cas de vie; contre-assurance; rente viagère.....	171
CHAPITRE VIII. — Droits d'enregistrement.....	181
CHAPITRE IX. — De la réassurance.....	200
CHAPITRE X. — Droits de timbre.....	205
CHAPITRE XI. — Prescription; communication.....	220
APPENDICE. — Modification de l'impôt.....	225

